

a

AFRICA

af

DEFENSE FORUM

DANS LE SANCTUAIRE DE LA TERREUR

Le Tchad libère le Nord du Mali

FINANCEMENT DE L'EXTRÉMISME

Argent bien
acquis, mais
mal employé

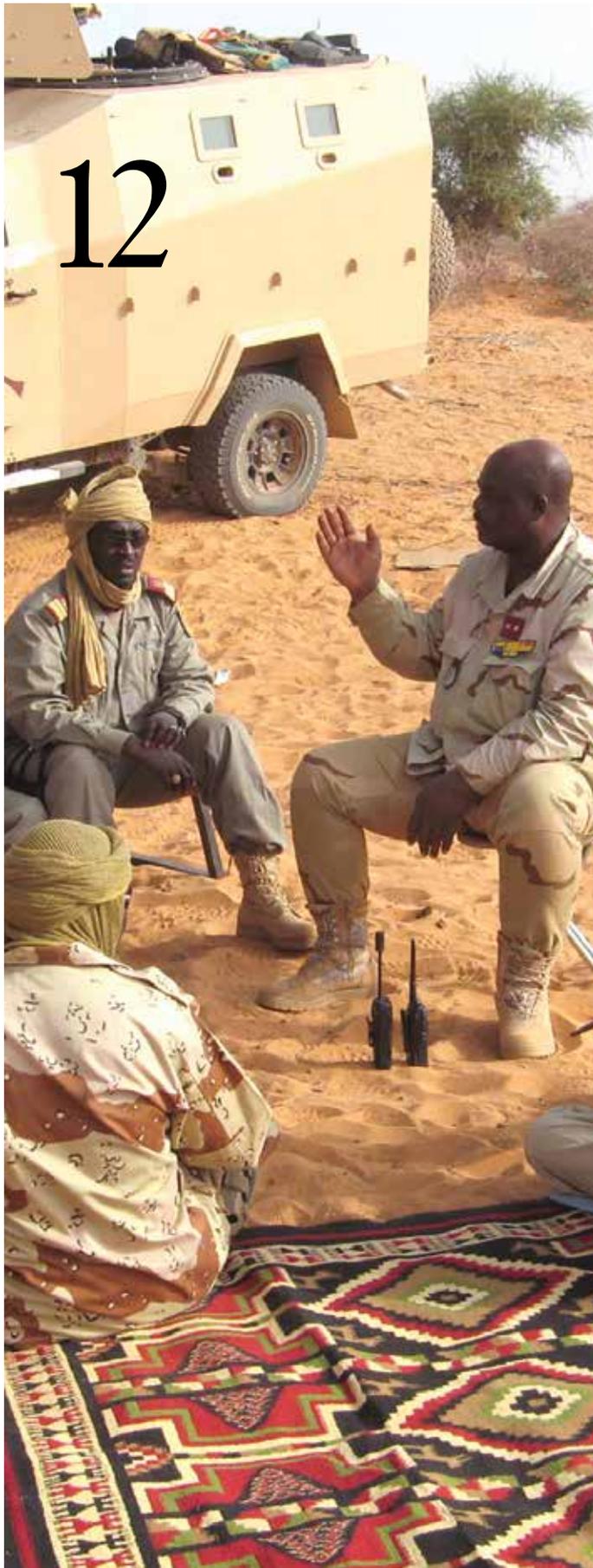
À travers l'arc
d'instabilité
de l'Afrique

Plus

Les ondes au service du combat contre l'Armée de résistance du Seigneur



12



articles

8 Faire fléchir la courbe

Apporter la paix dans « l'arc d'instabilité » de l'Afrique nécessitera une action dans le secteur de la sécurité et dans les arcanes du gouvernement.

12 Dans le sanctuaire de la terreur

L'intervention du Tchad dans le Nord du Mali est un véritable exemple de détermination et du sens du sacrifice.

24 Ranimer la flamme

Lion Rouge inaugure une nouvelle ère dans la coopération entre les États-Unis et la RDC.

26 Une guerre de mots

La lutte contre l'extrémisme sur Internet demande crédibilité et persévérance.

32 Argent bien acquis, mais mal employé

Les associations caritatives et à but non lucratif peuvent être récupérées pour financer des activités terroristes. La vigilance et la surveillance sont donc cruciales.

38 Des stations de radio mettent en garde contre les bouchers de Joseph Kony

Des systèmes d'alerte précoce avertissent la population des agissements de l'Armée de résistance du Seigneur et encouragent les défections.

44 Menotter le terrorisme

La police africaine est en première ligne dans la lutte antiterroriste.

50 La terreur se tourne vers l'extérieur

Après avoir connu des revers en Somalie, les extrémistes d'Al-Shebab planifient des attentats à grand retentissement dans les pays limitrophes.



rubriques

- 4 Point de vue
- 5 Perspective africaine
- 6 L'Afrique aujourd'hui
- 30 Battement du cœur de l'Afrique
- 56 Culture et sports
- 58 Point de vue mondial
- 60 Défense et sécurité
- 62 Chemins de l'espoir
- 64 Croissance et progrès
- 66 Image du passé
- 67 Où suis-je ?



CORBIS

EN COUVERTURE :

Des éléments de l'armée tchadienne se regroupent à proximité de la ville de Kidal, dans le Nord du Mali, en avril 2013. Le Tchad a joué un rôle crucial dans la stabilisation de la région en déployant 2.000 soldats dans le cadre d'une initiative internationale destinée à libérer le Mali des extrémistes.

A bien des égards, le continent africain est plus pacifique aujourd'hui qu'il ne l'a été depuis des décennies. Une analyse publiée en 2012 dans la revue *African Affairs* a montré que les conflits survenant dans le continent sont moins nombreux, de moindre ampleur et moins brutaux depuis le début des années 1990.

Toutefois, il existe toujours des zones d'instabilité. Le Printemps arabe a engendré une circulation incontrôlée d'armes et des conditions politiques capricieuse en Afrique du Nord et au Sahel. Le groupe terroriste Al-Qaida au Maghreb islamique, bien qu'affaibli à la suite de l'intervention internationale au Mali, se tapis toujours dans des zones incontrôlées et se déplace à travers des frontières poreuses. Des groupes extrémistes, tels que Boko Haram dans le Nord du Nigeria et Al-Shebab en Somalie, exercent leur emprise sur des territoires de taille non négligeable.

Ces groupes ne font pas que constituer une menace pour la vie des Africains épris de paix. Ils pourraient également faire dérailler la croissance rapide des économies du continent. À l'avenir, même si les conflits entre États et les guerres civiles continuent d'être rares, les groupes terroristes chercheront à s'attaquer à des cibles civiles. La tuerie à grande échelle qui a eu lieu dans le centre commercial Westgate de Nairobi en septembre 2013 a rappelé de façon douloureuse que les populations sont à la merci de quelques fanatiques déterminés à commettre des actes sanguinaires.

Les pays devront adopter une approche englobant tous les aspects susmentionnés pour combattre les actes de terreur. Dans sa stratégie de lutte contre le terrorisme et son plan de mise en œuvre, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest a présenté une approche détaillée du problème qui s'appuie sur trois piliers principaux, à savoir la prévention, la poursuite et la reconstruction.

La **prévention** comprend la collecte de renseignements et la lutte contre les justifications avancées par les terroristes qui conduisent à la radicalisation. Les professionnels de la sécurité doivent également recevoir une formation leur permettant de comprendre les signes avant-coureurs laissés par les groupes terroristes avant que ceux-ci ne perpètrent un attentat. En outre, ils doivent s'employer à défendre les cibles probables telles que les infrastructures critiques nationales. La **poursuite** exige une approche à multiples facettes comprenant en particulier une armée puissante s'appuyant sur le travail de proximité de la police, la sécurité frontalière et les contrôles bancaires, afin de bloquer le financement du terrorisme. Enfin, la **reconstruction** s'attache à rebâtir une société suite à un événement terroriste. Elle demande aux responsables politiques de s'employer à apporter des solutions à certaines des causes profondes du terrorisme, notamment les conflits religieux et ethniques et l'inégalité de l'accès aux ressources.

Le renforcement des capacités de sécurité pour relever ces défis nécessitera un partenariat, de la force d'âme et une bonne communication entre tous les pays de la région. La nature dynamique de la menace terroriste exige l'échange de renseignements, la mise en commun des ressources, ainsi que des programmes de formation conjoints pour assurer un front synchronisé et uni. Ensemble, nous pouvons préparer le terrain à un avenir prospère et pacifique.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique



Les rangers des Forces de défense kényanes (Kenya Defence Forces ou KDF) sécurisent une zone pendant une patrouille effectuée près de la ville côtière de Kismayo, en Somalie. Les KDF font partie de la Mission de l'Union africaine en Somalie. REUTERS



Stratégies antiterroristes

Volume 7, 2e trimestre

L'ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE

POUR NOUS CONTACTER



U.S. AFRICA COMMAND
Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 U.S.A.
ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND
ATTN: J3/AFRICA DEFENSE
FORUM
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART
GERMANY

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire de la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.



LA LUMIÈRE DU CONTINENT NE FAIBLIRA PAS



Le président ghanéen John Dramani Mahama s'est adressé à la 68e Assemblée générale des Nations Unies, le 26 septembre 2013, à New York, quelques jours après l'attaque terroriste du centre commercial Westgate à Nairobi, au Kenya. Voici une version abrégée de ses propos.

Avant de quitter le Ghana pour me rendre à cette assemblée, j'ai appris la nouvelle de l'attentat terroriste qui a eu lieu à Nairobi, au Kenya. J'ai été choqué et profondément attristé par la perte des nombreuses vies due à ces actes insensés de violence et de lâcheté.

Alors que le nombre des victimes augmentait, ma tristesse n'en devenait que plus grande, sachant que chaque chiffre supplémentaire représentait une autre vie humaine. Ces chiffres symbolisaient des personnes que ni vous ni moi ne connaissions, mais qui avaient une importance primordiale pour ceux qui les aimaient, c'est-à-dire leurs parents, leurs enfants, leur mari, leur femme, leur amis ou encore leurs collègues.

Au moment de l'indépendance, alors que nos possibilités nous semblaient infinies, le monde a pu voir à quel point l'Afrique pouvait rayonner. Ensuite, pendant des décennies, la lumière s'est affaiblie. Il y a eu une époque où, en Afrique, les meurtres étaient presque monnaie courante. Aujourd'hui encore, beaucoup de tombes sont restées anonymes. Il y a eu un temps où la cruauté des dictateurs semblait être à l'ordre du jour. Pendant des décennies, la corruption, la cupidité et la déprivation de certains ont fait souffrir tout un continent.

Nous aurions pu facilement succomber aux guerres, à la pauvreté et aux maladies. Or, nous avons tenu bon. Nous avons poursuivi notre chemin tant bien que mal, et nous avons finalement réussi. Nous avons survécu.

Il n'y a plus de place aujourd'hui pour la haine, l'intolérance et le meurtre d'innocents en Afrique. Nous ne voulons plus jamais vivre ça. Alors, nous pleurerons

nos morts, et nous nous consolerons mutuellement. Cependant, nous ne pouvons pas nous laisser vaincre par la terreur. C'est ce qui doit affermir notre détermination.

Le Ghana a toujours assuré ses voisins de sa coopération, pour maintenir la sécurité des pays connaissant la stabilité et pour restaurer la sécurité dans ceux qui sont récemment sortis du chaos, comme la Côte d'Ivoire et le Mali.

Nous voulons faire savoir comment le monde est devenu un village global, en particulier au niveau des technologies, de la culture et des voyages. Or, ce village global est aussi à la portée des chefs de guerre et des groupes terroristes. Ils s'en servent pour recruter de nouveaux membres, étendre leurs cellules, créer des réseaux intercontinentaux et acquérir des armes, tout en dissimulant leur identité et l'endroit où ils se trouvent.

Nous devons riposter, et surtout coopérer. Les pays du monde industrialisé doivent s'aligner sur les pays du monde en développement. Nous devons former des partenariats et travailler ensemble.

Les jeunes démocraties sont généralement fragiles ;

leurs limites sont encore mises à l'épreuve et leurs caractéristiques sont encore à définir. La démocratie n'est pas une entreprise à taille unique ni un événement ponctuel. C'est un système dont la construction dure des années et un processus qui vous pousse vers une perfection inatteignable à laquelle vous devez néanmoins aspirer.

Le but de notre réunion aujourd'hui est de trouver des voies et des moyens de créer un monde meilleur, plus pacifique et prospère.



Une jeune fille allume une bougie, lors d'une cérémonie à Nairobi, au Kenya, le 28 septembre 2013, en hommage aux victimes de l'attaque du centre commercial Westgate.

THE ASSOCIATED PRESS



Un agriculteur inspecte ses cultures à Kumi, dans l'Est de l'Ouganda.

CENTRE POUR L'AGRICULTURE ET LES SCIENCES BIOLOGIQUES

LES CLINIQUES POUR PLANTES VIENNENT au secours DES AGRICULTEURS OUGANDAIS IRIN

Le « docteur de plantes » Daniel Lyazi découpe un chou couvert d'une substance gluante, dans un marché d'agriculteurs de la ville de Mukono, dans le centre de l'Ouganda, où la maladie dévastatrice striée du manioc a été identifiée pour la première fois, en 2004.

« Il y a une petite chenille qui est en train de manger le chou D'après moi, il s'agit d'une fausse-teigne des crucifères », explique-t-il au groupe d'agriculteurs qui s'est formé autour de sa table.

Daniel Lyazi recommande à l'agriculteur d'utiliser un pesticide différent et de faire pousser des oignons à côté de ses choux pour éloigner ces insectes. Il écrit ensuite ce remède sur un morceau de papier et passe au « patient » suivant, un tubercule de manioc anormalement petit.

Ces « cliniques de plantes » gratuites ont été lancées à Mukono en 2006. En 2013, elles s'étaient étendues à 45 districts ougandais, selon le Centre pour l'Agriculture et les Sciences biologiques (Centre for Agriculture and Bioscience ou CABI), basé au Royaume-Uni.

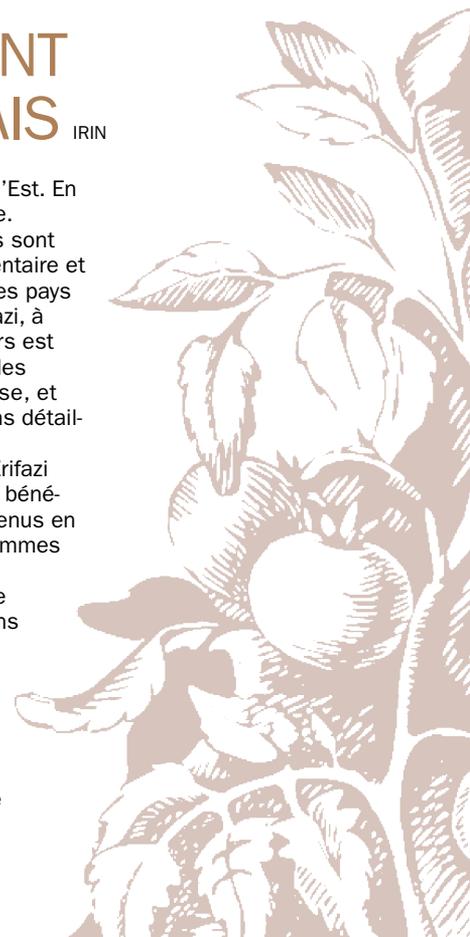
Le titre de « docteur de plantes » a été adopté par le CABI pour les 1.000 agents de vulgarisation agricole formés dans le cadre de son programme Plantwise. Depuis 2010, Plantwise a mis en place des cliniques de plantes dans 24 pays, y compris trois pays

d'Afrique de l'Ouest et neuf pays d'Afrique de l'Est. En août dernier, il a ouvert 13 cliniques en Zambie.

Les organismes ravageurs et les maladies sont des menaces majeures pour la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance dans la plupart des pays en développement. À la clinique de Daniel Lyazi, à Mukono, le besoin en conseils des agriculteurs est évident. Durant une session de trois heures, les consultations se sont enchaînées sans cesse, et 17 agriculteurs ont reçu des recommandations détaillées, soit oralement, soit sur « ordonnance ».

Le chef d'un groupe local d'agriculteurs, Erifazi Mayanja, a expliqué que ces cliniques étaient bénéfiques. « C'est pour cela que nous sommes venus en grand nombre aujourd'hui, parce que nous sommes contents des conseils prodigués. »

Il existe aussi un effet exponentiel lorsque les agriculteurs recevant des recommandations à la clinique les transmettent à leurs voisins qui connaissent le même problème, explique Misaki Okotel de l'organisation non gouvernementale Self Help Africa, un partenaire de CABI. Plantwise rapporte qu'en 2013, ses docteurs avaient conseillé 200.000 agriculteurs et que l'organisation vise à en atteindre 800.000 dans 31 pays en 2014.





Des puces électroniques protègent les rhinocéros du Kenya

VOIX DE L'AMÉRIQUE

Des responsables de la faune sauvage du Kenya ont commencé à insérer des puces électroniques dans des rhinocéros pour lutter contre le braconnage dont sont victimes ces animaux. Les puces et les scanners d'accompagnement permettront aux responsables de la faune sauvage de suivre les mouvements des rhinocéros et aideront également les autorités à récupérer et à confisquer des cornes braconnées.

Le Kenyan Wildlife Service a reçu les équipements nécessaires du Fonds mondial pour la nature, dont le porte parole au Kenya, Robert Magori, a expliqué que chaque rhinocéros aura une première puce implantée dans son corps et une seconde insérée dans sa corne.

AFP/GETTY IMAGES



Des agents des Services kenyans de la faune sauvage implantent des puces électroniques dans un rhinocéros noir endormi, en novembre 2013, pour prévenir le braconnage de cet animal en voie de disparition.

population d'environ 1.000 rhinocéros. Selon Robert Magori, les braconniers ont tué au moins 23 de ces animaux en 2012 et au moins 10 depuis octobre 2013.

Il espère que les puces dissuaderont les voleurs qui veulent couper leurs cornes pour les exporter vers l'Asie.

« Ils n'auront aucune idée où se trouvent les puces. Donc, cela pourrait être extrêmement dangereux pour eux de passer par les points d'entrée ou les services d'immigration sans se faire repérer », a ajouté Robert Magori.

Les cornes de rhinocéros sont vendues surtout dans les pays asiatiques où certains consommateurs croient en leurs propriétés curatives. Or, des experts affirment qu'elles ne sont d'aucune utilité pour soigner des maladies. Les cornes sont faites de la même matière que les ongles humains.

« Quand un rhinocéros est tué et la corne coupée et emportée, si cette corne est confisquée et que la puce permet de l'identifier, on saura qu'il s'agit d'un animal braconné, et on pourra prouver qu'il s'agit d'un acte de braconnage », a-t-il précisé.

Les actes de braconnage ont augmenté au Kenya, où l'on ne recense plus qu'une faible



REUTERS

Le Rwanda prévoit d'offrir le wifi gratuit dans tout le pays

AGENCE FRANCE-PRESSE

Des internautes surfent sur le Net dans un point d'accès wifi gratuit à l'aéroport international de Kigali. Kigali déploie la connectivité sans fil gratuite dans toute la ville.



Le Rwanda tente de se réinventer en tant que plaque tournante régionale de la haute technologie, en déployant le wifi gratuit dans toute la ville avant de le généraliser à tout le pays.

« Je viens pour utiliser Internet. Parfois je télécharge des vidéos et des livres », explique un coopérant sud-coréen de 31 ans, Lee Il-mo, qui habite à Kigali depuis deux ans. « Avant, j'allais dans des cafés ou des restaurants et je devais consommer une boisson, mais ici l'accès est gratuit », poursuit-il, installé dans la Kigali City Tower, une zone destinée à devenir la nouvelle plaque tournante de la haute technologie et l'une des premières étapes du projet « Smart Kigali ».

En septembre 2013, le gouvernement rwandais a annoncé le déploiement de bornes wifi dans toute la capitale. C'était une première étape vers la généralisation de l'accès wifi à toutes les écoles, aux bâtiments publics, aux marchés, aux gares routières, aux hôtels de la ville et, en définitive, au pays tout entier.

Jean Philibert Nsengimana, le ministre rwandais des Technologies de l'information et des communications, a déclaré que le but du projet était « d'accélérer la croissance du marché d'Internet » et d'attirer plus d'investisseurs. « La connectivité est l'un des atouts majeurs pour les affaires, à cet âge de l'économie numérique », a-t-il affirmé, en soulignant que l'accès gratuit au wifi n'était qu'une étape vers un projet de plus grande envergure, à savoir la quatrième génération ou la 4G.

En juin 2013, le gouvernement rwandais a signé un contrat avec l'entreprise sud-coréenne KT Corp. au sujet de la construction d'un réseau 4G qui couvrirait 95 % du pays. Environ 10 % de la population a pour l'instant accès à la 3G. « L'Internet à large bande, a dit Jean Philibert Nsengimana, doit être considéré comme un bien de première nécessité, tout comme l'eau et l'électricité. »

Le Rwanda est classé comme l'un des pays les moins corrompus d'Afrique. D'après l'indice de la Banque Mondiale mesurant la facilité de faire des affaires en 2013, il se trouve au 52e rang parmi 185 pays. Il s'agit du troisième pays d'Afrique subsaharienne le mieux classé.

Le gouvernement souhaite maintenant porter la croissance à 11,5 % pour chacune des cinq années à venir, faire passer le taux de pauvreté de 45 % sous la barre des 30 pour cent et atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire d'ici 2020.

FAIRE FLÉCHIR LA COURBE

Apporter la paix dans « l'arc d'instabilité » de l'Afrique nécessitera une action dans le secteur de la sécurité et dans les arcanes du gouvernement.

RÉCIT DU PERSONNEL D'ADF ET PHOTOS DE REUTERS

L'itinéraire transcontinental de 7.000 kilomètres qui s'étend de la Corne de l'Afrique à travers le Sahel jusqu'en Afrique de l'Ouest traverse de nombreuses zones de conflits. Sur ces territoires sévissent la pauvreté, les trafics, la guerre, le terrorisme et les tensions ethniques. En outre, ils partagent des caractéristiques qui ont conduit certains à donner le nom d'« arc d'instabilité » à cette région.

En Somalie, les activistes d'Al-Shebab ont tiré parti d'années de déliquescence de l'état de droit pour multiplier les meurtres dans le pays et au-delà. Les groupes rebelles tiennent sous leur emprise certaines parties du Soudan du Sud. Plus au nord, les factions continuent de s'affronter au Darfour. En Libye, un flux régulier d'armes traverse les frontières et se déverse dans les pays voisins. Au Mali, un assemblage complexe de groupes ethniques et idéologiques a plongé le Nord du pays dans le chaos.

L'arc d'instabilité est une tentative de caractérisation d'un groupe diversifié de pays qui peuvent avoir en commun davantage que leur climat et leurs vastes espaces ouverts souvent incontrôlés. La langue, la culture et la religion y diffèrent fréquemment, parfois au sein d'un seul pays. Si rien n'est fait, l'arc « pourrait transformer le continent en un terreau fertile pour les extrémistes et en un tremplin pour des attaques terroristes à plus grande échelle dans le monde entier », a été averti le Conseil de sécurité des Nations Unies en mai 2013.

LES ORIGINES DE L'ARC

Il est difficile de décrire et encore de redresser un espace aussi informe que l'arc d'instabilité. Ses origines sont



également compliquées. Les pays situés le long de l'arc partagent le plus souvent quelques caractéristiques générales.

Un climat aride et

rigoureux. Selon un rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Sahel a été nommé « "point zéro" du changement climatique, en raison des conditions extrêmes qui y règnent et de la très grande vulnérabilité de sa population ». Sa population croissante est confrontée à la pauvreté,

à l'insécurité alimentaire et à l'instabilité. Cette situation peut conduire à des migrations de masse, susceptibles de déstabiliser encore plus certaines régions. Les rivalités autour des rares ressources en eau et des zones de pâturage peuvent également entraîner des conflits.

Des espaces incontrôlés. Plusieurs de ces pays, notamment le Soudan, le Tchad, le Niger et le Mali, comprennent de vastes territoires éloignés des capitales ou des grandes villes. Au Soudan, la région du Darfour, à l'extrême ouest du pays, a été continuellement le théâtre de la violence et de l'instabilité. Au Mali, le Nord a représenté un défi permanent pour le gouvernement implanté dans la capitale Bamako, qui se trouve à environ 1.500 km de Kidal, à 1.200 km de Gao et à environ 1.000 km de Tombouctou. Il a fallu l'intervention des forces françaises et tchadiennes, au cours de l'opération Serval en 2013, pour libérer l'ensemble des trois villes du Nord qui étaient sous le contrôle des extrémistes.

Des groupes insatisfaits. Certaines régions reculées, dans les pays situés le long de l'arc, sont peuplées de groupes ethniques qui ont le sentiment d'être négligés par le gouvernement central. Parmi eux, se trouvent les Touaregs, des Berbères nomades et pastoralistes

disséminés dans plusieurs pays du Sahel et de l'Afrique du Nord. Leur rébellion dans le Nord du Mali début 2012 n'était que la plus récente d'une série d'affrontements avec le gouvernement central.

Des acteurs externes. Les espaces incontrôlés donnent la possibilité à des forces extérieures, telles que les contrebandiers, les trafiquants de drogue et les groupes extrémistes, de se déplacer librement. Les cargaisons de drogue en provenance de l'Amérique du Sud sont fréquemment débarquées en Afrique de l'Ouest et sont acheminées à travers le Sahel et l'Afrique du Nord à destination de l'Europe. Parfois, des marchandises illicites empruntent d'anciens itinéraires caravaniers dans les régions du Sahel et du Sahara.

Rudolph Atallah, attaché principal de recherches auprès du think tank Atlantic Council, a expliqué à *ADF* que les pays enclavés de cet arc, notamment le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Tchad, le Soudan du Sud et l'Éthiopie, doivent recourir aux ports maritimes de leurs voisins pour recevoir des marchandises ou de l'assistance. Si un problème surgit dans un pays particulier, ses ramifications peuvent facilement se faire sentir dans plusieurs autres pays.

« Lorsqu'un coup d'État s'est produit en Côte d'Ivoire en 2002, il a divisé le pays en deux », a rappelé Rudolph Atallah. « L'acheminement des denrées alimentaires, qui jusque là traversaient effectivement ces pays enclavés, à savoir le Burkina [Faso], le Mali, le Niger [...], s'est considérablement ralenti. Il a fallu plusieurs années pour que les voies d'approvisionnement soient transférées au Ghana. » De telles situations peuvent exacerber la pauvreté existante. En outre, le crime organisé s'est aggravé dans la région, tandis que les trafics augmentaient dans les pays enclavés susmentionnés.

Au milieu de cela, observe Rudolph Atallah, les changements démographiques et l'extrême pauvreté ont poussé les gens vers de nouvelles idéologies. Divers groupes terroristes et extrémistes prospèrent dans les zones où l'aide gouvernementale et les institutions sont les plus faibles. « Il s'agit donc d'une zone où les gens sont mécontents et où les économies locales sont extrêmement faibles et n'ont pas pu atteindre les populations marginalisées, a-t-il poursuivi. Nombreux sont alors ceux qui essaient simplement de prendre les choses en main à leur façon. »

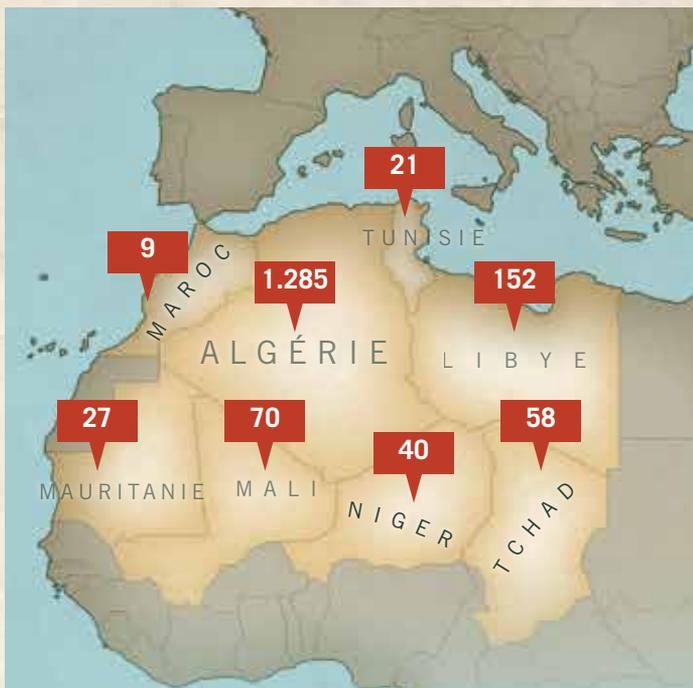
Au fil des ans, de nombreux conflits ont surgi le long de l'arc et à proximité. La Sierra Leone, le Liberia et la Côte d'Ivoire situés au sud de l'arc ont été en proie à des guerres civiles. Le Tchad a connu de nombreux coups d'État. La Somalie a sombré dans le chaos au début des années 1990. Le Soudan et le Soudan du Sud sont en conflit. Le dictateur libyen Mouammar Kadhafi a été renversé. De nombreux armements provenant de Libye sont sortis du pays et sont tombés entre les mains d'autres groupes. Plusieurs de ces groupes sont présents au Mali, un point chaud actif situé le long de l'arc.

LE DÉFI DU MALI

Le Mali est emblématique de la manière dont ces diverses forces peuvent converger pour créer de l'instabilité. Outre ses caractéristiques communes à de nombreux pays de l'arc, il est composé de terres cultivables et de ressources limitées, d'une vaste région septentrionale au peuplement épars, de groupes ethniques mécontents de leur situation, mais

Des miliciens du groupe islamiste Ansar al-Dine sont juchés sur un véhicule à Gao dans le Nord-Est du Mali en 2012. Ansar al-Dine, qui se traduit par « défenseurs de la foi », a imposé la sharia à Tombouctou avec la bénédiction d'Al-Qaïda au Maghreb islamique.





NOMBRE D'ACTES DE TERRORISME DANS LE MAGHREB ET LES RÉGIONS DU SAHEL DEPUIS 2001

Algérie, Tchad, Libye, Mali, Mauritanie, Maroc, Niger et Tunisie



Les incidents terroristes sont des actes imputables à des groupes terroristes qui engendrent des décès, des blessures et l'enlèvement de civils, de fonctionnaires ou de professionnels de la sécurité. Il peut également en résulter la destruction de biens ainsi que les menaces pesant sur la vie des populations et les biens, lorsque les tentatives d'attentats ou d'attaques sont déjouées et que les bombes sont désamorçées.

Source : Yonah Alexander de l'Inter-University Center for Terrorism Studies



Un Libyen brandit le drapeau de son pays pour célébrer le premier anniversaire du renversement de Mouammar Kadhafi. Après la chute de Kadhafi, des armes ont commencé à sortir de Libye à destination du Sahel.

aussi d'acteurs externes, comme des extrémistes d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), des trafiquants et d'anciens loyalistes de Kadhafi.

Cet assemblage explosif a abouti au déclenchement d'un conflit en 2012. Les Touaregs, qui vivent dans le désert au nord du pays, se sont rebellés après des années d'insatisfaction à l'égard du gouvernement central. En janvier 2012, ils ont attaqué les villes du Nord, ce qui a provoqué la fuite des résidents vers la Mauritanie, d'après la chronologie des événements établie par la BBC. En mars 2012, l'armée malienne a renversé le président Amadou Toumani Touré, l'accusant d'avoir négligé de réagir efficacement à la rébellion touareg. En avril, les Touaregs avaient pris contrôle du Nord du pays et avaient déclaré l'indépendance.

La présence de groupes, tels qu'Ansar al-Dine, un groupe rebelle islamiste dont le nom signifie « défenseurs de la foi », et AQMI, indique jusqu'à quel point il est facile pour ces groupes venant de l'extérieur de se déplacer dans des espaces incontrôlés. On note également la présence au Mali du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), qui a fusionné avec la « brigade masquée » du terroriste Mokhtar Belmokhtar, selon la BBC. Mokhtar Belmokhtar est accusé d'avoir mis à exécution un siège ayant fait de nombreuses victimes dans un complexe gazier algérien en janvier 2013. D'après le Centre de fusion de données civilo-militaires, le MUJAO, un groupe dissident d'AQMI, s'est historiquement montré le plus intéressé par les profits tirés d'activités criminelles dans la région.



Des soldats de la paix du Burkina Faso patrouillent dans Tombouctou le jour des élections en juillet 2013, dans le cadre de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA).

En janvier 2013, les forces françaises ont lancé l'opération Serval, intervenant dans le pays pour reprendre le contrôle des territoires du Nord dont les insurgés s'étaient emparés. Au printemps, les forces françaises ont cédé la place aux troupes envoyées par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, une opération nommée Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine. À présent, la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) effectue des patrouilles dans le pays et essaie de maintenir l'ordre au sein de cet environnement fragile.

L'ABSENCE DE SOLUTIONS FACILES

Étant donné que ces pays divers se trouvent dans des régions différentes et présentent chacun des défis uniques à relever, il est pratiquement impossible de trouver une solution globale à l'arc de l'instabilité. L'aide monétaire à ces pays est essentielle, rappelle Rudolph Atallah. Cependant, elle doit être accompagnée par la surveillance et la responsabilité, ce qui se produit rarement. S'attaquer à la pauvreté mais aussi assurer un gouvernement solide et au comportement éthique sont autant d'éléments d'importance cruciale pour préserver la stabilité. Or, que peuvent faire les forces de défense et de sécurité de leur propre accord pour contribuer à assurer la stabilité dans l'ensemble de l'arc ? Il n'est pas facile de répondre à cette question.

Le Dr Dona J. Stewart, attachée principale de recherches auprès de la Joint Special Operations University, affirme à ADF qu'en dernière analyse, les activités militaires dans les zones instables doivent être liées à des objectifs politiques, économiques et de développement. Ces opérations nécessitent une planification détaillée, qui échappe certainement au contrôle des soldats et des forces de sécurité.

« L'une des fonctions majeures des armées est d'assurer la sécurité afin de laisser la place à d'autres formes de développement (politique, économique, éducatif, dans le domaine de la santé), a expliqué Dona J. Stewart. Vous ne pouvez pas avoir ces types de développement si vous n'avez pas la sécurité. »

Pour obtenir ce résultat, la sécurité doit être « attentivement graduée » et accompagnée d'objectifs politiques dans un pays comme le Mali, où les tensions entre le Nord et le Sud sont bien ancrées, a ajouté Dona J. Stewart. Les chefs d'unités et les soldats peuvent parvenir à cet équilibre délicat en agissant à divers niveaux.

« Tout d'abord, ils doivent avoir une bonne compréhension du contexte socioculturel dans lequel ils évoluent », a précisé Dona J. Stewart. Ceci est particulièrement important dans un pays comme le Mali. Les soldats maliens du Sud du pays doivent être sensibilisés aux cultures des vastes étendues du Nord et bien les connaître. La MINUSMA, une mission forte de 12.640 soldats, englobe 35 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique du Nord, ce qui donne une dimension supplémentaire au besoin en sensibilité culturelle.

La discipline est également indispensable. Elle va de pair avec les préoccupations culturelles. Les deux principes peuvent habiliter les soldats à « appliquer judicieusement la force, lorsque celle-ci est nécessaire, mais également à disposer de l'ensemble des compétences permettant de trouver des solutions à des problèmes qui n'exigent pas nécessairement le recours à la force », a ajouté Dona J. Stewart. La collaboration avec des organisations d'aide humanitaire ou la prise en charge de problèmes d'infrastructure peuvent en constituer des exemples.

Le succès peut aussi dépendre de la manière dont certaines forces envisagent la lutte contre le terrorisme. Dona J. Stewart rappelle qu'au cours de la dernière décennie, la lutte contre le terrorisme a été considérée comme une « activité cinétique particulière contre des objectifs spécifiques ». Cette tactique peut appeler une réponse variable.

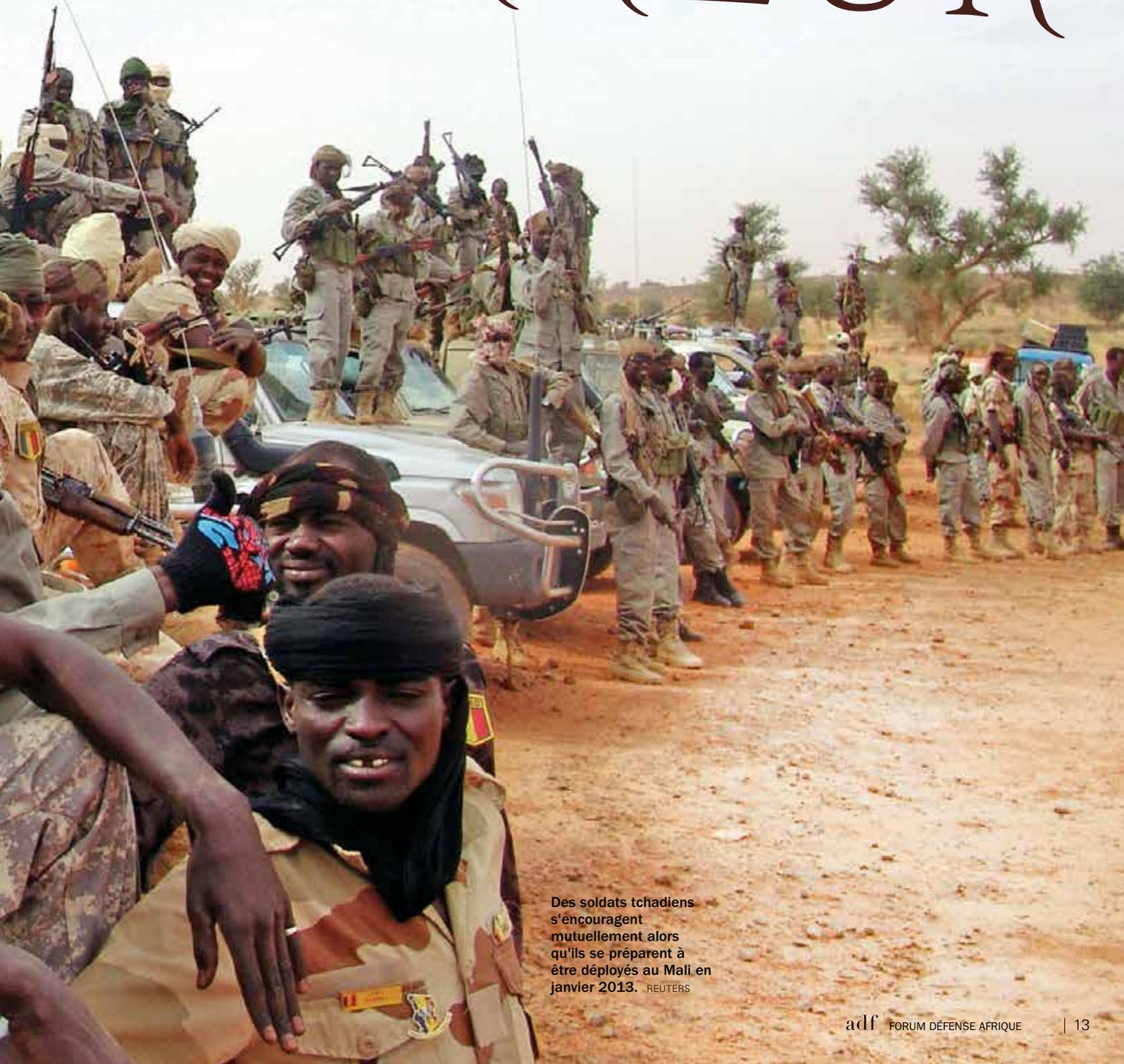
« Notre compréhension s'est renforcée : nous réalisons que les types indirects d'activités sont absolument cruciaux pour parvenir à toute sorte de résultat valable sur le long terme, a-t-elle précisé. En ce qui concerne cet arc en particulier, il va être réellement nécessaire de développer ces types indirects d'activités. » □



DANS LE
SANCTUAIRE

de la
TERREUR

PERSONNEL
D'ADF



Des soldats tchadiens
s'encouragent
mutuellement alors
qu'ils se préparent à
être déployés au Mali en
janvier 2013. REUTERS



Le général Oumar Bikimo, assis à droite, s'entretient avec des officiers dans un site à l'extérieur de Menaka, dans l'Est du Mali, alors qu'ils mettent au point une stratégie pour mettre le cap au nord vers Kidal. FATIM

L'INTERVENTION DU TCHAD DANS LE NORD DU MALI EST UN VÉRITABLE EXEMPLE DE DÉTERMINATION ET DU SENS DU SACRIFICE.

Une colonne d'environ 100 véhicules légers tchadiens, pour la plupart des Toyota Land Cruisers, a quitté N'Djamena, la capitale du Tchad, le 20 janvier 2013. Le convoi a contourné le bassin du lac Tchad avant d'atteindre la frontière du Niger. Plusieurs jours auparavant, près de 200 véhicules blindés, dont 90 Eland et 17 chars BMP, ont été transportés par avion jusqu'à Niamey, la capitale du Niger.

Au poste-frontière du Niger, le général de brigade Abdraman Youssouf Mery, qui commande le groupement spécial anti-terroriste (SATG), une unité d'élite du Tchad, a fait arrêter le convoi et a réuni ses officiers autour de lui.

« À présent, nous allons hors de notre territoire », se rappelle-t-il avoir dit à ses hommes. « Nous allons aider la population, des Africains qui sont nos amis, donc il faut que nous respections les lois et les règles de ces pays étrangers, en respectant les droits de l'homme. N'oubliez pas que nous allons là-bas pour amener la paix chez nos voisins. »

Il s'agissait d'une mission ambitieuse. Quatre jours auparavant, l'Assemblée nationale tchadienne avait voté, à l'unanimité, en faveur du soutien à l'engagement militaire au Mali. Bien que le Tchad ait des moyens modestes et n'ait pas de

frontière commune avec le Mali, le pays a puisé dans ses ressources en consacrant 121 millions de dollars à l'envoi de 2.000 soldats de son armée pour participer à ce combat.

Pour le président Idriss Déby Itno, il s'agissait d'une « cause juste » et d'un « devoir » pour le Tchad.

« Les Africains doivent savoir qu'ils ont un rôle à jouer vis-à-vis de la stabilité et de la paix dans le continent », a déclaré Idriss Déby Itno le 16 janvier 2013. « Il est temps que les Africains se mettent au-devant de la scène. »

Il n'y avait pas de temps à perdre. Les groupes ayant prêté allégeance à Al-Qaida s'étaient déjà emparés de plus

des deux tiers du Mali. En avançant vers le sud, ils ont pris Konna, une ville de grande importance stratégique, et paraissaient se diriger vers Bamako, la capitale.

Faisant preuve d'une incroyable arrogance, Abdelmalek Droukdel, l'émir d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), a présenté à ses combattants un manifeste de 10 pages indiquant ce à quoi ressemblerait un État gouverné par Al-Qaida au cours des décennies à venir. Les combattants islamistes ont commencé à rendre une justice sévère dans de nombreuses villes placées sous leur coupe, y compris en administrant des coups de fouet en public. Plus de 250.000 Maliens ont fui le pays.

LES RENARDS DU DÉSERT

Le convoi du général Mery a poursuivi sa route, couvrant plus de 1.500 km en trois jours, même en faisant des arrêts fréquents pour saluer les dignitaires locaux dans les villages nigériens. Les Tchadiens sont réputés pour leur aptitude à traverser de vastes espaces en un court laps de temps. C'est une nécessité dans un pays d'une superficie de près de 1,3 million de km², dont les centres de population sont très dispersés. Dans les années 1980, lors des guerres contre la Libye, l'armée tcha-

dienne a également acquis une réputation pour son style d'attaques éclair qui lui a permis de surprendre des soldats Libyens bien armés et de déjouer leurs plans. Les Français l'appelaient la méthode du « rezzou TGV ». Il s'agit d'une double référence, d'une part aux anciennes tactiques de raids utilisées par les nomades sahariens qui étaient appelées razzias et, d'autre part, au TGV, le sigle français signifiant « train à grande vitesse ».

« Ils sont intrépides, efficaces et esthétiques (treillis turbans et lunettes noires) », a observé Géraud Magrin, un chercheur. « Ils conduisent des attaques avec une colonne



Le général Mahamat Déby Itno est photographié lors d'une conférence de presse près de l'Adrar des Ifoghas, dans le Nord du Mali, en mars 2013.

AGENCE FRANCE-PRESSE

de Toyota équipées de matériel militaire, lancées à très grande vitesse. »

Les Tchadiens savaient qu'ils étaient particulièrement doués pour mener des combats dans les montagnes du Mali. La caractéristique la plus frappante du Tchad septentrional est le massif volcanique du Tibesti, l'un des endroits les plus déserts de la planète et un pôle d'attraction pour les terroristes et les trafiquants. En 2004, lorsque les extrémistes du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) ont établi leur quartier dans le massif du Tibesti, l'armée tchadienne les en a chassés en arrêtant l'un de ses principaux commandants.

« Le Mali est très similaire au Tchad : c'est à peu près le même type d'environnement », a fait remarquer le général Mahamat Déby Itno, fils du président tchadien et commandant en second des forces tchadiennes au Mali. « Nous avons [les montagnes du] Tibesti au Tchad. Les soldats sont aguerris à ce type de reliefs. Ils sont entraînés pour tout type de terrain, que ce soit le désert, la montagne ou la forêt. Pour nous, cela ne fait pas beaucoup de différence. »

UNE EXPÉDITION DE 3.000 KILOMÈTRES

Le 25 janvier, les forces d'intervention du Tchad, appelées Forces armées tchadiennes d'intervention au Mali (FATIM), ont franchi la frontière du Mali et ont mis le cap sur Menaka, une ville composée de maisons ramassées bâties en briques d'argile qui est située à une centaine de kilomètres de la frontière.

Le convoi géant a progressé lentement, formant des détachements espacés de 5 à 6 km. « Nous avons envoyé des éclaireurs en reconnaissance et nous nous sommes divisés en trois colonnes, a ajouté le général Mery. Nous étions attentifs au fait qu'à tout moment pendant le trajet, on pouvait tomber sur des terroristes. Nous ne voulions pas prendre de risques. »

Au crépuscule, le convoi a atteint Menaka et encerclé le village afin de bloquer tous les points d'entrée et de sortie. Le lendemain matin, les officiers tchadiens sont entrés pour rencontrer les anciens du village. Ils ont

découvert que les occupants précédents, des membres du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), avaient fui en laissant des traces du pouvoir qu'ils avaient exercé pendant trois mois. Des drapeaux noirs étaient suspendus aux murs et des illustrations rudimentaires de sabres avaient été peintes sur les portes du village. Les écoles et les échoppes des marchés étaient fermées et verrouillées.

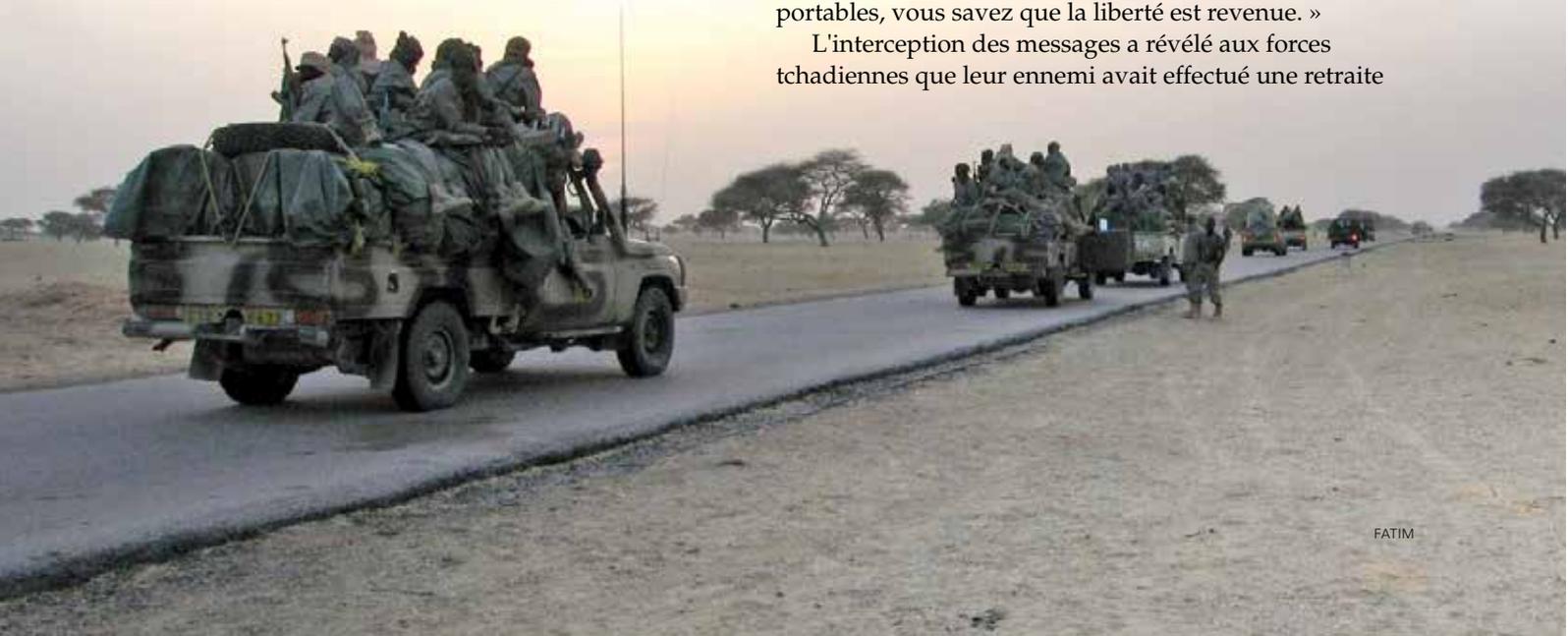
Voyant les soldats arriver, des enfants enthousiastes sont montés sur les toits en les acclamant et ont commencé à arracher les drapeaux noirs. « Ils ont crié pour la liberté », a observé le général Oumar Bikimo, qui commande les FATIM. Il a à son acquis plus de 30 années d'expérience et a commandé une force multinationale de maintien de la paix dans la République centrafricaine. « C'était pour eux une renaissance, si vous voulez. »

Une délégation d'anciens du village s'est rassemblée à l'ombre d'un bosquet d'acacia et a offert un troupeau de chèvres aux soldats qui arrivaient. Cette contribution, offerte par un peuple soumis à d'importantes privations, avait une valeur de plus de 1 million de francs CFA. « Ils ont dit qu'ils allaient organiser un festin en notre honneur, a expliqué le général Mery. J'ai rétorqué que nous étions trop nombreux et que nous avons nos propres vivres. Je leur ai expliqué que nous étions venus les aider et que ce n'était pas à eux de nous apporter de l'aide. »

Les villageois ont raconté que, dans le cadre du contrôle exercé par le MUJAO, ils n'étaient pas autorisés à fumer des cigarettes, à mâcher du tabac ni même à manger des noix de kola. La petite station de radio communautaire, Radio Aadar, a été obligée d'arrêter de diffuser de la musique pour la remplacer par des sermons. Les hommes ont été obligés de se laisser pousser la barbe, et les femmes surprises en train de parler à un homme en public risquaient de recevoir des coups de fouet.

« À présent, nous essayons de rétablir la vie sociale, a expliqué un ancien du village. La population était réellement traumatisée. Certains de ses droits avaient été restreints. Aujourd'hui vous pouvez observer que les droits ont été rétablis. Si vous écoutez la radio et si vous voyez des jeunes gens se promener dans la rue avec leurs portables, vous savez que la liberté est revenue. »

L'interception des messages a révélé aux forces tchadiennes que leur ennemi avait effectué une retraite





Un soldat tchadien patrouille lors d'une mission dans le Nord du Mali, dans la vallée d'Ametettaï dans le cadre de l'effort engagé par les Tchadiens pour libérer la région. FATIM

tactique. Les généraux Mery, Bikimo et Mahamat Déby ainsi que les autres responsables militaires tchadiens savaient qu'il leur fallait avancer plus au Nord, où les combattants les attendaient.

Le jour suivant, les FATIM ont mis le cap sur des bastions rebelles dans la région montagneuse limitrophe de l'Algérie, qui est située à 3.000 km de leur point de départ au Tchad. En l'absence de liaison routière directe de Menaka à Kidal, la capitale régionale du Nord-Est du Mali, le convoi a dû progresser dans un terrain sablonneux et broussailleux, malgré les risques d'embuscades. La couverture GPS était aléatoire dans cette zone. En outre, les camions étaient lourdement chargés : ils transportaient le plus souvent des barils de 250 litres contenant de l'eau, du carburant, des vivres et du matériel de couchage ainsi que dix hommes de troupe au maximum. Par conséquent, ils se retrouvaient parfois bloqués dans le sable.

Le général Mery et les autres officiers restaient en communication régulière avec le centre opérationnel tchadien à N'Djamena, lequel transmettait les tout derniers renseignements. Au même moment, les forces françaises déployées dans le cadre de l'Opération Serval effectuaient des bombardements aériens sur les cibles terroristes à proximité des villes maliennes de Mopti, Konna et Gao, et coordonnaient leur activité avec les Tchadiens.

« Nous ne connaissions pas la région, et nous n'avions pas de représentant

Chronologie de l'action des FATIM

Les Forces armées tchadiennes d'intervention au Mali (FATIM), ont été déployées en 2013 dans le cadre d'une mission destinée à libérer des extrémistes la région septentrionale du pays.



1

16 JANVIER

Le premier détachement tchadien quitte N'Djamena pour le Mali par voie aérienne.



2

20 JANVIER

Le Groupement spécial anti-terroriste tchadien (SATG) et d'autres unités de l'armée tchadienne partent par la route.



3

23 JANVIER

Les FATIM arrivent à Niamey, au Niger.



ZONE INDIQUÉE

BURKINA FASO



ALGÉRIE

Adrar des Ifoghas

MALI

Menaka

Anderamboukane

Niamey



7

4 FÉVRIER

Les soldats arrivent à Aguelhok.



8

6 FÉVRIER

Les soldats arrivent à Tessalit.



9

11 FÉVRIER

Les troupes quittent Tessalit. Les forces tchadiennes passent 10 jours à patrouiller le long de la frontière nord de l'Adrar des Ifoghas.



10

22 FÉVRIER

Les troupes se regroupent près d'Abeibara, avant de pénétrer dans le massif montagneux par l'ouest. D'intenses combats se poursuivent avec les extrémistes de 10 h à 17 h.



DU 23 FÉVRIER AU 3 MARS

Les opérations de nettoyage se poursuivent dans l'Adrar des Ifoghas. Les forces françaises et tchadiennes collectent de vastes quantités d'armes, de véhicules et de matériel de valeur du point de vue du renseignement.



4

24 JANVIER

Les forces tchadiennes se regroupent à la frontière du Mali et du Niger.



5

26 JANVIER

Menaka est libérée.



6

30 JANVIER

Les soldats arrivent à Kidal et libèrent la ville.



Un convoi de soldats tchadiens retourne à Kidal suite à une opération de « ratissage », ou mission de nettoyage, dans le massif de l'Adrar des Ifoghas.

FATIM



ILLUSTRATION D'ADF

L'opération des FATIM en chiffres



2.000

soldats tchadiens déployés



100

Toyota Land Cruisers



200

véhicules blindés, dont 90 blindés Eland et 17 chars BMP



1,44 million

litres de carburant utilisés



121 millions de dollars

montant équivalent en dollars américains dépensé



3.000

kilomètres parcourus entre N'Djamena et Tessalit

Coût en vie humaines



36

Tchadiens morts au combat



74

soldats tchadiens blessés



200

combattants d'AQMI ou ennemis tués



24

prisonniers d'AQMI ou ennemis capturés par le Groupement spécial antiterroriste tchadien



1,3 million

Maliens libérés, y compris dans les régions de Kidal, Gao et Tombouctou



1ER MARS

Les forces tchadiennes annoncent avoir tué Abou Zeïd, l'un des chefs d'AQMI.



2 MARS

Les combats se poursuivent dans la vallée d'Ametettaï. Deux soldats tchadiens sont tués, ainsi que de nombreux extrémistes.



11

3 MARS

Les soldats quittent l'Adrar des Ifoghas pour se diriger vers Aguelhok.



12

11-28 MARS

Les FATIM retournent à l'Adrar pour une opération finale de ratissage, afin d'éliminer les combattants restants éparpillés sur une vaste étendue.



13

13 MAI

Les premiers soldats tchadiens retournent au pays après la mission. Ce jour est déclaré fête nationale.

local auprès de nous ; nous étions seuls, a précisé le général Mery. Nous avions à nos côtés une équipe de 15 officiers de liaison français. Ils communiquaient avec [l'Opération] Serval et apportaient leur aide logistique. En particulier, s'il y avait des soldats blessés ou malades, ils faisaient le nécessaire pour assurer leur transport aérien. »



Un véhicule blindé tchadien est détruit après avoir sauté sur une mine terrestre dans le Nord du Mali. Les occupants du véhicule ont été blessés lors de l'explosion, mais ils ont survécu. . FATIM

Les forces tchadiennes sont arrivées à Kidal le 30 janvier dans l'après-midi. La nuit précédente, les forces françaises avaient atterri à l'aéroport avec des chasseurs et des hélicoptères. Des contingents tchadiens ont encerclé la ville et ont occupé les voies d'accès et les casernes militaires abandonnées. Un troisième contingent est entré dans la ville.

Le premier jour, de nombreux résidents de Kidal sont restés enfermés chez eux, car ils avaient peur. Dans cet avant-poste commercial peuplé de 25.000 habitants, peut-être un tiers des résidents étaient restés. Une équipe de tournage lui a donné le nom de « village de fantômes ». Des bombardements effectués pendant plusieurs jours par l'armée de l'air française pour détruire les dépôts logistiques et les camps d'entraînement de cette zone avaient mis à vif les nerfs des habitants de la localité.

Les FATIM ont immédiatement perçu que la situation était différente de celle de Menaka. Kidal avait été un bastion de la résistance du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), le mouvement indépendantiste dirigé par les Touaregs. Pendant des mois, il y avait eu une alliance précaire entre le MNLA et divers groupes extrémistes, parmi lesquels Ansar el-Dine (Défenseurs de la Foi), dont le fondateur tristement célèbre, Iyad Ag Gali, est originaire de Kidal. Le MNLA a fini par chasser les groupes extrémistes. Or, ses militants ont refusé de laisser entrer des éléments de l'armée malienne dans la ville, quels qu'ils soient.

« Nous avons été bien reçus. La différence à Kidal était la présence de terroristes, a expliqué le général Bikimo. Leur base n'était pas loin de là où nous étions. Plus tard, [à

Kidal,] nous avons été frappés par un attentat suicide, en plein marché. Nous avons perdu quatre de nos soldats, et d'autres ont été blessés. C'est pourquoi j'ai mentionné une différence entre Meneka et Kidal. »

Partout à Kidal, on pouvait observer des traces de luttes récentes. Les murs étaient couverts de graffitis appliqués à la bombe aérosol, qui dénonçaient à la fois le gouvernement du Mali et l'AQMI. Le drapeau séparatiste de l'Azawad était déployé à l'extérieur de certaines maisons et de certains magasins. Dans la ville, nombre d'habitants craignaient des représailles et des conflits interethniques. Par conséquent, une partie de la responsabilité du Tchad a été de mener des patrouilles pour empêcher l'effusion de sang entre les civils. Les Français et les Tchadiens ont négocié un accord de collaboration avec le MNLA afin de sécuriser la région.

Dans une succession de mouvements rapides, les 4 et 6 février, les forces tchadiennes et françaises se sont dirigées vers le Nord pour libérer Aguelhok et Tessalit, deux villes situées en contrebas du massif de l'Adrar des Ifoghas. À Tessalit, les FATIM sont restées en attente plusieurs jours, pendant que les Français procédaient au transport aérien du matériel lourd, tels que des chars et des Caesar, des camions équipés d'un système d'artillerie avec canon de 155 millimètres.

DANS LE MASSIF DE L'ADRAR

Le 11 février, les FATIM ont obtenu le feu vert pour avancer vers le repaire des extrémistes dans le massif. Pendant 10 jours, des unités tchadiennes se sont déployées autour du massif de l'Adrar des Ifoghas, en se déplaçant le long de la frontière algérienne. Méthodiquement, elles ont bouclé le périmètre nord pour empêcher les combattants de s'enfuir en traversant les lignes vers l'Algérie. Un autre détachement des FATIM a quitté Aguelhok, progressant sur le pourtour de l'Adrar. Les deux détachements se sont rejoints près d'Abébera, une petite localité au nord-est du massif montagneux. Ces forces resserraient ainsi l'étau autour du sanctuaire de l'AQMI. « Nous voulions savoir si des individus tentaient de traverser, qui pénétrait dans cette zone et qui en sortait », a déclaré le général Mery.

Le matin du 22 février, les forces tchadiennes se sont regroupées sur le flanc est du massif montagneux. Les forces françaises leur avaient donné les coordonnées GPS de certains endroits où les terroristes étaient susceptibles de se cacher, notamment des puits ou des points d'eau. Cependant, les Tchadiens savaient que le combat n'allait pas être facile. Dans cette zone, les bombardements aériens n'avaient eu que peu d'impact, et le réseau complexe de grottes, de tunnels et de repaires abrités utilisés par AQMI ne pouvait être découvert que sur le terrain. Des résidents locaux ont affirmé aux soldats des FATIM que le gouvernement central avait été absent de la région depuis au moins 10 ans.

Le convoi composé de centaines de soldats tchadiens a progressé à travers une seule voie d'accès à l'est de l'Adrar, un oued asséché du nom de « Tigharghâr Wadi ». Il a avancé sur environ 30 kilomètres à l'intérieur avant d'atteindre la base logistique d'AQMI, dans laquelle les combattants avaient anticipé une attaque à partir du front ouest, mais étaient préparés à combattre les Tchadiens venant de l'est.

« Je pense bien qu'ils s'attendaient à notre arrivée, a précisé le général Bikimo. Si on dit qu'ils n'étaient pas au courant, ce n'était pas possible, parce qu'ils étaient déjà positionnés. Bon, cela veut dire qu'ils s'attendaient à quelque chose. »

Le combat a duré de 10 h à 17 h environ. C'était une bataille au corps à corps : les extrémistes d'AQMI tiraient des rafales avec leurs Kalachnikovs et faisaient exploser des grenades propulsées par roquette. Lorsque les combattants étaient acculés, ils se repliaient à l'intérieur des grottes, mais pour se faire exploser au lieu de se rendre. « Ils ont vraiment pris des positions de combat qu'on ne pouvait pas imaginer, a expliqué le général Bikimo. Ils ont utilisé tout ce qui était en leur capacité. »

Les Tchadiens, initialement pris par surprise, ont redoublé d'efforts. Escaladant des monticules rocheux pour s'assurer des positions sur les lignes de crête et combattant mètre après mètre et « roche après roche », ils ont fini par faire pencher la balance de leur côté.

« Sincèrement, ils n'étaient pas prêts à se rendre, a affirmé le général Bikimo à propos de l'ennemi. Nous avons fait des prisonniers, en dépit de leur résistance, sinon ils se seraient eux-mêmes donné la mort. Tous les chefs ont refusé de se rendre. »

Le tribut à payer a été lourd. Au nombre des tués se trouvait le commandant des Forces Spéciales tchadiennes, Abdel Aziz Hassane Adam, un vétéran qui avait commandé des missions de maintien de la paix au Burundi, en Côte d'Ivoire et en République démocratique du Congo. Au total, 26 soldats tchadiens ont été tués au combat, et 53 autres ont été blessés. Du côté des ennemis, le total des pertes était de 100 tués.

L'opération a toutefois été très fructueuse. Les Tchadiens ont saisi une radio et, à compter de ce jour, ont été en mesure d'écouter les conversations des éléments d'AQMI. Un interprète local les a aidés à décoder les mouvements de l'ennemi et à adapter leur stratégie.

Les Tchadiens ont également fait 24 prisonniers. Avec ce groupe, il a été possible de faire un peu la lumière sur la diversité des militants opérant dans le massif montagneux. Parmi eux figuraient des Nigériens parlant le haoussa, un Tunisien, un Burkinabé et un combattant du Sahara occidental qui a peut-être été auparavant associé au mouvement indépendantiste du Front Polasario. Le combattant tunisien qui venait juste d'essayer de tuer des Tchadiens avait été mis sous perfusion et des pansements lui étaient appliqués par des auxiliaires médicaux tchadiens.

La zone était lourdement minée, avec des engins explosifs improvisés. Les sept jours suivants, les Tchadiens ont perdu trois véhicules qui ont sauté sur des mines terrestres. Toutefois, d'après le général Mery, ces pertes auraient été bien pires sans le travail des démineurs tchadiens qui ont dégagé sans relâche les voies d'accès, en déterrando les mines à la pelle.

Du 22 février au 3 mars, les Tchadiens se sont déployés sur le pourtour du massif de Tigharghâr, une formation rocheuse haute de 790 mètres, et ont nettoyé une bande

de 70 km dans la vallée d'Ametettaï, un bastion des terroristes. La responsabilité du détachement était de chasser les combattants hors de la vallée, vers l'ouest où les chars de la 1ère unité française d'Infanterie de marine étaient déployés.

Il était souvent difficile de se déplacer, dans ce relief accidenté où les roches crevaient les pneus et où il fallait utiliser les détecteurs de mines pour déjouer des menaces potentielles, ce qui ralentissait la progression. Dans certains endroits, la voie praticable ne faisait que 5 m de large et le vent fouettant les visages projetait du sable à des vitesses perçantes. À cause de l'extrême chaleur, il fallait 10 litres d'eau par jour pour empêcher la déshydratation des soldats.

Les visiteurs ont même donné le surnom de Mars à ce terrain, du fait de son apparence extraterrestre.

« Les conditions climatiques étaient

1. Des véhicules comme celui-ci avaient été piégés et disséminés à travers l'Adrar des Ifoghas.

2. Des Tchadiens ont découvert une cache d'armes dans l'Adrar des Ifoghas.

3. Un démineur tchadien a découvert une bombe au bord d'une route.

FATIM



1



2



3

réellement éprouvantes », s'est rappelé le général français Bernard Barrera, commandant de l'Opération Serval. « Il faisait 45 °C tous les jours avec des pointes à plus de 50 °C. Nos soldats portaient chacun plus de trente kilos d'équipement. Honnêtement, c'est un sport de jeune ! Ces conditions provoquent des tendinites, on a les mains qui gonflent et nous avons été très touchés par la gastroentérite. »

Au cours de la mission de nettoyage, les forces françaises et tchadiennes ont trouvé un véritable trésor de matériels utilisés par des terroristes. Elles ont découvert un bulldozer Caterpillar stationné sous un arbre et recouvert de branches. Le véhicule avait été utilisé pour creuser des fosses permettant d'enterrer des armes, des véhicules et des mines terrestres. Il y avait des tas de tubes en acier pour les RPG et des petits laboratoires appelés « garages » où pouvaient être fabriqués des engins explosifs. Ils ont trouvé du nitrate, un générateur en état de marche et même des gilets explosifs prêts à être déclenchés. Éparpillés aux alentours se trouvaient des véhicules abandonnés piégés pour déclencher leur explosion au contact.

« Nous avons donné aux soldats l'ordre de ne toucher à rien », a expliqué le général Mery.

Les soldats ont également trouvé du matériel utilisé pour le renseignement, notamment des téléphones satellites et des ordinateurs. Les téléphones ont ultérieurement été analysés par les Français. Selon le général Mery, ils contenaient d'importantes coordonnées et des enregistrements d'appels. L'une des découvertes les plus perturbantes a été le passeport de Michel Germaneau, un ressortissant français pris en otage par AQMI et exécuté en 2010.

Le 1er mars, les forces tchadiennes ont annoncé la mort d'Abou Zeid, considéré comme le commandant d'une Katiba d'AQMI qui contrôlait les activités de trafic et d'enlèvements dans l'Adrar. Abou Zeid, un ressortissant algérien, était considéré comme l'un des commandants les plus violents de la hiérarchie d'AQMI. En effet, il a personnellement supervisé l'exécution d'au moins deux otages et l'enlèvement de plus de 20 personnes.

Le 4 mars, les Tchadiens ont quitté le massif montagneux. Même en ayant été à l'épreuve du feu pratiquement chaque jour et en ayant dormi dans des conditions difficiles, les hommes avaient un moral d'acier, a affirmé le général Mery. « Une fois que nous avons libéré l'Adrar, le moral était vraiment très bon, a-t-il précisé. Les soldats étaient bien déterminés à réussir leur mission, ce fut un succès. Nous avons perdu des hommes, quelques-uns de nos meilleurs éléments, en réalité. Cependant, on a amené la victoire au peuple malien. »

Du 11 au 28 mars, les forces tchadiennes et françaises ont à nouveau passé le massif montagneux au peigne fin lors d'une opération de « ratissage » ou de nettoyage, à la recherche d'éléments résiduels, en particulier autour de la vallée d'Amettaï. Le 12 mars, il y a eu un accrochage avec les extrémistes, au cours duquel six d'entre eux ont été tués ainsi qu'un soldat tchadien.

Vers la fin du mois, les FATIM et les forces françaises ont été en mesure de déclarer avec assurance que les extrémistes avaient été expurgés de l'Adrar pour la première fois depuis des décennies.

À la suite de la mission, les Tchadiens ont été accueillis en héros à leur retour dans leur pays. Le président Déby a déclaré que le 13 mai serait une journée nationale « du souvenir et de la reconnaissance ». « Les valeurs de la paix et de la démocratie que vous avez incarnées et défendues ont triomphé du fondamentalisme », a déclaré le président Déby.

En ce qui concerne les retombées de l'intervention et de sa place dans l'histoire, le général Bikimo était plus modeste. « Nous, nous sommes des Soldats avec un grand S, a-t-il affirmé. C'était une décision politique [d'intervenir], et certes, nous en avons été les exécutants. »

Cependant, il s'est avéré satisfait de cette mission bien exécutée. « Nous sommes partis avec fierté et, Dieu merci, la mission s'est terminée aussi dans la fierté. » □

Des militants islamistes capturés dans l'Adrar des Ifoghas sont détenus par les forces tchadiennes en mars 2013. FATIM



Perspectives sur une INTERVENTION

Le 21 février 2013, je me suis entretenu au téléphone avec le général Oumar Bikimo, commandant en chef des FATIM. Lors de cette discussion, je lui ai dit ceci : « Mon général, il faut y aller ! Nous ne devrions pas perdre de temps, sinon cette guerre risque d'être longue et difficile. »

Je l'ai dit pour la simple raison que ceux qui étaient engagés aux côtés du peuple malien, à part l'armée française, tardaient à se mettre en place et à nous rejoindre. C'est pourquoi j'ai pris le risque de vous envoyer au feu, tout en sachant que vous alliez perdre des hommes. Suivant cet adage africain, « Quand on veut tuer un lion, il faut aller droit sur lui et ne pas suivre seulement ses traces », vous êtes allés directement au contact de ces narcotrafiquants, organisés et aguerris. D'ailleurs, ils vous attendaient de pied ferme sur un terrain qu'ils avaient préparé à l'avance.

Votre engagement a duré sept heures. Vous étiez au cœur même des opérations. Vous aviez les moyens de faire des économies en vies humaines grâce à vos véhicules blindés. Or, sachant que vos blindés ne pouvaient pas escalader les collines, vous avez décidé de les laisser et de donner l'assaut final à pied. Cet assaut a été certes meurtrier, mais il a permis à toute la communauté internationale, à l'Afrique et au Mali de gagner en temps.

S'il n'y avait pas eu cet assaut, la guerre aurait duré au moins six mois. Grâce à cet assaut, vous avez décapité la horde de terroristes, vous les avez exterminés au prix de lourds sacrifices.



**PRÉSIDENT TCHADIEN
IDRISS DÉBY ITNO**

*lors d'un discours prononcé
le 13 mai 2013*



GÉNÉRAL OUMAR BIKIMO

*commandant en chef des Forces
armées tchadiennes d'intervention
au Mali (FATIM), lors d'une
interview accordée le 5 février 2014*

Les détachements tchadiens ont dépendu pendant près de six mois des fonds du gouvernement du Tchad. Qu'il s'agisse des aspects logistiques ou financiers, nous avons toujours bénéficié de contributions de la part de pays partenaires. Toutefois, l'effort principal a été engagé par le gouvernement tchadien.

Quelles leçons ont été tirées ? Il est difficile d'en faire la liste. Tout cela fait désormais partie de la vie de l'armée nationale tchadienne. C'est une véritable expérience que nous avons vécue. Maintenant, il nous faut effectivement en retirer ce qui est positif et laisser tomber ce qui est négatif. Nous espérons qu'il y aura beaucoup plus d'aspects positifs que négatifs. Avant toute chose, il s'agissait d'une mission nationale.

Il est bien vrai que les communautés économiques régionales, qu'il s'agisse de la CEDEAO, de la CEEAC en Afrique centrale, la SADC dans la zone de l'Afrique australe, essaient, avec l'Union africaine, d'apporter des solutions aux différentes crises. Au sein de l'Union africaine, il y a une architecture de paix dans le continent africain qui est en train de se mettre en place. Donc, vous l'avez vu, au Mali, il a fallu l'intervention de la France, il a fallu l'intervention du Tchad, qui n'est pas membre de la CEDEAO, pour que l'on puisse faire face au terrorisme dans le Nord du Mali. La CEDEAO, qui compte 15 membres, a été incapable de monter une force pour pouvoir faire face à la situation au Mali.

Donc, les institutions africaines sont en train de travailler, mais elles n'ont pas encore les capacités opérationnelles nécessaires pour pouvoir faire face à des menaces comme celles du terrorisme. Il y a une réflexion qui est en cours pour mettre en place une force d'intervention rapide, en demandant aux États qui en ont la capacité d'être volontaire pour participer à cela. Ce n'est encore qu'un projet qui est en gestation ; il n'est pas encore totalement réalisé.

Le Tchad est un pays qui a connu la guerre civile et les interventions étrangères dans ses affaires. Nous sommes un pays à moitié musulman, à moitié chrétien. Et nous sommes très vigilants sur la cohabitation pacifique entre les différentes communautés religieuses. Nous sommes un pays du Sahel, comme le Mali. Et les défis du terrorisme et de l'intégrisme n'ont pas de frontières, notamment dans cette zone où il n'y a pas de frontières naturelles. La guerre qui nous a été imposée a fait que notre armée est devenue très professionnelle, notamment dans ce genre de terrain. Donc, le Mali, la CEDEAO, la France et la communauté internationale nous ont vivement sollicités pour que nous intervenions au Mali. Par ailleurs, il existe au sein de l'ensemble de la classe politique un consensus national selon lequel il faut combattre le terrorisme et l'intégrisme là où ils se trouvent, parce qu'ils risquent de nous atteindre nous aussi. Effectivement, nous avons payé un prix qui est très lourd, nous avons eu plus de 30 morts, mais je pense que cela était absolument nécessaire.



MOUSSA FAKI

*ministre tchadien des Affaires
étrangères, lors d'observations
faites le 5 septembre 2013*

RANIMER LA FLAMME

Lion Rouge inaugure une nouvelle ère dans la coopération entre les États-Unis et la RDC.

PERSONNEL D'ADF

Les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et les États-Unis ont fait équipe, en septembre 2013, pour mener Lion Rouge. Cette coopération militaire de 26 jours a réuni 225 officiers des FARDC et 40 militaires américains. L'un des objectifs de Lion Rouge était de consolider les diverses formations liées à la sécurité, qui avaient déjà été organisées à travers la RDC, afin d'optimiser les ressources et de synchroniser les efforts.

Les organisateurs avaient choisi la base aérienne de Kitona (BAKI) comme lieu central de la formation en raison de son emplacement (près de l'embouchure du fleuve Congo sur l'océan Atlantique) et de ses équipements. BAKI héberge une école d'infanterie, un centre de formation de sous-officiers, une école d'infirmerie et une école d'artillerie, ainsi qu'un hôpital centre de formation d'infirmier et un grand terrain d'aviation. L'événement a coïncidé avec la formation de 3.000 nouvelles recrues. Le plus important, toutefois, est que l'endroit a permis le contact avec la population civile vivant près de la base et qui a été incluse dans les formations de Lion Rouge.

Lion Rouge 2013 a comporté les principaux volets suivants :

- Le personnel de l'hôpital de Kitona a reçu une formation médicale pour diagnostiquer les otites et le paludisme, soigner les plaies ouvertes, vérifier les signes vitaux mais aussi suivre et éduquer les patients. De plus, les États-Unis ont fait don à l'hôpital et à l'école d'infirmerie des FARDC de 250 livres et journaux médicaux.
- Des experts agricoles de l'Institut Borlaug pour l'agriculture internationale, au Texas, ont séjourné dans une ferme où sont cultivés des légumes et élevés des porcs et des volailles destinés à nourrir les soldats à Kitona. Ils ont évalué les techniques agricoles et donné des conseils sur la manière d'accroître la production.

- Une équipe américaine et congolaise a mené conjointement une analyse de santé publique et a émis des recommandations sur la façon d'améliorer la distribution de l'eau, la préparation des aliments, la gestion des déchets et l'assainissement en général, afin de prévenir les épidémies.
- Un séminaire juridique a été organisé pour les magistrats des FARDC au sujet du droit international relatif aux droits de l'homme, du droit des conflits armés, de la déontologie et de la prévention de la corruption mais aussi du droit pénal international. Les sessions ont mis en avant la manière la plus appropriée pour les militaires d'interagir avec les civils.
- Un séminaire portant sur les questions de genre a été organisé. Au total, 41 femmes militaires et neuf policières y ont participé.

Parmi les invités à ces événements, on comptait le maire et le chef de la police de Muanda, des éducateurs locaux et des membres du clergé, qui se sont montrés impressionnés par le professionnalisme de la formation Lion Rouge. Le commandant de la base aérienne de Kitona, le général de brigade des FARDC Moustapha Mukiza, a résumé le succès de Lion Rouge et mis un accent particulier sur un rapport de santé publique recommandant des améliorations : « Avec votre rapport et votre soutien à l'avenir, je sais que nous pouvons faire de BAKI un endroit formidable pour nos soldats et leur famille. »

Les préparatifs vont bon train pour un Lion Rouge II en 2014 : les responsables envisagent d'inclure au programme des formations sur le trafic international de drogues et sur la répression. Ils souhaitent aussi faire participer des partenaires internationaux, tels que les Nations Unies et l'Union européenne. □



AMBASSADE DES ETATS-UNIS, KINSHASA

Des soldats des FARDC suivent un cours sur les opérations civilo-militaires dans le cadre de Lion Rouge, sur la base aérienne de Kitona, en République démocratique du Congo.



AMBASSADE DES ETATS-UNIS, KINSHASA

Défilé de soldats lors de la cérémonie de clôture de Lion Rouge à la base aérienne de Kitona.

« Avec votre rapport et votre soutien à l'avenir, je sais que nous pouvons faire de BAKI un endroit formidable pour nos soldats et leur famille. »

*— Le général de brigade des FARDC
Moustapha Mukiza, commandant
de la base aérienne de Kitona*



Le lieutenant colonel de l'armée américaine Michael McCulloch remet un drapeau de Lion Rouge au général de brigade Moustapha Mukiza, commandant de la base aérienne de Kitona, pendant la cérémonie de clôture.

AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS, KINSHASA

UNE GUERRE DE MOTS

PERSONNEL D'ADF



LA LUTTE CONTRE L'EXTRÉMISME SUR INTERNET DEMANDE CRÉDIBILITÉ ET PERSÉVÉRANCE.



C'est un vif combat chargé d'émotions et d'échanges de coups. Cependant, dans cette confrontation, les protagonistes se servent de mots et non pas d'armes et les salves sont limitées à 140 caractères.

Depuis plusieurs années, le commandant Emmanuel Chirchir, responsable des affaires publiques au sein des Forces de Défense du Kenya, mène un combat informationnel sur Twitter contre le groupe terroriste Al-Shebab. Il utilise ce réseau social pour contredire ses adversaires, pour contrecarrer la désinformation et, surtout, pour s'adresser directement aux civils et pour les informer de la lutte sur le terrain en Somalie. L'objectif final, a-t-il affirmé, est de gagner une guerre d'idéologies.

« Nous avons utilisé la même plate-forme qu'Al-Shebab pour nuire à ses objectifs », a expliqué Emmanuel Chirchir dans un entretien avec Sahabi Online. « Il était vital pour nous d'affirmer notre présence dans le cyberspace pour lutter contre l'ennemi. »

Parfois, ses tweets sont pleins d'humour. Dans l'un d'eux, Emmanuel Chirchir a écrit sur le compte Twitter d'Al-Shebab, HSMPress, pour demander au groupe d'arrêter « d'interdire aux femmes de porter des soutiens-gorge ».

À d'autres moments, ses tweets cherchent à démontrer l'hypocrisie du groupe. Après un bombardement qui avait fait 30 victimes dans le camp d'Al-Shebab en 2013, Emmanuel Chirchir avait écrit : « Si seulement [Médecins sans Frontières] était resté en Somalie ». Al-Shebab avait, en effet, forcé l'organisation humanitaire à quitter le pays en août 2013, par des attaques répétées qui menaçaient la sécurité des médecins.

Emmanuel Chirchir, connu sous le nom de « Commandant tweeteur », assure qu'il est en ligne de 6 heures du matin jusqu'à plus de minuit tous les jours. Il estime qu'il est d'une importance capitale de riposter en temps réel aux revendications d'Al-Shebab.

« La manière de faire traditionnelle est dépassée », a déclaré Emmanuel Chirchir dans un entretien avec NTV. « En participant aux réseaux sociaux à ce moment précis de l'opération, nous voulons donner à tous une image claire de ce qui se passe sur le champ de bataille et les sensibiliser directement au sein de leurs foyers, sur leurs ordinateurs et sur leurs téléphones. »

UNE NOUVELLE FRONTIÈRE

Dans la lutte contre l'extrémisme, Internet est un espace dynamique, d'une part pour recruter des adhérents et, d'autre part, pour réfuter l'idéologie extrémiste et les fausses revendications. Selon des experts antiterroristes, il est plus économique de gagner une guerre d'idées en ligne que de se battre contre un fanatique endurci sur un champ de bataille ou dans une zone urbaine.

Or, la guerre d'idéologies nécessite de s'aventurer en dehors d'une certaine zone de confort. Elle exige de confronter l'ennemi sur un pied d'égalité. Aucun des deux côtés ne contrôle la plate-forme d'expression et les tentatives de museler le discours en ligne s'avèrent inefficaces. Par exemple, après les attaques terroristes du centre commercial Westgate, au Kenya, Twitter a fermé, en vain, de nombreux comptes liés à Al-Shebab. De nouveaux comptes ont rapidement surgi pour remplacer les comptes interdits. L'attention qu'ils ont attirée a probablement profité à Al-Shebab.

« Compte tenu de la grande porosité de leurs structures, il est impossible de cibler exactement leurs messages, a écrit l'analyste Jamie Kerr. Même si Twitter a fermement l'intention de limiter les opérations en ligne d'Al-Shebab sur son réseau, il aura beaucoup de mal et se retrouvera à jouer au chat et à la souris : lorsqu'il fermera un compte, un autre sera ouvert simultanément. »

De plus, la fermeture de sites Web terroristes ou de comptes de réseaux sociaux peut occulter un instrument utile de collecte de renseignements. En effet, les tweets contiennent souvent d'importants noyaux d'information. Nombreux sont ceux qui suivent les tweets d'un extrémiste, notamment des sympathisants ou des financiers du terrorisme.

Alors, comment rédiger un message antiterroriste efficace ? Le chercheur Michael Pizzuto a établi que toute campagne de lutte contre l'idéologie terroriste doit d'abord réussir à deux niveaux : elle doit être crédible et compatible. Un message crédible est issu d'une source que le public considère comme fiable et authentique. Par exemple, un dignitaire religieux sera immédiatement crédible sur des questions de doctrine religieuse. Un message compatible est diffusé d'une manière et à l'aide d'un support accessibles et compréhensibles par le public. Par exemple, un message diffusé uniquement sur Internet

Des ex-combattants d'Al-Shebab expliquent, lors d'un événement en 2009, leur décision de désertir le groupe extrémiste.



AFP/GETTY IMAGES

ne sera pas compatible avec une population qui reçoit ses informations uniquement par la radio. De même, une étude théorique complexe ne sera probablement pas compatible avec des jeunes sans éducation.

Comme l'a écrit Michael Pizzuto, « l'objectif est de mettre hors d'état de nuire l'arme la plus puissante d'un terroriste, c'est-à-dire son idéologie. Il s'agit non seulement d'éviter que de nouvelles recrues rejoignent les rangs des organisations terroristes, mais aussi d'implanter un message de substitution au sein de l'organisation terroriste elle-même, en vue d'augmenter le nombre de défections. »

Cette stratégie, que Michael Pizzuto appelle « l'envoi de messages alternatif », doit poursuivre un objectif clair. L'analyste Liat Shetret, du Centre mondial sur la sécurité coopérative, a expliqué qu'une campagne efficace d'envoi de messages a quatre buts importants :

1. BANALISER LES PERSONNALITÉS CULTES

Beaucoup de groupes terroristes sont en mesure de recruter des jeunes impressionnables en promouvant l'image d'un personnage « culte ». Ces groupes se donnent beaucoup de mal pour présenter ces personnages comme étant sages, justes et pratiquement invincibles. Par le passé, Al-Qaida a utilisé à ces fins Anwar al-Awlaki et Oussama Ben Laden. Mokhtar Belmokhtar a joué un rôle similaire pour le groupe nord-africain Al-Qaida au Maghreb islamique.

Ces personnages publient des vidéos de recrutement, font l'objet de discussions sur des forums et diffusent souvent des discours religieux et politiques sur Internet. Or, cette même technologie peut être utilisée pour dénoncer leur hypocrisie, par exemple en exposant la disparité entre les croyances qu'ils professent et leur mode de vie. La réputation du fondateur défunt de Boko Haram,

Mohammed Yusuf, a été entachée par des révélations selon lesquelles il vivait somptueusement, était très cultivé et conduisait une Mercedes. Ce mode de vie ne cadrerait pas avec ses déclarations publiques dans lesquelles il rejetait la culture et l'éducation occidentales.

2. CONTREDIRE LA DOCTRINE EXTRÉMISTE

Beaucoup de groupes fanatiques se fondent sur une interprétation déformée de l'Islam pour motiver et embrigader les recrues. Il est généralement facile de réfuter ces interprétations. Formulée par un messenger crédible (comme un dignitaire religieux ou un ancien combattant), la contradiction d'une doctrine de groupes extrémistes peut provoquer le revirement intellectuel de certains combattants. La Mauritanie a remporté certains succès en envoyant des imams dans les prisons pour débattre avec des combattants salafistes en attente de leur jugement. Certains de ces débats ont été diffusés à la télévision publique.

3. DÉMYSTIFIER L'ATTRAIT DU MODE DE VIE TERRORISTE

La cause terroriste est généralement décrite par ses défenseurs comme honorable, prestigieuse et juste. Toutefois, la réalité quotidienne est tout à fait différente. Un contre-discours efficace doit insister sur l'isolement, les douleurs physiques endurées par les partisans et les souffrances infligées aux victimes par ces groupes. En 2012, l'Associated Press a interrogé des combattants d'Al-Shebab qui avaient fui le groupe et raconté les conditions horribles dans lesquelles ils avaient vécu. Ils ont évoqué le manque de nourriture et les exécutions de certains de leurs amis devant eux par des dirigeants d'Al-Shebab. « Je me sentais enfermé dans une cage, comme un animal », a rapporté l'un de ces anciens combattants. « Nous n'avions même pas le droit de téléphoner à nos parents. »

Les groupes terroristes se donnent aussi beaucoup de mal pour déshumaniser leurs cibles. Un contre-discours efficace donne une voix à ces victimes et confronte les partisans du terrorisme au véritable coût humain de leurs actions. Des organisations comme le Réseau mondial des survivants, qui a recueilli des témoignages de victimes d'attentats terroristes sur six continents, ont réussi à attirer l'attention sur la souffrance causée par le terrorisme.

Certaines organisations estiment que les transfuges sont les meilleurs messagers. En effet, ils jouissent d'une crédibilité immédiate auprès du public. Omar Ashour, spécialiste du terrorisme à l'Université d'Exeter, au Royaume-Uni, a déclaré que ces voix étaient puissantes et persuasives pour de jeunes oreilles. « Pour la première fois dans l'histoire du djihadisme, nous nous trouvons en présence d'une « masse critique » d'anciens militants qui se sont rebellés non seulement contre les agissements des djihadistes, mais aussi contre l'idéologie qui les motive, a écrit Omar Ashour. Leur message aux jeunes générations de sympathisants et de recrues potentiels est puissant : « Nous sommes les pionniers du djihadisme et les auteurs d'une grande partie de sa littérature. Voilà nos expériences et ce qui a mal tourné. » »

4. S'EXPRIMER DANS LE LANGAGE URBAIN ET LE PARLER LOCAL DES JEUNES

Les groupes terroristes recrutent généralement en marge de la société. Les recruteurs ciblent des jeunes aux abois sur le plan financier et qui se sentent marginalisés. Cela explique pourquoi, un peu partout dans le monde, les bidonvilles ont constitué des viviers d'extrémistes. Pour arracher cette population à risque à l'emprise du terrorisme, un discours académique ou élitiste n'aura aucun effet. Il doit être authentique et trouver écho auprès de ce groupe.

L'exemple de Waayaha Cusub, un groupe d'artistes de hip-hop somaliens, basés au Kenya, illustre comment ils ont réussi à toucher un public de jeunes par leur musique et leurs paroles qui dénoncent Al-Shebab. Le groupe a aussi gagné le respect de ses fans, car certains musiciens ont été victimes du groupe terroriste, mais ont refusé de se taire.

LE RÔLE DU GOUVERNEMENT

Les pouvoirs publics, l'armée et la police sont clairement capables d'émettre un message antiterroriste qui atteigne un large public. Ils disposent d'une infrastructure très avancée. Par ailleurs, dans la plupart des cas, ils peuvent diffuser leur message en ligne, dans la presse écrite, à la radio ou à la télévision. La question qui se pose est peuvent-ils être crédibles ?

Aux yeux des extrémistes, un message émanant de l'armée ou du gouvernement dénonçant le terrorisme équivaut pratiquement à un assentiment. Ils pensent que leur cause est juste et que le gouvernement et l'armée sont leurs ennemis. Pour eux, être accusés par ces organisations est une distinction honorifique.

Alors, comment les professionnels de la sécurité peuvent-ils riposter ? Selon Michael Pizzuto, lorsque des messagers crédibles se manifestent, notamment des terroristes ayant fait défection, le gouvernement peut les aider à mieux diffuser leur message. « Les efforts doivent porter sur des éléments externes qui n'influencent, en aucune manière, le message ou les messagers, comme la fourniture de ressources (par exemple, une aide financière ou un logement) aux transfuges, a-t-il écrit. Après avoir quitté une organisation terroriste, ces personnes peuvent se trouver confrontées à des difficultés financières imprévisibles et à l'éloignement de leur famille. Dans certains cas, l'aide aux transfuges, s'est avérée hautement efficace en termes de prévention des récidives. »

Toutefois, d'après Michael Pizzuto, il est préférable que le gouvernement se tienne à l'écart des campagnes de diffusion messages. Les activités de sensibilisation du public mettant en avant le mal causé par le terrorisme aux victimes et à l'économie des pays ont plus d'impact lorsqu'elles sont organisées par des groupes de la société civile et qu'elles ne sont pas explicitement entérinées par le gouvernement ou l'armée.

L'histoire récente démontre qu'une trop grande ingérence du gouvernement peut avoir un effet inverse. La fondation britannique Quilliam, qui œuvre contre l'extrémisme islamique, a été discréditée aux yeux de certains lorsqu'en 2011, la presse a révélé qu'elle avait été partiellement financée par le gouvernement du Royaume-Uni.

Sachant cela, les professionnels de la sécurité pourront trouver plus efficace de s'en tenir aux faits lorsqu'ils affrontent les extrémistes en ligne. Au Kenya, Emmanuel Chirchir a régulièrement utilisé sa plate-forme pour réfuter les mythes colportés par Al-Shebab, y compris des déclarations selon lesquelles les militants avaient abattu un avion de chasse kenyan et coulé un navire de la Marine.

Emmanuel Chirchir a aussi dressé une liste des succès remportés par les Forces de défense du Kenya et la Mission de l'Union africaine en Somalie, notamment le nombre de combattants tués ou capturés. « Nous proclamons nos victoires et frappons l'esprit de ses combattants coup par coup », a-t-il déclaré.

L'un des tweets les plus populaires d'Emmanuel Chirchir exhortait les Kenyans et les Somaliens à ne pas vendre leurs âmes à Al-Shebab qui s'en servaient pour transporter des armes.

Il est difficile de mesurer l'impact de ce type d'affrontement en ligne. Cependant, le 9 janvier 2014, Al-Shebab a publié une déclaration que certains ont considérée comme un drapeau blanc dans la guerre de l'information. Dans quinze jours, a déclaré le groupe, tous les services d'Internet et de téléphonie mobile seront interdits dans les régions contrôlées par Al-Shebab. Le groupe, qui se targuait jadis d'être à la pointe de la technologie, a ensuite fait du porte-à-porte pour confisquer les téléphones portables avec accès à Internet dans les villages somaliens. □



BATTEMENT DU CŒUR DE L'AFRIQUE



LE NIGER EST PRÊT À TRANSFORMER SON ECONOMIE

PERSONNEL D'ADF

Avec ses 4.200 kilomètres, le Niger, large et tranquille, est le troisième fleuve le plus long d'Afrique. En forme de boomerang, il s'étend de la Guinée vers le nord jusqu'à Tombouctou au Mali, avant de plonger vers le sud en traversant Niamey, au Niger, pour se jeter dans l'océan Atlantique.

Bien qu'à certains endroits, le fleuve ne soit pas assez profond pour permettre un trafic fluvial intense, les petits commerçants l'utilisent depuis des siècles comme route commerciale. Si un observateur se poste sur ses berges à Niamey, au Niger, au bon moment de la journée, il pourra voir passer des hommes maniant les longues pagaies de leurs pirogues chargées de courges, de poissons ou d'autres marchandises.

Bientôt, ce puissant fleuve aura encore plus à offrir. Un projet hydroélectrique de plusieurs milliards de dollars, le barrage de Kandadji, est en construction à 100 kilomètres au nord de Niamey. Le projet promet d'apporter l'électricité à des centaines de milliers de personnes et de faire passer la surface cultivable de la vallée du Niger de 10.000 à 50.000 hectares.

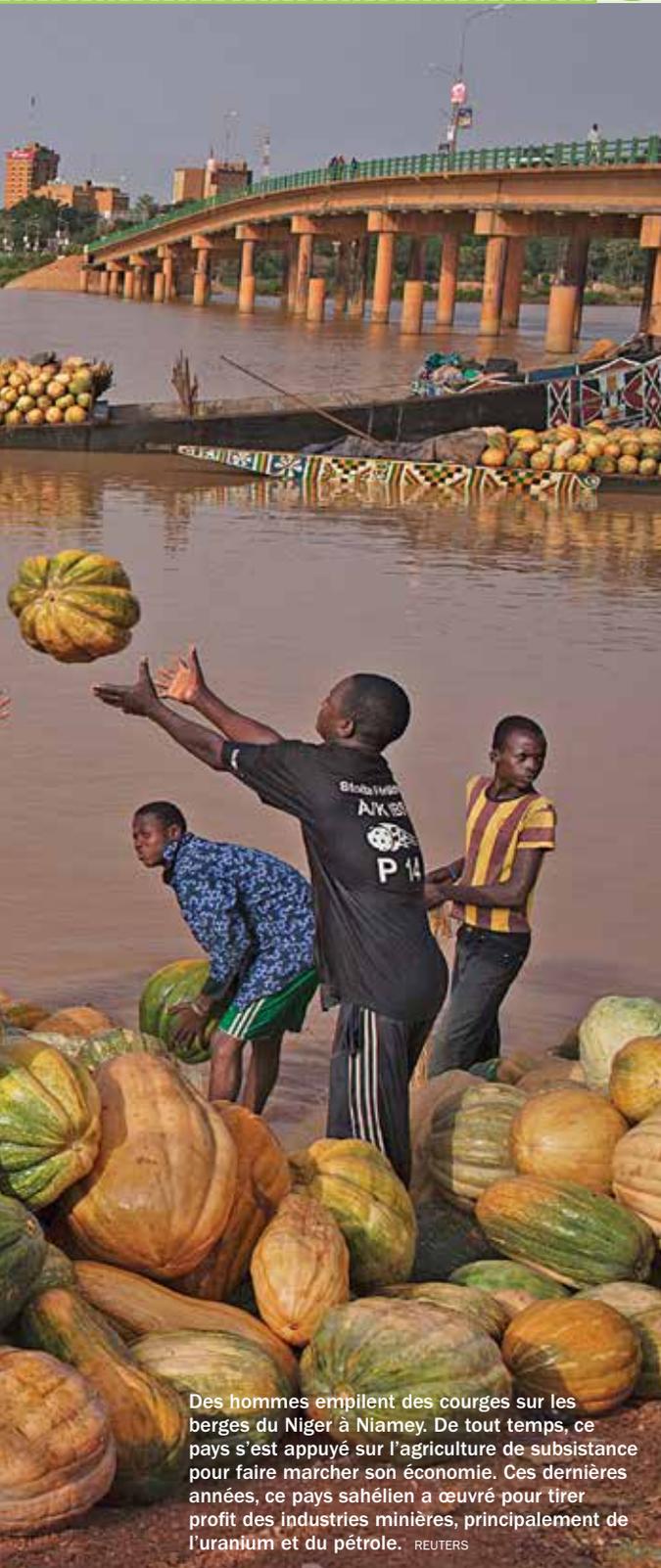
Tout comme le fleuve, le Niger se trouve à un carrefour économique. En effet, ce pays a le potentiel de se transformer en puissant moteur de l'industrie minière mondiale, grâce à ses réserves d'uranium et de pétrole.

De tout temps, le Niger s'en est sorti grâce à de petites entreprises. L'agriculture de subsistance continue de représenter un tiers ou plus du rendement économique du pays. Par ailleurs, environ 90 pour cent des près de 17 millions d'habitants de ce pays du Sahel en dépendent.

Ces dernières années, le pays s'est positionné pour devenir le deuxième plus grand producteur d'uranium derrière le Kazakhstan. Le Niger négocie actuellement avec le groupe nucléaire français Areva pour poursuivre cette exploitation sur son sol. Areva a aussi investi dans une nouvelle mine d'uranium à Imouraren. Des problèmes de sécurité ont retardé le projet, qui devrait démarrer vers la fin de l'année 2015. S'il se concrétise, il s'agira de la deuxième plus grande mine d'uranium du monde. Selon Reuters, le Niger est maintenant le quatrième producteur mondial d'uranium.

Le Niger a déjà connu, ces dernières années, d'impressionnantes augmentations de sa croissance économique. Selon Reuters, la croissance de ce pays atteindra 7,9 pour cent en 2014, contre 5,9 pour cent en 2013.

Comme beaucoup de pays africains riches en réserves naturelles, le Niger devra trouver un moyen de convertir ses richesses en avantages tangibles pour sa population. « Nous sommes conscients de l'importance de signer les bons contrats pour nos industries minières », a déclaré au *Guardian* le secrétaire général du ministère de l'Industrie des mines, Mahaman Laouan Gaya. « La question de l'uranium nous aide à parvenir à la transparence. Tout le monde nous regarde pour voir ce qu'il en résultera. »



Des hommes empiètent des courges sur les berges du Niger à Niamey. De tout temps, ce pays s'est appuyé sur l'agriculture de subsistance pour faire marcher son économie. Ces dernières années, ce pays sahélien a œuvré pour tirer profit des industries minières, principalement de l'uranium et du pétrole. REUTERS



ARGENT BIEN ACQUIS, MAIS MAL EMPLOYÉ

**LES ASSOCIATIONS CARITATIVES ET À BUT NON LUCRATIF
PEUVENT ÊTRE RÉCUPÉRÉES POUR FINANCER DES ACTIVITÉS TERRORISTES.
LA VIGILANCE ET LA SURVEILLANCE SONT DONC CRUCIALES**

PERSONNEL D'ADF

À environ 10 h 30, heure de Nairobi, le 7 août 1998, un camion chargé de plus de 900 kg de TNT s'est dirigé lourdement vers l'entrée arrière de l'ambassade des États-Unis au Kenya. Quelques secondes plus tard, le camion a explosé, endommageant l'ambassade, détruisant le bâtiment voisin qui abritait la coopérative Ufundu et ravageant le bâtiment de la Banque coopérative. L'explosion a fait 213 victimes et des milliers de blessés, dont des centaines d'entre eux ont été estropiés ou sont devenus aveugles.

Quelques minutes plus tard, une bombe a explosé à l'extérieur de l'ambassade des États-Unis à Dar es Salaam, en Tanzanie. Cette explosion a fait 11 victimes et 85 blessés. Au total, 224 personnes ont été tuées et plus de 4.500 ont été blessées dans ces deux attentats très vite imputés à Al-Qaida, le réseau terroriste d'Oussama Ben Laden. Toutefois, une autre force était derrière les attentats, selon le Département du Trésor des États-Unis, une association caritative basée en Arabie saoudite, du nom d'Al-Haramain Islamic Foundation (AHIF).

Un ancien administrateur de l'antenne locale de l'AHIF en Tanzanie a aidé l'équipe préparatoire qui a planifié les attentats. En outre, l'antenne de cette association caritative aux Comores a été utilisée « comme aire de rassemblement et itinéraire d'exfiltration pour les auteurs de l'attentat », d'après un article de *Foreign Policy* citant le Département du Trésor. Trois ans avant les attentats du 11 septembre 2001, Al-Qaida a été financée « à hauteur de 30 millions de dollars par an environ, par le biais de détournements de sommes d'argent provenant d'associations caritatives islamiques et de l'utilisation de

facilitateurs financiers bien placés qui ont levé des fonds auprès de divers donateurs contribuant sciemment ou non à ces opérations », selon une étude réalisée par la Commission d'enquête sur les attentats du 11 septembre.

La connexion entre les associations caritatives et les groupes terroristes continue d'être problématique aujourd'hui. Dans des pays tels que la Tunisie, indique le magazine *Foreign Policy*, les organisations non gouvernementales (ONG) et les associations caritatives « fournissent un apport de fonds qui ont permis aux groupes extrémistes d'entreprendre le travail difficile consistant à apporter des vivres, des services sociaux et des soins médicaux. Entretemps, les combattants de la guerre sainte ont découvert qu'ils pouvaient renforcer leur position au sein des communautés locales, intensifiant ainsi le soutien apporté à leurs activités violentes ».

D'après les observateurs, Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), le groupe terroriste Boko Haram au Nigeria et le groupe Al-Shebab en Somalie figurent parmi ceux qui exploitent le plus les associations caritatives et les ONG sur le continent. À des groupes aussi divers correspondent diverses méthodes utilisées pour exploiter les associations caritatives.

LES ASSOCIATIONS CARITATIVES ET LE TERRORISME

Le Groupe d'action financière internationale (GAFI), un organisme de surveillance international, recense quatre moyens par lesquels les associations caritatives et à but non lucratif peuvent être récupérés ou utilisés pour financer des activités terroristes.



Les forces de sécurité tunisiennes inspectent le site d'un attentat à la bombe qui a échoué près de l'hôtel Riadh Palms, à Sousse, en octobre 2013. Le financement d'une organisation non gouvernementale a permis aux extrémistes en Tunisie de fournir une aide rapide à la population afin d'obtenir graduellement son soutien. AFP/GETTY IMAGES

- **Les associations caritatives écrans.** Dans ces organisations, tout les acteurs (des donateurs aux travailleurs jusqu'aux bénéficiaires de l'aide) savent que l'« association caritative » est une imposture qui n'existe que pour financer le terrorisme.
- **Les organisations qui escroquent les donateurs.** Les associations caritatives disent aux donateurs que l'argent sera utilisé au profit de programmes légitimes alors qu'il est détourné pour financer des activités terroristes.
- **Les antennes locales des associations caritatives qui fraudent le siège central.** De petits bureaux satellites induisent en erreur un organisme de coordination ou le siège sur la façon dont l'argent est utilisé.
- **Les employés des associations caritatives qui tirent abusivement parti de leurs postes.** Des employés apportent leur aide aux terroristes à l'insu de tous.

Le GAFI a rédigé la recommandation spéciale 8 pour aider les pays à déterminer les circonstances dans lesquelles une organisation terroriste se fait passer pour une organisation à but non lucratif. La recommandation préconise la transparence financière, la surveillance et l'application de la loi au moyen de la police, des organes de réglementation et des organismes gouvernementaux.

« C'est une affaire très sérieuse », a souligné Henrique Dominguez, vice-président d'EFG Bank Luxembourg. « La finalité [de la recommandation du GAFI] est de veiller à ce que les organisations terroristes ne tirent pas parti abusivement des organisations à but non lucratif. » Henrique Dominguez explique qu'il appartient aux autorités de surveillance de vérifier qu'une association caritative possède bien une adresse physique et est présente sur

Internet et également de rechercher l'historique des dons, notamment des importantes donations en espèces. Les autorités doivent également se livrer à un examen minutieux des fondations établies après une tragédie telle qu'un séisme ou un tsunami, à un moment où les gouvernements sont préoccupés et où les donateurs sont très désireux d'apporter des fonds.

D'après les observations d'Ira Morales Mickunas, qui analyse le financement du crime organisé et du terrorisme pour le compte de Milersen LLC, nul ne connaît exactement la quantité de fonds qui passe par les organisations à but non lucratif et les associations caritatives avant de parvenir aux groupes terroristes. En effet, certaines de ces organisations tiennent deux comptabilités distinctes. Toutefois, Ira Morales Mickunas indique que le blanchiment d'argent concerne des milliards de dollars à l'échelle mondiale.

Zachary Scott-Singley, responsable à l'État-major unifié des États-Unis pour l'Afrique de la Counter Threat Finance Branch (unité financière de la lutte contre les menaces), a confirmé à ADF la présence en Afrique des quatre méthodes identifiées par le GAFI. Il précise que la plupart des opérations sont entreprises en utilisant des associations caritatives écrans et des organisations qui escroquent les donateurs. Les deux autres méthodes visant à détourner l'action des associations caritatives sont difficiles à quantifier en raison de l'échelle très réduite à laquelle se produisent de telles activités illicites.

UN PROBLEME LIE AUX VASTES RAMIFICATIONS

Un cas lié à la Somalie offre un exemple de l'extrême dispersion de ces activités. En 2012, au Royaume-Uni, un tribunal a condamné à trois ans de prison des frères



Les activistes d'Al-Shebab exhibent des armes qui auraient été récupérées sur des soldats de la paix burundais à Mogadiscio, en Somalie, en 2011. Al-Shebab a financé ses opérations par le biais de méthodes très diverses (taxes locales, détournement des activités d'associations caritatives et vente de marchandises, telles que le charbon de bois). REUTERS

jumeaux identiques qui ont admis avoir levé des fonds destinés au terrorisme en Somalie. Mohammed Shabir Ali et Mohammed Shafiq Ali, tous deux âgés de 25 ans à l'époque, faisaient partie d'un réseau finançant les activités de leur frère aîné alors qu'il participait à un « camp d'entraînement terroriste » en Somalie.

Le procureur Timothy Cray a précisé au tribunal que, d'après les enregistrements de conversations téléphoniques entre les deux hommes et leur frère aîné, ils projetaient de recueillir des dons sous couvert d'une pseudo association caritative. Les frères auraient recueilli des fonds en installant un étal sur un marché, comme s'ils étaient des organisateurs de collectes de fonds légitimes.

Le financement d'origine caritative à grande échelle des activités terroristes a été utilisé par AQMI et Boko Haram. Les groupes terroristes nord-africains basés dans le Sahel et le Sahara dépendent fortement de sources de revenus telles que les trafics d'automobiles, de cigarettes et d'armes. Quand bien même, les associations caritatives continuent de financer les extrémistes. Par exemple, des associations caritatives qataries et saoudiennes ont apporté un soutien aux combattants de la guerre sainte, notamment ceux du groupe Ansar al-Dine au Mali et du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO).

Lorsque Boko Haram a vu le jour en 2002, son aire d'action étant le Nord du Nigeria, le groupe a été principalement financé par des associations caritatives islamiques basées en Arabie saoudite et au Royaume-Uni. Le groupe comptait également sur l'extorsion de fonds au sein même du Nigeria. Des enquêtes internationales ont, depuis lors, incité Boko Haram à adopter des méthodes

similaires à celles de son allié, AQMI, par exemple l'enlèvement contre rançon. À mesure qu'Al-Qaida s'est transformée, passant d'une organisation centrale et monolithique à un groupe décentralisé de groupes affiliés, la collecte de fonds s'est orientée vers des activités locales et régionales, selon American Center for Democracy.

Il n'est pas rare que des associations caritatives soutiennent et financent des groupes extrémistes en Afrique depuis l'étranger. Selon Zachary Scott-Singley, les associations caritatives qui soutiennent des activités illicites aiment opérer dans des espaces non gouvernés. Cependant, elles préfèrent implanter leur siège là où elles peuvent avoir accès à une protection légale. Elles veulent pouvoir utiliser le système juridique, le cas échéant, pour protéger l'argent qu'elles collectent. En outre, une adresse physique dans l'une des principales capitales mondiales tend à inspirer confiance aux donateurs.

TROUVER UN JUSTE MILIEU

Des mesures de rétorsion uniformes peuvent ne pas toujours être les meilleures solutions pour définir une intervention appropriée au soutien apporté aux organisations terroristes par les associations caritatives. Les réglementations doivent être structurées de façon à ne pas porter atteinte à des initiatives légitimes à but non lucratif. Parfois, cela peut être difficile. La pratique du système hawala, qui signifie « transfert » en arabe, en est une illustration parfaite. Dans ce système, l'argent peut être transféré par le biais de trocs, de virements de fonds ainsi qu'entre parents proches. L'hawala est un système informel de transfert de valeurs. De tels comptes peuvent rester ouverts et actifs pendant des années. Il peut être



Des Somaliennes reçoivent un mélange de maïs et de sorgho de la part d'organisations non gouvernementales locales au sud de Mogadiscio en 2010. Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies a suspendu l'essentiel de son travail dans le Sud de la Somalie en raison de menaces et d'exigences inacceptables d'Al-Shebab. REUTERS

également difficile pour les organismes chargés de l'application de la loi de les surveiller.

La difficulté de réglementation du système *hawala* sans porter atteinte au commerce légitime est illustrée par un cas qui s'est produit en 2011 dans l'État du Minnesota, aux États-Unis. Les banques ont annoncé qu'elles arrêteraient les services de virement de fonds à destination de la Somalie. Elles s'inquiétaient que de tels services puissent enfreindre les règles interdisant le financement du terrorisme établies par le gouvernement. Dans le Minnesota ont élu domicile un grand nombre de Somaliens. Ils sont nombreux à envoyer de l'argent (généralement de 50 à 200 dollars par mois) aux membres de leur famille qui vivent en Somalie et qui dépendent fortement de ces envois de fonds. En réalité, selon le Programme des Nations Unies pour le développement, les Somaliens ayant émigré en Amérique du Nord et en Europe envoient dans leurs pays d'origine environ 1,6 milliard de dollars chaque année. Abdirashid Duale, directeur exécutif somalien de Dahabshiil, l'une des plus importantes entreprises spécialisées dans le transfert de fonds en Afrique, a déclaré à *Africa Renewal* en mai 2013 que l'argent était une « bouée de sauvetage pour de nombreux Somaliens ».

Lorsque les dernières banques du Minnesota ont cessé les envois de fonds, les Somaliens se sont inquiétés de savoir comment les membres de leur famille allaient survivre. « Ils ne savent pas quoi faire. Ils vivent grâce à l'argent que nous envoyons tous les mois pour acheter des vivres, et ils n'auront pas d'argent le mois prochain », s'est inquiétée Amina Hassan, une Américaine d'origine somalienne sur le site Internet *Twin Cities Daily Planet* en janvier 2012. « Nous ne savons pas ce que nous allons faire ; nous attendons une intervention d'Allah, de Dieu. »

Le président somalien Hassan Sheik Mohamud a indiqué au *New York Times* en septembre 2013 que son pays devait remplacer son activité informelle de transfert de fonds par un secteur bancaire. En revanche, une réaction trop rapide pourrait avoir de graves conséquences. Hassan Sheik Mohamud a expliqué que, si les expatriés somaliens perdent soudain la capacité d'envoyer de l'argent à leurs proches, cela peut en réalité aider Al-Shebab à recruter des jeunes encore plus désillusionnés. « Il nous faut briser ce cercle vicieux de générations qui perdent espoir », a-t-il ajouté.

La Recommandation 8 du GAFI indique souhaiter « sauvegarder et maintenir la pratique du don caritatif ainsi que la communauté solide et diversifiée d'institutions à travers lesquelles cette pratique se met en place ». Le GAFI présente certains principes d'orientation concernant la surveillance des organisations à but non lucratif et des activités caritatives.

- **Coopération.** Les gouvernements, les associations caritatives, les donateurs et les bénéficiaires doivent travailler ensemble pour surveiller les organisations à but non lucratif. Tous recherchent la transparence et la responsabilisation, malgré « un degré de tension institutionnelle ».
- **Proportionnalité.** La surveillance par les gouvernements et les institutions financières doit être « flexible, efficace, et proportionnelle au risque d'utilisation abusive. Il

conviendrait d'étudier attentivement des mécanismes atténuant les exigences de conformité sans créer de vides juridiques profitant aux financiers terroristes ». Les organisations locales de petite taille ne requièrent pas nécessairement une surveillance spécifique.

- **Flexibilité.** Les normes internationales doivent autoriser des différences dans la manière dont les pays individuels conçoivent les questions juridiques et réglementaires, tout en restant soucieuses de respecter les exigences de responsabilité et de transparence.
- **Cohérence.** Différents pays peuvent avoir des idées variées quant à ce qui constitue une association caritative. Cependant, ils doivent s'accorder sur le fait qu'une telle activité ne puisse inclure en aucune manière une quelconque dimension de soutien au terrorisme.
- **Autorégulation.** Dans de nombreux pays, les organisations à but non lucratif disposent d'organismes de surveillance ou d'institutions d'accréditation. Les pays doivent encourager et renforcer l'autorégulation pour diminuer l'utilisation abusive d'associations caritatives par les groupes terroristes.

LES SOLUTIONS A PORTEE DES FORCES DE SECURITE

La prévention du financement du terrorisme commence souvent par un examen des secteurs financiers et bancaires afin que les flux financiers puissent être détectés et suivis. Ces efforts dépendent de la mise en place par les pays africains d'un ensemble suffisant de cadres législatifs et d'application de la loi. Zachary Scott-Singley a indiqué que son bureau s'efforçait, aux côtés des responsables du Trésor américain, de renforcer la formation et d'aider les pays à se conformer aux normes du GAFI. Certains pays n'en sont qu'aux stades initiaux de ce processus. Il est à espérer qu'ils puissent servir de modèle pour inciter à agir d'autres pays disposés à le faire.

Même si ces initiatives sont entreprises au niveau législatif et gouvernemental, les spécialistes africains de la défense et de la sécurité peuvent prendre des mesures pour s'attaquer au problème à la racine. Lorsque les soldats et les policiers capturent ou arrêtent des terroristes présumés, ils doivent comprendre que leur travail ne s'arrête pas là.

« L'autre aspect important est le suivi », a expliqué Zachary Scott-Singley.

Une fois que les suspects sont placés en détention, les forces de sécurité doivent examiner minutieusement les informations et le matériel découverts (les enregistrements téléphoniques, les livres comptables, les ordinateurs portables), « et s'ils découvrent une mention quelconque de certains groupes, d'organisations à but non lucratif, tous liens illicites avec d'autres sociétés ou sociétés écrans, ils doivent commencer à les noter et à les utiliser pour les opérations suivantes », a-t-il ajouté. Une telle pratique peut aider les forces de sécurité à exploiter les informations « en remontant jusqu'aux échelons supérieurs » afin d'identifier les piliers et les organisations qui se dissimulent derrière les criminels de niveau subalterne.

« Personne n'est insignifiant, a précisé Zachary Scott-Singley. Si vous découvrez quelque chose, vous devez en parler. » □



DES STATIONS DE RADIO

METTENT EN GARDE CONTRE LES BOUCHERS DE JOSEPH KONY

PERSONNEL D'ADF

Des systèmes d'alerte précoce avertissent la population et encouragent les défections

Ces derniers temps, l'Armée de résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army ou LRA) ne peut pas faire un geste sans qu'il soit documenté et transmis. Voici quelques exemples d'incidents :

• 10 JANVIER 2014

Un combattant de la LRA, âgé de 38 ans, qui a passé 20 ans en captivité, fait défection à Djemah, en République Centrafricaine (RCA), après avoir marché pendant 6 jours dans la brousse. Il avait entendu les émissions de radio qui exhortaient les membres de la LRA à déposer leurs armes.

• 9 FÉVRIER 2014

Après avoir entendu des messages encourageant la défection, diffusés depuis un hélicoptère, quatre membres ougandais de la LRA se sont rendus aux forces de sécurité. Ils étaient restés 12 ans en captivité.

• 1er MARS 2014

Des villageois terrifiés signalent la présence de forces présumées de la LRA à 5 kilomètres d'Obo en RCA.

Même l'événement le plus banal, tel que le signalement du 1er mars, est consigné et transmis via un système de stations de radio à travers la République démocratique du Congo (RDC) et ailleurs. Les incidents sont aussi documentés par Invisible Children, une organisation fondée par trois Américains.

Le système d'alerte précoce pour la LRA a été mis en place en 2007 avec l'aide d'un prêtre catholique qui a recyclé un réseau d'émetteurs radio autrefois utilisé par les missionnaires en RDC. Le réseau s'est considérablement étendu depuis et permet maintenant d'avertir les villageois ainsi que les personnels des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales (ONG) de la présence de la LRA.

La LRA existe depuis plus de vingt ans. Menée par l'ougandais Joseph Kony, elle s'opposait, à l'origine, au gouvernement de l'Ouganda. Or, elle n'a plus aujourd'hui d'agenda politique cohérent. Elle s'est montrée mobile et difficile à éradiquer, en se déplaçant dans le Nord de la RDC, en RCA et au Soudan du Sud.

D'après les estimations, depuis 2008, la LRA a tué plus de 2.600 civils et a enlevé plus de 4.800 personnes. En 2013, les soldats de la LRA ont tué 75 personnes et en ont enlevé 459. En février 2014, ils ont tué une seule personne et en ont enlevé 76.

Les soldats de Kony dorment dans la jungle, sous des arbres et des buissons qui leur permettent d'échapper aux drones et à la surveillance des satellites. Ils n'utilisent pas de talkies-walkies, car leurs signaux pourraient être captés, et ils n'attaquent pas les grands villages qui pourraient rapidement donner l'alerte.

Les chefs de la LRA savent exploiter le terrain accidenté de la région. En décembre 2008, la RDC, le Soudan et l'Ouganda ont lancé l'opération « Lightning Thunder » (éclair de tonnerre), une offensive militaire contre la LRA dans le Nord-Est de la RDC. Cette opération a affaibli la LRA en lui coupant les vivres et en détruisant certains de ses camps. Cependant, le groupe n'a pas disparu pour autant : il s'est éparpillé dans la nature et a riposté plus tard par des attaques sanglantes visant des civils au Soudan et en RDC.

Les systèmes d'alerte précoce peuvent être le plus efficace contre de telles attaques. Le réseau croissant de stations de radio à haute fréquence relie maintenant des villages ruraux en RDC et certaines parties de la RCA. D'autres émetteurs sont venus compléter le réseau des missionnaires. Tous les émetteurs radios travaillent de plus en plus avec le réseau radio d'alerte précoce d'Invisible Children.

L'organisation non gouvernementale Invisible Children a été fondée en 2004 pour aider et protéger les victimes de Joseph Kony. En mars 2012, l'organisation



REUTERS



Un réfugié âgé écoute la radio dans un camp de l'Ouest de l'Ouganda.

Réseau d'alerte Précoce

PERSONNEL D'ADF

En collaboration avec d'autres groupes, Invisible Children a établi un réseau radio d'alerte précoce pour avertir des mouvements de l'Armée de résistance du Seigneur. Ce réseau surveille des régions de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo et du Soudan du Sud. Le système comprend au total 83 stations de radios et téléphones satellites portables.

-  Frontière du pays
-  Frontière régionale
-  Route
-  Ville
-  Radio haute fréquence (HF)
-  Téléphone satellite
-  Couverture radio FM

0 100 200 KILOMÈTRES
0 100 200 MILES

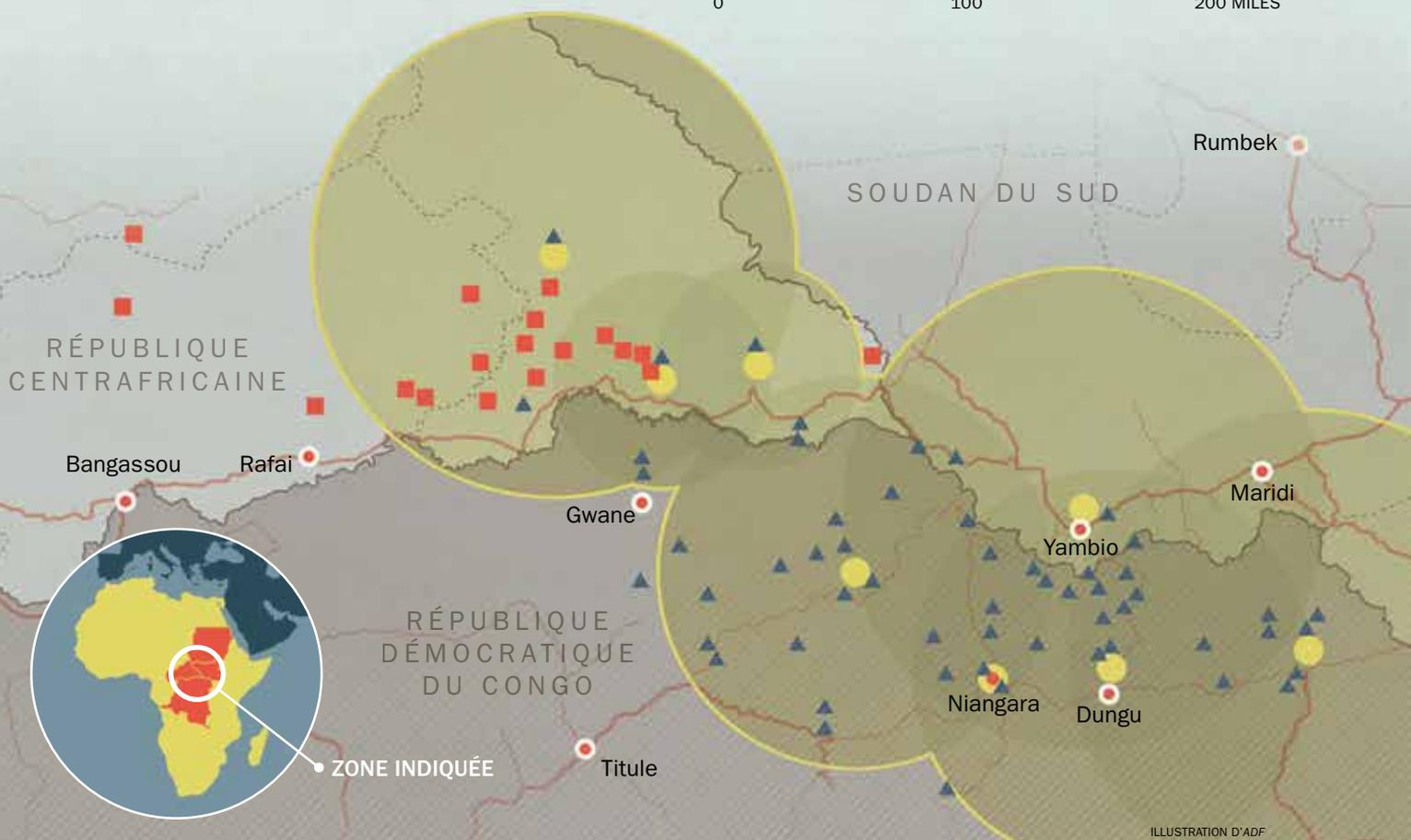


ILLUSTRATION D'ADF

À DROITE : John B. « Lacambel » Oryema encourage la reddition pacifique des soldats de l'Armée de résistance du Seigneur sur Mega FM, une station de radio basée à Gulu, en Ouganda.

TOUT À FAIT À DROITE : en septembre 2013, 30 chefs de communauté réunis à Bobi, en Ouganda, ont enregistré des messages destinés à leurs proches, les exhortant à fuir l'Armée de résistance du Seigneur.



INVISIBLE CHILDREN

INVISIBLE CHILDREN

L'HISTOIRE DE L'ARMÉE DE RÉSISTANCE DU SEIGNEUR

PERSONNEL D'ADF

- **1986**
Yoweri Museveni renverse le président Milton Obote et devient président de l'Ouganda, poste qu'il occupe encore aujourd'hui.
- **1987**
Alice Lakwena, prêtresse acholi autoproclamée, forme un groupe de rebelles, les Forces mobiles de l'Esprit Saint. Un autre groupe de rebelles, l'Armée démocratique du peuple ougandais est constitué, avec Joseph Kony comme « conseiller spirituel ».
- **1988**
Les Forces de l'Esprit Saint sont vaincues. Alice Lakwena se réfugie au Kenya. Joseph Kony recrute les membres restants de son mouvement et forme l'Armée démocratique chrétienne du peuple ougandais, qui devient l'Armée de la résistance du Seigneur en 1993.
- **1991**
Joseph Kony lance une campagne militaire. D'avril à août, ses rebelles isolent les provinces d'Apac, de Lira, de Gulu et de Kitgum, situées au nord, du reste de l'Ouganda. Joseph Kony et ses hommes commencent à tuer et à mutiler des civils. Ils détruisent aussi des villages et enlèvent des enfants pour en faire des soldats.
- **1993-1994**
L'Ouganda entame des négociations de paix avec la LRA. En février 1994, la LRA rejette la demande de reddition du président Museveni et attaque des unités de l'armée ougandaise et des civils. Des soldats de la LRA posent des mines sur les routes et les pistes dans le Nord du pays.
- **1995**
Une nouvelle constitution ougandaise légalise les partis politiques, mais maintient l'interdiction des activités politiques. La LRA massacre plus de 200 personnes et lance une première grande vague d'enlèvements d'enfants. À la fin de l'année, la LRA est contrainte d'abandonner sa base au Soudan du Sud.
- **1996**
La LRA continue à commettre des atrocités. Les Ougandais fuient leur foyer par crainte de la LRA et sont déplacés dans des « villages protégés », dans la province de Gulu. Les conditions de vie dans ces villages provoquent une crise.
- **1997**
En janvier, la LRA extermine 400 personnes dans les provinces de Lamwo et de Kitgum. Des milliers d'autres fuient leur foyer. Le gouvernement décide de combattre la LRA et abandonne les négociations de paix.

OU SUIZ-JE ?
a lancé une campagne vidéo sur Internet, intitulée K... 2012, qui a été visionnée plus de 40 millions de fois en l'espace de trois jours. La vidéo a largement attiré l'attention sur Joseph Kony dans le monde entier.

L'expansion des réseaux

Le système d'alerte précoce en RDC fait partie d'un réseau plus vaste couvrant tout le continent africain. Selon l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires, en 1985, il existait moins de 10 stations de radio indépendantes dans toute l'Afrique. En 2005, la RDC possédait, à elle seule, plus de 200 stations de radio.

En collaboration avec d'autres groupes, comme Human Rights Watch, le réseau radio d'alerte précoce d'Invisible Children a exploité cette infrastructure. Deux fois par jour, les villages se connectent au réseau et diffusent les derniers événements et signalements. Ces informations sont ensuite transmises à des plates-formes de réseau. Elles permettent d'avertir les villages de menaces, de mobiliser les forces armées dans la région et de solliciter l'aide des travailleurs humanitaires.

L'incitation à la défection

L'un des éléments clés du réseau radio est la diffusion de messages par les stations de radio locales exhortant les rebelles de la LRA à retourner dans leur famille. Souvent, les messages s'adressent aux rebelles par leur nom et font participer les membres de leur famille à l'émission. La campagne de défection se fait aussi à l'aide de messages diffusés par les haut-parleurs d'un hélicoptère ou grâce à des tracts largués par avion, offrant l'amnistie et le pardon. Invisible Children rapporte qu'en 2013, environ 320 personnes se sont échappées de la LRA et 16 soldats ont fait défection. Depuis 2008, près de 2.300 personnes ont quitté ou ont fui la LRA.

Amener les soldats de la LRA à désertir et à se rendre a été, pendant des années, un élément clé dans la guerre contre Joseph Kony. L'auteur militaire David Axe a observé que cette tactique avait d'abord été mise en œuvre en 2009 à Dungu, une ville située dans le Nord-Est de la RDC. En 2008, la LRA avait attaqué la ville, forçant ses 20.000 habitants à fuir temporairement. Depuis, la ville est la base d'opérations de nombreuses ONG et d'autres organisations qui tentent de porter secours aux victimes et de persuader les soldats de la LRA de désertir.

Le réseau a eu un effet certain sur Joseph Kony et ses hommes. La RDC étant mieux informée, il a été forcé de déplacer le gros de ses troupes vers la RCA. Il a envahi ce pays relativement anarchique pour la première fois en 2008 en laissant derrière lui une équipe réduite pour opérer dans l'Est de la RDC. Ces soldats, dont le nombre est estimé à seulement quelques dizaines, ont été les premières cibles des émissions de radio de Dungu. En l'absence de Joseph Kony, les soldats étaient davantage susceptibles de désertir sans craindre de représailles.

Les émissions de radio visaient trois types de public, à savoir les victimes d'enlèvements, les soldats de la LRA endurcis et les résidents de la RDC. Les victimes

« La coopération régionale est essentielle. »



INVISIBLE CHILDREN

PERSONNEL D'ADF

Africa Defense Forum s'est entretenu, en mars 2014, avec Sean Poole (photo), directeur des programmes de lutte contre la LRA de l'organisation Invisible Children. Il est directement impliqué dans le réseau radio qui suit les mouvements de la LRA. Voici quelques extraits de cet entretien :

Quelle est votre fonction à Invisible Children ?

Je suis chargé de collecter des informations sur la LRA en Afrique centrale. Notre réseau de collecte des données comprend 83 postes en RDC (République démocratique du Congo) et en RCA (République centrafricaine).

Nous avons construit notre réseau à partir d'équipements existants et disponibles. Environ 75 pour cent de nos postes sont des stations de radio à haute fréquence. Chaque station coûte entre 18.000 et 20.000 dollars environ pendant les trois ans que durent leur installation et leur mise en service. Les 25 pour cent restants sont des téléphones satellites portables.

Êtes-vous présent en Ouganda, où la LRA a débuté ses activités ? Quand avez-vous étendu votre réseau en RCA ?

Le réseau ne se trouve pas en Ouganda. Il a commencé ses activités en RCA en 2011.

Les auditeurs évitent-ils tout contact avec la LRA comme leur conseillent les émissions de radio ?

Cela arrive : ce n'est pas quelque chose que nous publions sur notre site Internet. Les informations que nous publions ouvertement concernent les attaques, les déplacements et les pillages.

À en juger par les signalements répertoriés sur votre site, il semble que la LRA soit un peu moins violente qu'elle ne l'a été autrefois.

Il y a une tendance à une baisse de violence au sein de la LRA. Ces derniers temps, ce groupe prend des gens en otage pour s'en servir comme porteurs avant de les relâcher trois jours plus tard. La raison en est l'état d'affaiblissement général de la LRA. Elle préfère s'occuper des personnes qu'elle détient déjà au lieu de chercher de nouveaux otages.

Boko Haram, le groupe extrémiste nigérian, détruit les stations de radio et tue leur personnel. Le problème s'est-il présenté avec la LRA ?

Nous n'avons pas rencontré de problèmes d'attaque des stations de radio, comme d'autres pays en ont eus avec Boko Haram. Nous réussissons à dissimuler nos stations et à les protéger. Elles passent tellement inaperçues que la LRA n'est peut-être même pas au courant de l'existence du réseau.

Avez-vous tiré des enseignements des conflits survenus dans d'autres parties du monde ?

Nous avons beaucoup appris du conflit en Colombie avec les FARC (Forces armées révolutionnaires en Colombie). Beaucoup de membres des FARC voudraient rentrer chez eux s'ils le pouvaient. Le gouvernement a mené une campagne de défection efficace.

Quelles leçons peuvent tirer d'autres pays de votre réseau ?

Nous collectons des informations émanant de sources publiques, qui peuvent être appliquées à une grande diversité de problèmes. C'est une bonne approche de résolution de problèmes.

Nous avons aussi appris qu'une fois les Congolais impliqués dans la traque de la LRA, la coopération transfrontière s'est considérablement améliorée. Le type de coopération que nous avons maintenant devrait être appliqué ailleurs, pas uniquement dans un contexte militaire. Beaucoup de membres des communautés touchées franchissent la frontière entre la RDC et la CAR. La coopération régionale est essentielle.

Quel est l'avenir de la LRA ?

Ils ont tendance à survivre contre toute probabilité et en dépit des obstacles apparemment insurmontables. Ils sont comme un virus ; ils peuvent toujours réapparaître. Je pense que Joseph Kony finira par être tué ou capturé. Si c'est le cas, ce sera le début de la fin de la LRA.

1999

Le Parlement vote une loi d'amnistie qui offre l'immunité aux rebelles ayant décidé de se rendre. La LRA attaque Gulu à la fin de l'année, mettant ainsi fin à tout espoir de paix.

2001

Les États-Unis placent la LRA sur leur liste d'organisations terroristes.

2002

Le Soudan et l'Ouganda signent un accord visant à contenir la LRA. L'Ouganda lance l'opération « Iron Fist » (poing de fer) dans le but d'écraser les forces de Joseph Kony. La LRA riposte en attaquant le camp de réfugiés dans le Nord de l'Ouganda et dans le Sud du Soudan, tuant des centaines de personnes. L'armée ougandaise évacue plus de 400.000 personnes menacées par la LRA.

2004

En février 2004, une unité de la LRA attaque le camp de réfugiés de Barlonyo en Ouganda, tuant plus de 300 personnes, pour la plupart des femmes et des enfants.

2005

La LRA déplace sa base opérationnelle en République démocratique du Congo (RDC). Elle intensifie ses attaques de civils dans les camps de réfugiés.

2008

L'Ouganda suspend indéfiniment les négociations de paix de Juba, après le refus de Joseph Kony de signer un accord de paix. À la fin de l'année, des militaires ougandais, congolais et sud-soudanais lancent l'opération « Lightning Thunder » (éclair de tonnerre) contre la LRA dans le Nord-Est de la RDC. La LRA riposte en tuant des centaines de civils dans la région.

2009

L'armée ougandaise se retire de la RDC après avoir poursuivi les rebelles de la LRA dans le cadre d'une opération qui aura duré trois mois.

2011

Les États-Unis envoient une centaine de militaires pour aider l'Ouganda à combattre la LRA.

2012

L'Ouganda annonce qu'il dirigera une force de 5.000 hommes de l'Union africaine, pour combattre la LRA en RDC et en République centrafricaine.

2014

Les États-Unis révèlent que leur mission d'aide à la capture de Joseph Kony pourrait bien s'étendre jusqu'en 2015.



Ce mât de radio FM, installé en République centrafricaine, diffuse des messages aux soldats de l'Armée de résistance du Seigneur, les exhortant à se rendre. INVISIBLE CHILDREN

d'enlèvement sont encouragées à s'enfuir. Les soldats de la LRA sont assurés qu'ils peuvent se rendre sans avoir peur d'être punis et les citoyens de la RDC reçoivent des informations sur les mouvements de la LRA.

En raison des atrocités commises, de nombreux habitants des zones rurales en RDC élimineront rapidement tout individu qu'ils croient appartenir à la LRA. Des villageois ont déjà tué des soldats de la LRA qui tentaient de désertir. Maintenant, les émissions de radio exhortent les auditeurs à laisser en vie les soldats de la LRA qui veulent se rendre. À cette fin, les Nations Unies ont établi, le long de la frontière avec le Soudan, des « postes de reddition », pour les transfuges. Plus récemment, les États-Unis ont également établi leurs propres postes.

Au début de l'année 2014, les villages de la région ont accéléré l'utilisation des stations de radio pour transmettre des messages aux membres individuels de la LRA, en les incitant à désertir. L'un de ces messagers est John B. « Lakambel » Oryema qui anime, depuis une station d'État basé dans le Nord de l'Ouganda, une émission de radio intitulée Dwog Paco, ce qui signifie « rentre à la maison » en acholi.

John B. Oryema diffuse ses messages destinés à la LRA depuis 2001. Il demande que les messages émis par des membres de la communauté soient adressés à des membres spécifiques de la LRA.

« J'essaie de faire en sorte qu'ils soient contents d'entendre leur nom mais aussi de savoir que leurs parents sont toujours là et qu'ils ont hâte de les voir », a-t-il déclaré. □

2m



1.5m

2G

52 4 6 5 5 4 6
4 5 5 W

3.
FOET
SOLO

CA
21



MENOTTER LE TERRORISME

La police africaine est en première ligne dans la lutte antiterroriste

ARTICLE PAR LE PERSONNEL D'ADF
PHOTOS DE REUTERS

La lutte antiterroriste s'étend bien au-delà des confrontations militaires et des missions hautement médiatisées, telles que les assauts de forces spéciales pour libérer des otages. Le travail quotidien de démantèlement de réseaux terroristes est beaucoup plus banal. Il inclut des barrages routiers, des vérifications de passeports, des actions de proximité et la collecte de renseignements. Souvent, les policiers qui connaissent bien leur communauté sont les mieux placés pour effectuer ces tâches, en particulier dans les grandes zones métropolitaines très diversifiées.

Cependant, tous les services de police ne se sont pas consacrés à la lutte antiterroriste ou n'ont pas été formés à le faire. Des recherches menées par des experts proposent des directives sur la manière dont la police peut améliorer sa capacité à traquer les extrémistes et à démanteler leurs réseaux.

Crimes préliminaires

Les organisations criminelles laissent généralement des traces de leurs activités. Selon les experts, dans les mois qui précèdent un attentat, un grand nombre de « crimes préliminaires » associés au groupe est perpétré. Le meilleur moyen d'identifier ces traces est de former la police à reconnaître les signes précurseurs,

a indiqué Paul Howard, chercheur principal au Mahattan Institute qui est chargé d'étudier les tendances criminelles. Cela signifie que les policiers doivent avoir le terrorisme à l'esprit à chaque fois qu'ils arrêtent un véhicule, vérifient des papiers d'identité ou arrêtent un suspect pour un délit mineur.

« Les terroristes n'opèrent pas dans un vide logistique, a écrit Paul Howard. Ils n'ont pas pour habitude d'entrer dans le pays hôte avec un accès à de grosses sommes d'argent. Ils doivent, par conséquent, se livrer à toute une série d'activités illégales pour financer et préparer leurs opérations. »

Paul Howard a déclaré que les crimes préliminaires associés au terrorisme incluent généralement :

- la fraude par carte de crédit ;
- la contrefaçon ;
- le vol d'identité ;
- le trafic de drogue ;
- la contrebande ;
- le blanchiment d'argent.

Ces crimes sont précurseurs d'actions à plus grande échelle. Paul Howard a comparé l'accent mis sur les crimes préliminaires à une réforme mise en place dans la ville de New York lorsque les policiers se sont mis à arrêter les gens qui enjambaient les tourniquets dans le métro pour



éviter de payer un ticket. La répression a entraîné une baisse de la criminalité dans le métro. En outre, la police a découvert que beaucoup des personnes arrêtées étaient sous le coup d'un mandat d'arrêt non exécuté, en possession de drogue ou d'armes illicites.

« Les équivalents du resquillage dans le métro de New York, en termes de terrorisme, sont le passage illégal des frontières, les faux documents et d'autres délits relativement mineurs commis par les terroristes pour financer leurs opérations », a écrit Paul Howard.

ICN

Un élément essentiel de toute action antiterroriste de la police est l'identification des cibles potentielles. Ces sites sont habituellement appelés infrastructure critiques nationales (ICN) et sont choisis par les terroristes parce qu'ils ont l'impact économique le plus large et qu'une attaque dirigée contre eux peut affecter le moral d'un pays tout entier. Les ICN se trouvent habituellement dans les secteurs suivants :

- Communications
- Gouvernement
- Services d'urgence
- Transports
- Énergie/eau
- Finance

En plus de ces secteurs, la police doit prendre en considération des cibles d'importance symbolique, notamment les lieux de culte, les monuments nationaux et les centres économiques, tels que les centres commerciaux, les banques ou les bourses. Une fois ces sources identifiées, la police doit déployer des ressources supplémentaires pour les protéger et coopérer avec les responsables de ces sites afin d'en assurer la sécurité.

La police « doit créer des relations de travail continues avec ces sites via des « partenaires de confiance » au sein de l'organisation avec laquelle elle souhaite partager les renseignements, établir des plans d'intervention et coordonner les opérations en cas d'urgence », a noté Paul Howard.

Des membres de l'équipe spéciale de la police sud-africaine assurent la sécurité d'un tribunal à l'est de Johannesburg.

Ce partenariat devra trouver un juste équilibre. Dans la plupart des pays l'infrastructure critique est principalement privée. Une étude menée par les États-Unis a mis en évidence que 85 % des ICN appartiennent à des intérêts privés. Néanmoins, beaucoup de propriétaires privés n'ont pas les moyens de protéger l'infrastructure

contre une attaque de grande envergure.

La police peut combler ce manque de capacités en proposant des conseils et des formations sur diverses mesures de protection, y compris le contrôle des accès aux installations, des plans d'évacuation, des systèmes de communication d'urgence et des enquêtes de vérification des antécédents du personnel. La police peut aussi s'associer avec les propriétaires des installations

pour effectuer une évaluation des risques et identifier les points faibles.

Police de proximité

Si la police veut garder une longueur d'avance sur les groupes terroristes, elle doit se lancer dans deux types d'activité. La police de proximité implique que les policiers engagent le dialogue avec les gens de manière non conventionnelle, à la fois pour rester au fait des développements à l'échelle locale et pour s'en faire des alliés, qui sont les mieux placés pour les prévenir en cas d'activité anormale.

Ce type d'activités exige des agents qu'ils soient à la fois enquêteurs et travailleurs sociaux, d'après Basia Spalek, de l'université de Birmingham, au Royaume-Uni. Contrairement au travail d'infiltration, la police de proximité ne doit pas uniquement infiltrer les groupes extrémistes ou établir un réseau d'informateurs, bien que cela puisse être nécessaire dans certains cas. Au contraire, la méthode consiste à porter une attention spéciale aux minorités ethniques, aux communautés religieuses et d'expatriés minoritaires dans des villes où les groupes terroristes ont l'habitude de recruter. Les policiers peuvent établir des liens en visitant de lieux de culte et des foyers, en assistant à des cérémonies de mariage ou à des obsèques et en écoutant les préoccupations des membres de ces communautés. La police doit aussi montrer un intérêt actif pour la poursuite de crimes qui affectent les membres de ces communautés, comme les crimes de haine.

Grâce à cette action, le public considèrera la police comme une alliée et sera plus enclin à la prévenir en cas d'activité suspecte. L'Unité de contact musulmane (Muslim Contact Unit ou MCU), créée au Royaume-Uni au début des années 2000, est une innovation en la matière. Cette unité a gagné le soutien des chefs de la vaste et diverse communauté musulmane de Londres. La MCU a réalisé un certain nombre de projets très médiatisés, comme l'aide au changement de direction de la mosquée de Finsbury Park à Londres, qui était devenue un repère d'extrémistes.

« La MCU a réussi à arracher une mosquée des mains de sympathisants extrémistes violents, a écrit Basia Spalek. Elle a aidé à mettre en place des initiatives communautaires visant à prévenir l'extrémisme violent à Londres. Elle a fourni une assistance aux groupes minoritaires de la population musulmane qui étaient stigmatisés comme appartenant à des « communautés suspectes ». Elle a établi la confiance entre la police et des groupes de la population musulmane en aidant les victimes d'attaques racistes et islamophobes. Enfin, elle a introduit des policiers musulmans dans la police antiterroriste. »

La relation entre la police et le public est d'une importance vitale dans de nombreux pays d'Afrique, où la population a une piètre opinion de la police en raison de la corruption. Au Kenya, par exemple,

un rapport de Transparency International a mis en évidence que la police avait la plus mauvaise réputation de toutes les institutions analysées. Ce manque de respect n'incite pas les citoyens à coopérer.

« Compte tenu de cette mauvaise réputation, le nombre de gens ordinaires qui craignent la police est encore très élevé », a indiqué Abubakar Barusi, avocat kenyan spécialisé dans les droits de l'homme. « Les membres de la communauté estiment qu'ils se trahiraient eux-mêmes s'ils [informaient] la police sur des crimes. »

Par l'intermédiaire d'INTERPOL, les polices dans le monde entier peuvent avoir accès aux banques de données criminelles, à des outils d'investigation, à des formations ciblées, à des lignes de communication sécurisées et à d'autres outils de lutte contre la criminalité que la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest ne peuvent pas se procurer. »

— MARTIN EWI, chercheur principal à l'Institut d'Études de Sécurité de Pretoria

Pour inverser cette tendance, le Kenya a lancé un projet national de police de proximité pour encourager la coopération et la confiance entre le public et la police. De même, en 2013, les chefs de police de la Communauté d'Afrique de l'Est ont convenus de créer des centres d'excellence régionaux, dont un en Ouganda, consacrés à la police de proximité.

Partage des renseignements

Bien que la lutte antiterroriste menée par la police commence au niveau de la communauté, elle ne peut pas s'arrêter là. Selon Martin Ewi, un expert sur les menaces internationales et la criminalité transfrontière à l'Institut d'Études de Sécurité de Pretoria, les pays africains doivent améliorer leur partage de renseignements. Martin Ewi estime que, si l'intégration politique et économique a progressé ces dernières années, cela n'est pas le cas pour le partage des renseignements.

LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE WESTGATE

PERSONNEL D'ADF

Le 21 septembre 2013, des terroristes liés à Al-Shebab ont pris d'assaut le centre commercial Westgate, à Nairobi. Armés de fusils d'assaut et de grenades, ils ont tenu un siège de 4 jours, faisant 67 victimes. Cette tragédie nationale est l'un des attentats terroristes les plus mortels contre des civils de l'histoire récente de l'Afrique. Cet événement a aussi été l'occasion pour l'armée et la police kenyanes de s'interroger sur ce qui aurait pu être fait pour prévenir l'attaque et sauver des vies après son déclenchement. Voici quelques « enseignements tirés », issus de différentes sources :

PRÉVOIR UN PLAN D'ÉVACUATION D'URGENCE. Dès le début de l'attaque, une panique compréhensible s'est déclenchée. D'après les vidéos de surveillance, les employés des magasins et les clients ne semblaient pas savoir où se trouvaient les six issues de secours du centre commercial de 33.000 mètres carrés. Le personnel de sécurité des magasins n'a pas utilisé le système de sonorisation pour donner des instructions au public terrifié. Un plan de secours établi et testé à l'avance avec l'aide de la police kenyane aurait facilité l'évacuation.

IDENTIFIER PRÉCISÉMENT LES PREMIERS INTERVENANTS.

Beaucoup de premiers intervenants de la police kenyane et d'autres groupes étaient en civil. Ils ont donc été pris pour des terroristes. Ce manque d'identification en a fait une cible facile et des victimes de tirs. D'après les informations recueillies, il existait un manque de communication entre la police kenyane et les intervenants militaires.

SÉCURISER LE PÉRIMÈTRE EXTÉRIEUR. Les premiers responsables de la sécurité arrivés sur le site n'ont pas établi de périmètre de sécurité adéquat autour du centre pour empêcher les gens d'entrer ou de sortir.

IDENTIFIER WESTGATE COMME CIBLE ÉVENTUELLE. Des conversations ont été rapportées entre le Service national des renseignements, l'inspecteur général de la police et la section de recherche criminelle sur le risque d'une attaque du centre commercial Westgate. Si ce dernier avait été identifié en priorité comme cible éventuelle, une évaluation des risques et un plan de secours auraient pu être mis en place.

ÉTABLIR UNE POLICE DE PROXIMITÉ À EASTLEIGH. Il s'avère que les attaquants ont passé quatre mois à Nairobi pour préparer l'attentat. Ils ont fait de nombreux achats, dont un véhicule et des cartes SIM pour téléphones portables. Ils ont aussi été vus dans une salle de sports locale. La surveillance par la police de proximité dans le quartier d'Eastleigh, dont la population est principalement somalienne, aurait pu fournir des indices sur les activités des jeunes hommes avant l'attaque.

CONTRÔLER LES FRONTIÈRES. *The Star*, le journal de Nairobi, a rapporté que les hommes s'étaient entraînés en Somalie, avaient pris l'avion pour l'Ouganda et étaient entrés au Kenya en passant la frontière à pied avant de se rendre à Nairobi. On ne sait pas exactement s'ils ont été interpellés pour vérification d'identité. Cependant, la police qui garde les barrages routiers est connue pour sa tendance à fermer les yeux en échange de pots-de-vin. Cette pratique réduit à néant les efforts consentis par le pays pour sécuriser ses frontières.

Sources : KenyaCitizenTV, Jillo Kadida du journal *The Star*, Agence France-Presse, service de police de la ville de New York



Des civils fuient le centre commercial Westgate après que des terroristes ont ouvert le feu, le 21 septembre 2013.

« Les principaux obstacles à la coopération pratique ont été la souveraineté nationale et l'idée que la coopération antiterroriste concrète, en particulier entre les différentes polices, empiète sur la territorialité, a écrit Martin Ewi.

Cela est encore plus manifeste lorsqu'il s'agit de la coopération entre la police et d'autres organes de maintien de l'ordre, comme la gendarmerie, les agences de renseignement, l'armée, les douanes et les autorités portuaires/frontalières. La relation est souvent caractérisée par la concurrence et la méfiance. »

Ce manque de partage de renseignements peut avoir des effets catastrophiques. Dans certains cas, des terroristes présumés recherchés dans le monde entier ont été arrêtés puis relâchés par les autorités qui ignoraient leur importance en raison de renseignements non transmis par un autre pays ou par l'agence nationale.

Martin Ewi recommande de donner à Interpol un plus grand rôle dans le partage des renseignements concernant l'extrémisme, la drogue et d'autres crimes transfrontaliers. « Par l'intermédiaire d'Interpol, les polices dans le monde entier peuvent avoir accès aux banques de données criminelles, à des outils d'investigation, à des formations ciblées, à des lignes de communication sécurisées et à d'autres outils de lutte contre la criminalité que la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest ne peuvent pas se procurer, a écrit Martin Ewi. Interpol dispose, par exemple, d'un système de communication mondial de haute technologie opérationnel 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 (I-24/7) qui permet aux polices de différents pays de communiquer entre elles, de partager des informations essentielles, de faciliter l'assistance juridique mutuelle et d'entreprendre des opérations conjointes. »



Des initiatives régionales dans ce sens commencent à apparaître. Le système d'information policière des pays d'Afrique de l'Ouest a été créé par Interpol en 2010 afin de centraliser et de partager des informations émanant d'agences de maintien de l'ordre dans les pays membres d'Afrique de l'Ouest. L'Organisation de coopération des chefs de police de l'Afrique de l'Est fait, en grande partie, la même chose pour les pays d'Afrique de l'Est. Par exemple, elle organise des formations et partage des renseignements sur les groupes terroristes.

Suite à l'attaque terroriste du centre commercial Westgate, à Nairobi, perpétrée par des individus liés à Al-Shebab, des experts en sécurité appellent à une plus grande coopération, en particulier entre la Somalie et le Kenya.

« Le Service national du renseignement du Kenya et l'Agence nationale de renseignement et de sécurité de Somalie devraient mettre leurs ressources en commun pour établir une banque de données régionales détaillées sur le terrorisme et organiser des rencontres régulières entre agents afin de comparer les données de renseignement et les analyses », a rapporté Sabahi Online en octobre 2013.

« Une telle banque de données comporterait le nom des terroristes suspectés, une photo récente, leur localisation et leurs derniers déplacements, leurs complices et leurs communications enregistrées ainsi que leur source de financement », a précisé l'ambassadeur somalien au Kenya, Mohammed Ali Nur, à Sabahi Online.

Le manque d'échange d'informations n'est pas seulement un problème entre les pays. Les renseignements doivent être échangés entre les organes de maintien de l'ordre au sein d'un pays. Après les attentats du 11 septembre 2001, qui ont secoué les États-Unis, une commission nationale a constaté qu'un meilleur échange de renseignements

entre les agences gouvernementales mais aussi entre le gouvernement fédéral et les services de maintien de l'ordre locaux aurait pu éviter ces attaques.

Plus particulièrement, trois des pirates de l'air responsables de l'attentat du 11 septembre avaient été interpellés séparément pour des infractions au code de la route peu avant les attaques. Leurs documents d'immigration étaient périmés. L'un d'entre eux était sous le coup d'un mandat d'arrêt non exécuté émis par un autre État, et au moins un des hommes figurait sur une liste de surveillance de la CIA. Toutefois, la police locale n'ayant pas eu accès à ces informations, les hommes ont tous été relâchés.

Lors d'audiences publiques du Congrès en 2010 sur la question, de nombreux observateurs ont souligné l'importance du partage d'informations impliquant la police de proximité.

« La nature diffuse de la menace terroriste moderne et la priorité accordée au terrorisme amateur réfutent l'hypothèse selon laquelle les autorités fédérales seront les premières averties d'un complot terroriste et qu'elles transmettront ces informations aux autorités locales », a déclaré Brian Michael Jenkins, un expert en terrorisme. « Il est tout aussi probable, voire plus probable, que les polices locales seront les premières à relever des indices de conspirations futures. »

Pour combler ces lacunes, les États-Unis ont mis en place l'Initiative de signalement des activités suspectes dans le cadre de laquelle la police de proximité est encouragée à signaler des affrontements et à partager des informations qui pourraient être liées au terrorisme. Ces informations sont vérifiées et transmises à des agents locaux et fédéraux dans tout le pays. □

Des agents de police sud-africains patrouillent dans les rues de Bekkersdal, à l'ouest de Johannesburg, pendant des manifestations contre les mauvaises prestations de leurs services en octobre 2013.

Des membres des forces spéciales de la police de Guinée équatoriale contrôlent des supporters à l'entrée d'un stade avant le match d'ouverture de la Coupe africaine des Nations en 2012.

APRES AVOIR CONNU DES REVERS EN SOMALIE, LES EXTREMISTES D'AL-SHEBAB PLANIFIENT DES
ATTENTATS A GRAND RETENTISSEMENT DANS LES PAYS LIMITOPHES

LA TERREUR SE TOURNIE VERS L'EXTERIEUR



Un insurgé appartenant à Al-Shabab participe à un rassemblement à Mogadisho, en Somalie. Les forces de la Mission de l'Union africaine en Somalie ont infligé plusieurs revers à Al-Shabab ces dernières années. Certains pensent que ces pertes ont été à l'origine d'attaques perpétrées à l'extérieur de la Somalie. AFP/GETTY IMAGES

PERSONNEL D'ADF

**AU MOMENT OU LES
TERRORISTES D'AL-
SHEBAB ONT FAIT
IRRUPTION AU CŒUR DU
CENTRE COMMERCIAL
WESTGATE A NAIROBI,
FAITH WAMBUA ET SES
DEUX ENFANTS SONT
RESTES IMMOBILES. LA
MERE ETAIT ETENDUE,
VISAGE TOURNE VERS LE
SOL CARRELE, AVEC A
SES COTES SY, SA FILLE
DE 9 ANS ET TY, SON FILS
DE 21 MOIS.**



Un soldat kenyan participe à une opération de ratissage dans le centre commercial de Westgate, à Nairobi, qui a été soumis à un siège violent déclenché par les extrémistes d'Al-Shebab en septembre 2013. Cet assaut à la grenade et à l'arme à feu, qui a duré 80 heures, a fait près de 70 victimes et environ 175 blessés. L'image provient d'AFP TV. AFP/GETTY IMAGES

Faith Wambua a saisi un éclat de verre brisé et l'a tendu à son fils, qui est fasciné et un peu effrayé par les insectes. Elle raconte la scène : « "Regarde, un dudu." Dudu veut dire insecte en swahili. Je lui ai dit : "Regarde, Ty. Dudu arrive pour te mordre." Pour que cela lui fasse peur pendant un moment et qu'il se tienne tranquille. Nous avons joué à ce jeu pendant près d'une heure. J'étais impressionnée qu'il arrive simplement à se tenir tranquille. »

Faith Wambua et ses enfants ont fait le mort pendant plus de quatre heures dans l'espoir d'échapper aux tireurs. À un moment donné, les extrémistes d'Al-Shebab se trouvaient si près d'eux qu'elle pouvait sentir l'odeur de la poudre et entendre le cliquetis des douilles éjectées qui tombaient au sol.

« C'est à ce moment-là que je me suis mise à chanter un chant sur la résurrection, parce que j'ai pensé que nous allions mourir », a confié Faith Wambua à la BBC. C'est alors qu'un homme s'est tourné vers elle en l'appelant « Mama » et a gentiment touché sa fille. Il s'est identifié comme policier. Avec ses collègues, il a conduit la mère et ses enfants en sécurité à l'extérieur du centre commercial.

Nombre d'autres personnes n'ont pas eu cette chance. Après un siège de 80 heures en septembre 2013, les terroristes ont fait près de 70 victimes, hommes, femmes et enfants confondus, et environ 175 blessés lors de cette attaque à l'arme à feu et à la grenade. Ce groupe extrémiste violent, qui depuis des années terrorise la Somalie, a, une fois de plus, frappé à l'extérieur de son bastion, prenant pour cible des civils au Kenya, pays ayant participé à la Mission de l'Union africaine en Somalie (African Union Mission in Somalia ou AMISOM).

Les opinions divergent quant à la signification de l'attaque. Certains y voient le signe de l'affaiblissement d'un groupe terroriste qui s'en prend à des cibles vulnérables. Pour d'autres, ce groupe s'adapte en employant de nouvelles tactiques. Ils pensent qu'il s'agit d'un signe annonciateur de nouvelles attaques futures. Une chose est sûre : la réponse donnée par le Kenya et d'autres pays est-africains aux changements tactiques mis en œuvre par Al-Shebab sera d'importance cruciale pour assurer la poursuite de l'isolement et de l'affaiblissement du groupe terroriste.

L'ESSOR D'AL-SHEBAB

Al-Shebab, groupe issu de l'Union des tribunaux islamiques (Islamic Courts Union ou ICU), a été constitué en 2006 après des années de guerre civile et de chaos, dans un pays que se disputaient de nombreux chefs de guerre au cours des années 1990. Les tribunaux ont essayé d'instaurer l'ordre en Somalie. Or, ils se sont effondrés sous la pression du gouvernement fédéral de transition et de l'intervention armée de l'Éthiopie. Cette dernière a entraîné l'élimination des éléments les plus modérés des ICU, laissant dans son sillage des combattants puissants, extrémistes et déterminés à imposer un État islamique en Somalie. C'est ainsi qu'Al-Shebab, terme qui signifie « la jeunesse », a vu le jour. « Al-Shebab a toujours été une faction ou un élément radicalisé au sein de l'ICU », a expliqué Vanda Felbab-Brown, attachée supérieure de recherches à la Brookings Institution.

Les activistes d'Al-Shebab se sont vite rendu compte qu'il était plus difficile de gouverner que de lancer une insurrection. Leur brutalité et leurs pratiques sont incompatibles avec la culture somalienne, d'après Vanda Felbab-Brown. Par ailleurs, selon un article publié par le Centre de lutte contre le terrorisme (CTC) de l'académie militaire West Point, trois facteurs ont convergé dans les années qui ont suivi et ont engendré l'affaiblissement d'Al-Shebab : il s'agit de la formation de l'AMISOM, de la mauvaise gestion de la sécheresse de 2011 dans la région et des divisions entre les clans.

LA ROUE TOURNE EN SOMALIE

L'AMISOM, que l'Union africaine a mise sur pied en 2007, a connu des débuts difficiles. L'intervention armée de l'Éthiopie en 2006 s'est avérée efficace contre les milices des ICU, mais impopulaire auprès du peuple somalien. L'AMISOM a débuté avec uniquement un contingent ougandais. Toutefois, celui-ci a vite été suivi par un contingent burundais, puis par des troupes de Djibouti, de la Sierra

« Il est primordial de dépasser les rivalités particularistes qui caractérisent les services du renseignement et de la sécurité en Afrique de l'Est pour faire en sorte qu'ils adoptent une démarche d'échange de renseignements plus efficace et plus honnête. »

VANDA FELBAB-BROWN

*attachée supérieure de recherches
à la Brookings Institution*



Un membre d'Al-Shebab participe à un rassemblement à la périphérie de Mogadishio, en Somalie. Suite au refus du groupe d'autoriser l'aide alimentaire apportée par des pays étrangers dans les zones qu'il contrôlait en 2011, l'ampleur de la famine s'est aggravée.



REUTERS

Un soldat des Forces de défense du Kenya, faisant partie de la Mission de l'Union africaine en Somalie (African Union Mission in Somalia ou AMISOM), se tient derrière une mitrailleuse dans la ville côtière de Kismayo, en novembre 2013. La capacité de l'AMISOM à reprendre à Al-Shebab cette ville portuaire du sud du pays est considérée comme l'un de ses succès primordiaux.

Leone et du Kenya. En 2011, l'opération avait gagné en efficacité, et les forces de l'AMISOM ont repoussé les extrémistes d'Al-Shebab hors de la capitale, Mogadiscio. Environ un an après, l'AMISOM a repris la ville portuaire méridionale de Kismayo, troisième plus grande ville de la Somalie et importante plaque tournante financière pour le groupe terroriste. En effet, ce dernier utilisait ce port pour lever des fonds par le biais de l'exportation de charbon de bois.

À un moment donné, Al-Shebab collectait environ 500.000 dollars par mois en exportant du charbon de bois dans les États du Golfe, d'après le lieutenant-colonel Geoffrey Kambere, des Forces de défense populaires de l'Ouganda. Le groupe extrémiste a également levé des fonds importants en taxant les importations et les exportations transitant par le port. Selon un rapport des Nations Unies, Al-Shebab collectait, à son apogée, entre 35 et 50 millions de dollars par an en droits de douane et taxes commerciales à Kismayo et dans deux autres ports.

Des divisions internes opposant les dirigeants ont abouti à des revers militaires. La fusion du groupe avec Al-Qaida aurait provoqué des dissensions entre Mukhtar Abu al-Zubayr, également connu sous le nom de Godane, et Hassan Dahir Aweys, dont les objectifs étaient moins centrés sur ceux des combattants de la guerre sainte à l'échelle mondiale. Godane a été appelé le « Oussama Ben Laden d'Al-Shebab ». Hassan Dahir Aweys a été placé en détention durant l'été 2013, apparemment après avoir fait défection.

La sécheresse de 2011 en Afrique de l'Est a également eu de graves répercussions sur l'influence d'Al-Shebab. « Bien que la sécheresse ait affecté la région tout entière, seules les zones méridionales de Bakool et du Bas Shabelle,

contrôlées par Al-Shebab, ont également connu une famine, a précisé l'article du CTC. Selon les Nations Unies, environ trois millions de personnes dans les régions de la Somalie contrôlées par Al-Shebab ont été affectées par une pénurie alimentaire. Cela a été dû en grande partie au refus de l'aide étrangère adressé par les milices, lesquelles ont vu dans cette initiative une tentative de saper leur autorité et de contribuer à propager l'influence occidentale. »

À partir de ce moment-là, le soutien populaire restant en faveur d'Al-Shebab a commencé à s'estomper. À mesure que les extrémistes ont perdu du terrain face à l'AMISOM, les opportunités financières se sont amoindries. Le groupe a alors eu recours à des taxes tribales, au vol de bétail, aux enlèvements contre rançon et à la collaboration avec les pirates. « Ce genre de comportements constitue une preuve accablante que les pratiques des extrémistes sont sans rapport avec l'islam. En effet, l'islam interdit de voler le bétail des pauvres et d'utiliser de l'argent pour financer des guerres injustes contre la population », a indiqué le parlementaire somalien Mohamed Omar Gedi à Sabahi Online en juillet 2012.

LA RÉACTION VIOLENTE D'AL-SHEBAB

Dans le sillage de ces revers, Al-Shebab s'est aventuré hors de la Somalie en lançant des attaques à grand retentissement. Le massacre du centre commercial Westgate est survenu en septembre 2013. Un mois plus tard, deux activistes d'Al-Shebab ont été tués lors de la détonation accidentelle de la bombe qu'ils étaient en train de mettre au point à Addis-Abeba, en Éthiopie. Les autorités ont également arrêté plusieurs autres activistes à cette

occasion. Les terroristes préparaient vraisemblablement un attentat à la bombe qui devait viser un stade d'Addis-Abeba lors d'une rencontre éliminatoire de la Coupe du Monde de football entre l'Éthiopie et le Nigeria, selon le quotidien Sudan Tribune.

En dépit de la brutalité de l'attaque lancée sur le centre commercial Westgate, certains observateurs ont estimé qu'elle venait confirmer la stratégie de l'AMISOM en Somalie. D'après les déclarations de Linda Thomas-Greenfield, la secrétaire d'État adjointe américaine chargée des Affaires africaines, en octobre 2013, l'attaque a montré qu'Al-Shebab frappe des « cibles vulnérables parce qu'il est plus difficile pour ce groupe d'attaquer d'autres cibles ».

« Pour nous, cette attaque a confirmé que nous avons mis en place la bonne stratégie », a expliqué Linda Thomas-Greenfield, selon le quotidien *The Citizen of Tanzania*. « Il nous faut renforcer cette stratégie. »

Kjetil Tronvoll, associé principal auprès de l'International Law and Policy Institute d'Oslo, en Norvège, a indiqué à *ADF* que les succès militaires avaient, sans aucun doute, réorienté les priorités d'Al-Shebab en Afrique de l'Est, depuis une « idéologie basée en Somalie à une idéologie de la guerre sainte s'exerçant à une échelle transnationale ». Pour cette raison, il faut s'attendre à la poursuite des attaques, a-t-il précisé.

Selon certains analystes du renseignement, le recul du groupe dans sa tentative d'imposer un pouvoir islamiste a pu avoir pour conséquence une réaffectation de ses ressources vers des attaques contre des pays fournissant des contingents à l'AMISOM. James R. Clapper

Jr., directeur du renseignement national des États-Unis, a affirmé devant le Congrès américain en 2013 qu'il s'attendait à ce qu'Al-Shebab reste « focalisé sur des défis locaux et régionaux » et « continue de planifier des attaques visant à affaiblir ses adversaires régionaux, y compris en prenant pour cible des intérêts américains et occidentaux en Afrique de l'Est ».

Le Kenya, de même que d'autres pays est-africains, compte une population assez importante de Somaliens. D'après certaines estimations, ce pays héberge 1 million de Somaliens, dont beaucoup vivent dans le quartier d'Eastleigh, une banlieue de Nairobi connue sous le nom de « Petite Mogadiscio ». Moins de deux mois après l'attaque du centre commercial Westgate, le Kenya, la Somalie et les Nations Unies ont signé un accord de rapatriement, exhortant de nombreux réfugiés somaliens à retourner dans leur pays d'origine, selon *The Christian Science Monitor*.

Les sentiments anti-Somaliens étaient fréquents au Kenya avant et après l'attaque du centre commercial. Vanda Felbab-Brown précise que les Kenyans sont depuis longtemps facilement enclins à considérer les Somaliens avec suspicion. Par conséquent, Al-Shebab recherche probablement à exploiter ces ressentiments.



Un petit garçon somalien handicapé tient dans ses mains une affiche lors d'un rassemblement contre Al-Shebab à Mogadiscio en février 2014.

AFP/GETTY IMAGES

L'ÉLABORATION D'UNE RÉPONSE EN AFRIQUE DE L'EST

D'après Ken Menkhaus, professeur de science politique à Davidson College, aux États-Unis, et expert de la Somalie, l'attaque du centre commercial Westgate signale qu'Al-Shebab espère une « réaction violente » contre les centaines de milliers d'habitants d'origine somalienne qui vivent et travaillent au Kenya.

« L'attaque du centre commercial Westgate est le signe de faiblesse du groupe le plus récent », a écrit Ken Menkhaus sur le site Internet ThinkProgress. « Il s'agissait d'un pari désespéré et à hauts risques d'Al-Shebab pour retourner la situation en sa faveur. Si cette attaque particulièrement meurtrière incite des citoyens Kenyans à se lancer dans des actes de violence justicière ou entraîne des réactions disproportionnées contre des résidents somaliens, Al-Shebab a une chance de se réinventer comme une milice d'avant-garde protégeant les Somaliens contre des ennemis extérieurs. Le groupe a désespérément besoin de présenter le conflit en Somalie sous un jour nouveau, comme celui des Somaliens contre les étrangers, et non pas comme

D'après un expert, l'attaque du centre commercial Westgate signale qu'Al-Shebab espère une « réaction violente » contre les centaines de milliers d'habitants d'origine somalienne qui vivent au Kenya.

celui des Somaliens en quête de paix et d'un retour à une situation normale contre un mouvement nocif orienté vers la guerre sainte. »

Kjetil Tronvoll est du même avis. Il estime que les forces de sécurité est-africaines doivent faire attention à ne pas « stigmatiser tous les Somaliens comme s'ils étaient des menaces potentielles et des terroristes ».

« Une telle réaction est de nature à générer une prédiction qui s'accomplit d'elle-même, poussant les personnes à s'éloigner de l'État ou prenant le risque de les aliéner, en quelque sorte, et les précipitant vers d'autres processus plus radicalisés », a-t-il précisé.

Lianne Kennedy-Boudali, spécialiste de la lutte contre le terrorisme en Afrique auprès de CyberPoint International, a expliqué que l'adoption de politiques et de pratiques d'engagement orientées vers les communautés locales aiderait à se rapprocher des populations somaliennes en Afrique de l'Est. Une telle démarche permettrait aux forces

de sécurité de patrouiller en sécurité tout en trouvant au sein des Somaliens des partenaires pouvant fournir des informations et aider à lutter contre la violence. « À partir de là, dans l'idéal, vous pouvez développer le genre de relations grâce auxquelles les forces de sécurité peuvent recevoir des indications, des informations et peuvent développer un réseau de renseignement. En outre, vous pouvez essayer d'orienter leurs actions davantage vers la prévention ou la patrouille [...] au lieu de seulement réagir en cas de problème », a-t-elle expliqué.

« Je pense que vous devez commencer avec un ensemble de responsables locaux de la sécurité qui comprennent l'avantage de faire les choses différemment. » Si les forces de sécurité peuvent trouver au sein de ces communautés locales des gens qui partagent l'objectif de contrecarrer Al-Shebab, « vous leur donnez des moyens d'action leur permettant de prendre en charge localement ces fonctions de sécurité ».

Les autorités doivent également comprendre que, à mesure qu'Al-Shebab entreprend un processus de réorientation idéologique, le groupe peut utiliser les doléances locales comme une manière de « poursuivre son implantation dans des pays voisins », a expliqué Kjetil Tronvoll. Par exemple, si les autorités kenyanes ou éthiopiennes stigmatisent les populations somaliennes, une telle attitude peut entraîner un ressentiment qu'Al-Shebab pourrait exploiter au profit de son recrutement. Pour atténuer cette menace le plus efficacement possible, les forces de sécurité est-africaines devront œuvrer de concert. L'échange de renseignements est d'importance cruciale. Dans une certaine mesure, c'est déjà la réalité. Toutefois, les efforts en ce sens devront être poursuivis, averti Kjetil Tronvoll.

« Je pense qu'il leur est nécessaire d'établir des nouvelles structures », a-t-il précisé. L'Autorité intergouvernementale sur le développement et la Communauté de l'Afrique de l'Est s'inscrivent déjà en faveur de la coopération dans la région.

Or, « pour passer à un niveau supérieur, vous avez besoin d'une nouvelle structure infrarégionale, un mécanisme permettant de centraliser les informations provenant de ces sources de renseignement ». Des forces opérationnelles communes pourraient également déterminer l'origine du réseau de recrutement d'Al-Shebab dans toute l'Afrique de l'Est. « Vous avez besoin d'une structure mieux agencée pour répondre à ce problème infrarégional. »

Vanda Felbab-Brown confirme le caractère essentiel de la coopération régionale. « Il est primordial de dépasser les rivalités particularistes qui caractérisent les services du renseignement et de la sécurité en Afrique de l'Est pour faire en sorte qu'ils adoptent une démarche d'échange de renseignements plus efficace et plus honnête. » En dernière analyse, l'échange interne de renseignements au sein des organismes nationaux sera aussi important que l'échange externe de renseignements entre les pays de l'Afrique de l'Est, a-t-elle conclu. □

UN CYCLISTE NÉ AU KENYA

ESPÈRE PUISER DANS LE VIVIER DES TALENTS DE L'AFRIQUE

REUTERS

Le vainqueur du Tour de France 2013, Chris Froome, affirme que le Kenya possède une riche réserve d'athlètes d'endurance et que le prochain grand cycliste se trouve quelque part dans le pays.

D'après Chris Froome, qui est né au Kenya, les succès remportés par des citoyens de son pays d'origine dans les courses de fond ou de demi-fond montre que ce pays de l'Afrique de l'Est regorge d'athlètes talentueux capables de rivaliser dans les courses d'endurance les plus difficiles du monde.

« Il me semble qu'il y a tellement de talents ici », déclare Chris Froome aux reporters à Nairobi, assis au côté du coureur cycliste kenyan David Kinjah, qui était son mentor durant son enfance. « Il vous suffit d'observer les aptitudes naturelles des coureurs de fond pour vous apercevoir que le Kenya compte nombre de sportifs talentueux. Cependant, il n'y a pas encore eu de percée dans le cyclisme ; l'élan s'arrête. »

Chris Froome a remporté une médaille pour le Kenya aux Jeux africains de 2007. Or, en 2008, il a opté pour la nationalité britannique après avoir reçu peu de soutien financier dans son pays natal. Il fait remarquer que d'autres coureurs kenyans sont confrontés aux mêmes problèmes.

Dans sa jeunesse, il a commencé le cyclisme lorsqu'il a rencontré David Kinjah. Il s'est alors mis à parcourir en large et en travers les hautes terres luxuriantes du Kenya en compagnie des jeunes coureurs de l'équipe de son mentor, pour la plupart des adolescents du petit village de Mai-I-Hii implanté à la périphérie de Nairobi. Chris Froome confie que l'une des raisons de son retour au Kenya était d'aider des cyclistes comme David Kinjah, qui travaillent avec des jeunes gens talentueux dépourvus d'argent. Son projet est de lancer sa propre fondation et de commencer à lever des fonds.

Chris Froome, à droite, en compagnie de son mentor, David Kinjah.

AFP/GETTY IMAGES



LE FILM MANDELA

est présenté en avant-première en Afrique du Sud

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le film tant attendu retraçant la vie de Nelson Mandela, le héros de la lutte contre l'apartheid, a été présenté en avant-première dans son Afrique du Sud natale, le 3 novembre 2013, et a réveillé des souvenirs émotionnels liés à l'histoire très mouvementée du pays. Le film est sorti un mois avant la mort de Nelson Mandela, qui était âgé de 95 ans.

Le film *Mandela : un long chemin vers la liberté*, largement basé sur son autobiographie éponyme, retrace la vie du dirigeant révérend, depuis son enfance dans la province rurale du Cap-Oriental jusqu'à son élection en tant que premier président noir du pays en 1994.

Après avoir passé 27 années en prison pour activisme contre le

régime raciste alors en place, il a prôné l'égalité et le pardon dans ce pays profondément divisé. Le monde entier l'a admiré et érigé en véritable figure emblématique de la paix. « Le film sera une très grande contribution à notre histoire », estime George Bizos, un ami très proche de Nelson Mandela. George Bizos était

l'avocat qui a défendu Nelson Mandela lors du procès de 1963-1964, au cours duquel lui et ses compagnons activistes ont été déclarés coupables de sabotage et condamnés à la prison à perpétuité.

Le rôle de Nelson Mandela est joué par l'acteur britannique Idris Elba, et celui de l'ex-épouse de Nelson Mandela, Winnie Mandela, est joué par Naomie Harris, elle aussi britannique. « Cette histoire est tellement plus grande que moi, plus grande que chacun d'entre nous », a déclaré Idris Elba.

Idris Elba s'est plongé dans le rôle, imitant avec justesse l'accent de Nelson Mandela et parlant même le xhosa dans une scène. « C'est un immense honneur pour quelqu'un comme moi de jouer M. Madiba », a-t-il confié, faisant référence à Nelson Mandela en utilisant son nom de clan.

Tsepo Nakedi, âgé de 37 ans, dit qu'il n'avait pas pleinement compris la douloureuse histoire du pays avant d'avoir regardé *Mandela*. « Parfois nous ne respectons pas notre histoire, ajoute Tsepo Nakedi. Désormais, nous connaissons les sacrifices qu'a faits Nelson Mandela. Je sais combien était grandes la haine et la frustration qu'il a dû surmonter. »



L'épouse de Nelson Mandela, Graça Machel, et l'acteur Idris Elba assistent à la première du film *Mandela : un long chemin vers la liberté*, à Johannesburg.

AFP/GETTY IMAGES

LA PREMIÈRE PARTICIPANTE

du Togo AUX JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

veut inspirer l'Afrique

THE ASSOCIATED PRESS

La première compétitrice du Togo aux Jeux Olympiques d'hiver, la skieuse de fond Mathilde-Amivi Petitjean, ne s'attendait pas à remporter une médaille aux Jeux de Sochi de 2014, en Russie. Elle espérait juste inciter les athlètes africains à participer aux sports d'hiver.

« Je pense que tous les citoyens de tous les pays [Africains] sont heureux pour moi », affirme Mathilde-Amivi Petitjean, qui a fêté son 20e anniversaire une semaine après la compétition. « Il est bon pour les pays africains de voir qu'il leur est possible de participer aux Jeux Olympiques d'hiver. »

Mathilde-Amivi Petitjean a franchi la ligne d'arrivée dans l'épreuve du 10 km classique féminin le 13 février 2014 à la 68e place, à moins de 10 minutes derrière la Polonaise Justyna Kowalczyk, vainqueur de l'épreuve.

Mathilde-Amivi Petitjean est née au Niger d'une mère togolaise. Sa famille a déménagé en Haute-Savoie dans les Alpes françaises lorsqu'elle avait deux ans. Pour elle, devenir une skieuse n'était pas aussi inhabituel que pour la plupart des petites Togolaises. « Je pratique le ski de fond depuis l'âge de 12 ans, précise-t-elle. C'est arrivé par hasard. J'ai essayé et j'ai continué. »

Son aventure olympique a commencé en mars 2013, lorsqu'elle a reçu via Facebook un message envoyé par un responsable de la fédération togolaise de ski, lui demandant si cela l'intéresserait de représenter le Togo aux Jeux de Sochi.

« J'en ai parlé avec ma famille et ils ont dit : "C'est d'accord, c'est parti pour Sochi !" », raconte Mathilde-Amivi Petitjean.

Sa carrière a été rendue possible grâce au soutien de sa propre famille. Ainsi, Mathilde-Amivi Petitjean a pu surmonter l'insuffisance du financement offert par la Fédération du Togo. Elle espère à présent que le fait d'avoir participé aux Jeux Olympiques et l'attention médiatique qui s'en est suivie contribueront à attirer des sponsors.

« C'est très difficile parce que l'équipe n'a pas d'argent pour s'entraîner, explique-t-elle. C'est dur de continuer pour une petite équipe comme celle-là. »

Ses débuts olympiques ont renforcé ses aspirations. Mathilde-Amivi Petitjean met déjà le cap sur les Jeux Olympiques d'hiver de 2018 qui auront lieu à Pyeongchang, en Corée du Sud.



La Togolaise Mathilde-Amivi Petitjean participe au 10 km de ski de fond classique féminin lors des Jeux Olympiques d'hiver de 2014.

THE ASSOCIATED PRESS

L'UE accorde une aide financière à l'Éthiopie pour l'amélioration de son réseau routier

REUTERS

L'Union européenne a signé un accord de subvention avec l'Éthiopie pour un montant de 287,26 millions de dollars, afin de l'aider à financer la construction de routes et de projets concernant la santé maternelle et la résilience à la sécheresse.

En 2014, l'Éthiopie, le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique après le Nigéria, est à mi-chemin d'un plan économique quinquennal qui prévoit de quasiment tripler le réseau routier du pays et de commencer la construction de 5.000 kilomètres de lignes de chemin de fer.

Le gros effort d'Addis Abeba en matière d'infrastructure vise à relier des régions éloignées et a propulsé l'économie vers une croissance à deux chiffres au cours de la majeure partie de la dernière décennie.

Dirigée autrefois par les communistes, l'économie éthiopienne est maintenant la cinquième

plus grande économie de l'Afrique sub-saharienne, devançant le Kenya, après une décennie de forte croissance. Toutefois, elle reste l'un des plus grands bénéficiaires de l'aide du monde.

En novembre 2013, les Nations Unies ont déclaré que les progrès de l'Éthiopie en matière d'amélioration de la santé maternelle étaient lents et que le taux de mortalité maternelle (c'est-à-dire le nombre de morts en couche) était l'un des plus élevés du monde.

Le Fonds monétaire international prévoit que l'économie éthiopienne augmentera de 7,5 pour cent dans chacun des deux prochains exercices.

.....
Un ouvrier travaille sur le chantier d'une gare ferroviaire à Addis Abeba, en Éthiopie. En 2014, le pays est à mi-chemin d'un plan économique quinquennal qui prévoit d'améliorer ses routes et ses lignes de chemin de fer.



REUTERS



L'AFRIQUE OBTIENT INTERNET

grâce aux
« espaces blancs »

REUTERS

À l'école secondaire Elswood au Cap, même les grilles métalliques soudées dans les murs n'ont pas empêché les cambrioleurs d'arracher les câbles de cuivre qui fournissent Internet aux élèves.

Or, les élèves d'Elswood ont été sauvés par une technologie de remplacement, une connexion sans fil gratuite via des parties inutilisées du spectre de télévision connu sous le nom d'espace blanc. Elle est fournie par un consortium de Google dans le cadre d'un projet plus large.

L'Afrique est le dernier grand marché inexploité au monde pour l'accès à Internet. Seulement 16 % de son milliard d'habitants utilisent Internet : il s'agit de la moitié du taux de pénétration de l'Asie, selon l'Union internationale des Télécommunications.

La plupart des Africains qui peuvent accéder à Internet le font par l'intermédiaire de leur téléphone portable. Cela a fait grimper l'utilisation de la bande large à 11 % en 2013 contre juste 2 % en 2010. Toutefois, les compagnies de téléphone portables sont réticentes à construire des mâts et des réseaux coûteux dans les zones rurales isolées, ce qui signifie que des centaines de millions d'Africains ont encore peu de chance de pouvoir se connecter.

Les réseaux de télévision laissent des espaces vides entre les canaux pour se protéger des interférences d'autres réseaux. La technologie utilise ces « espaces blancs » pour transmettre et recevoir des signaux de données sans fil.

Les ondes TV radio adaptées peuvent émettre jusqu'à un rayon de 10 kilomètres, ce qui en fait un moyen idéal pour connecter les villages isolés. Elles pénètrent mieux les murs que les signaux

mobiles et elles sont bon marché. La construction d'une antenne pour espaces blancs coûte un dixième du prix nécessaire à la construction d'une station normale de télécoms.

Les ondes de l'Afrique peu fréquentées les rendent idéales pour cette technologie, en raison de l'abondance du spectre disponible. Microsoft est en train de mener des projets pilotes au Kenya, en Tanzanie et en Afrique du Sud, dans le but de lancer des projets commerciaux par la suite. Google sponsorise des essais dans des écoles, y compris Elswood, à travers l'Afrique du Sud.



Des élèves étudient sur des ordinateurs à l'école secondaire Elswood, au Cap, en Afrique du Sud.

REUTERS

La Tanzanie

attire plus de touristes

REUTERS

Célèbre pour ses parcs de safari sous les sommets enneigés du Mont Kilimandjaro, la Tanzanie a estimé qu'elle avait attiré, en 2013, 40 pour cent de plus de touristes qu'en 2012.

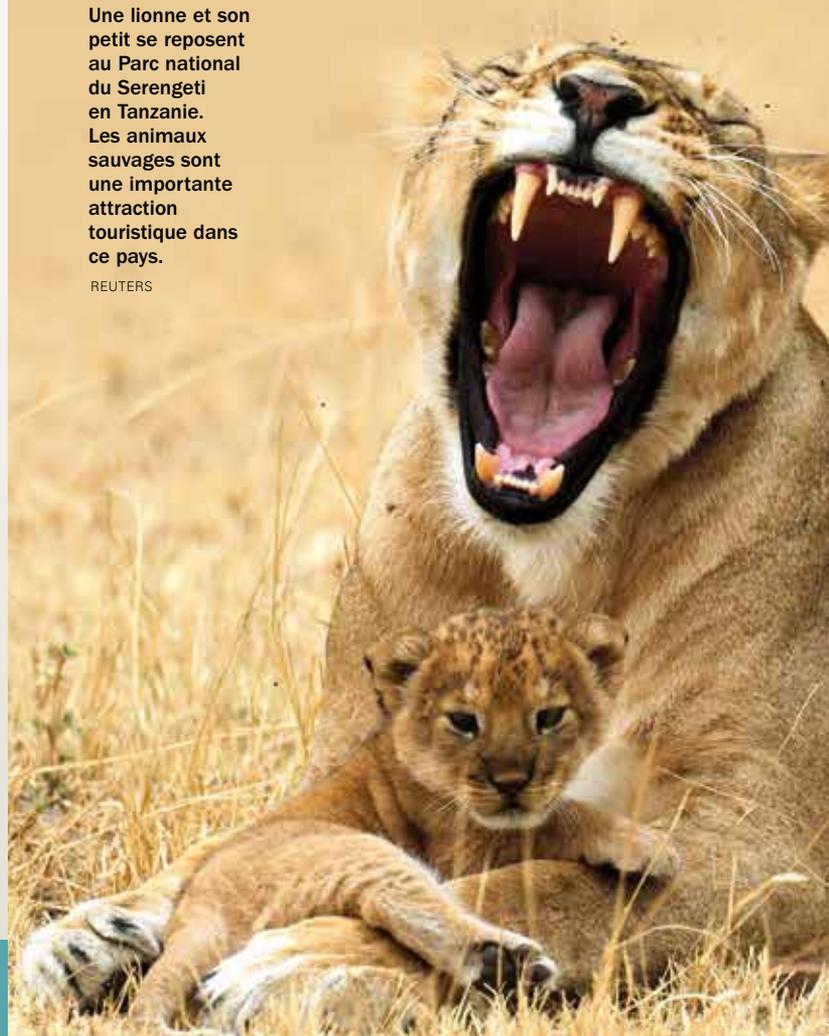
Elle a, en outre, estimé qu'elle avait accueilli 1,5 million de visiteurs, en raison d'une percée dans de nouveaux marchés asiatiques. À la fin de l'année se terminant en septembre 2013, le tourisme avait rapporté plus en monnaie forte que les exportations d'or, pour la première fois depuis des années.

Au cours de l'année se terminant en septembre 2013, le tourisme avait permis d'engranger 1,8 milliard de dollars, contre 1,61 milliard de dollars l'année précédente.

Le pays intensifie ses efforts de lutte contre le braconnage de l'ivoire d'éléphant et des cornes de rhinocéros. Le braconnage a fait un bond dans toute l'Afrique subsaharienne où les gangs criminels armés abattent des éléphants pour satisfaire à la demande d'ivoire de l'Asie ainsi que des rhinocéros, dont les cornes sont réduites en poudre pour être utilisée dans la médecine asiatique. La poudre n'a aucune propriété médicinalement reconnue.

Une lionne et son petit se reposent au Parc national du Serengeti en Tanzanie. Les animaux sauvages sont une importante attraction touristique dans ce pays.

REUTERS



L'Algérie et la Tunisie se mobilisent pour sécuriser leur frontière

MAGHAREBIA.COM

Dans le cadre d'une décision présentée comme la plus forte mobilisation aux frontières jamais mise en place au cours de l'histoire récente, l'Algérie a annoncé en octobre 2013 qu'elle enverrait des milliers de soldats pour sécuriser les frontières orientale et méridionale afin de mettre un coup d'arrêt à l'infiltration de terroristes.

« L'Algérie apporte une contribution considérable à la lutte contre le terrorisme et le crime organisé », a déclaré le ministre algérien des Affaires étrangères Ramtane Lamamra lors d'une conférence de presse. « L'armée et les forces de sécurité s'efforcent de renforcer la sécurité nationale et souhaitent que leur pays devienne une source de stabilité pour les nations voisines et sœurs. »

L'armée algérienne a également renforcé ses mesures de sécurité à la frontière est, après l'assassinat

de deux membres de la Garde nationale tunisienne. Suite à cette attaque, l'armée tunisienne a engagé une vaste opération de sécurité dans la région. L'état-major de l'armée algérienne a décrété l'état d'alerte maximum et a dépêché des unités terrestres supplémentaires sur la frontière avec la Tunisie, notamment des unités blindées appuyées par des hélicoptères d'attaque et des forces spéciales, a précisé le quotidien *El Bilad*.

Le reportage a décrit cette mobilisation comme l'intervention de plus grande envergure à ce jour des forces de défense sur la frontière orientale. Ce déploiement concerne plus de 12.000 soldats faisant partie des forces spéciales, d'unités d'infanterie et de la gendarmerie.

Une ligne de communication directe a également été mise en place entre le commandement des opérations terrestres et aériennes algériennes et son homologue tunisien en vue d'accélérer l'échange de renseignements.



REUTERS

Le Nigeria projette de construire et d'exporter des navires militaires

PERSONNEL D'ADF

L'armée nigérienne a annoncé des plans visant à construire et commercialiser des navires de guerre qui seront exportés vers d'autres pays africains.

Le vice-amiral Dele Ezeoba, chef d'état-major de la marine nigérienne, a fait cette annonce en novembre 2013 pendant l'inspection d'un deuxième patrouilleur en construction pour la marine nigérienne au chantier naval de Victoria Island, à Lagos. Selon le quotidien *Punch*, Dele Ezeoba a déclaré que les constructeurs

de navires du pays ont désormais suffisamment de compétences pour construire des patrouilleurs d'une longueur de 10 à 38 mètres.

« La marine nigérienne n'achètera plus de bateau d'une longueur de 10 à 12 mètres, parce que nous avons l'aptitude et la capacité de les construire dans notre chantier naval », a-t-il déclaré.

Dele Ezeoba pense que le Nigeria est en mesure de jouer un rôle de premier plan à l'échelle du continent dans la construction

de navires. Il précise par ailleurs que le secteur pourrait créer des centaines de milliers d'emplois pour les Nigériens. En 2012, le Nigeria a lancé le NNS Andoni, une vedette de défense de 31 mètres de long construite dans le chantier naval de Lagos. D'après la revue *Jane's Defence Weekly* consacrée à la sécurité, l'accroissement des capacités de construction de navires fait partie de l'initiative nigérienne « Vision 2020 » qui met l'accent sur l'autonomie du pays.



AFP/GETTY IMAGES

LES ÉTATS-UNIS S'ASSOCIENT À LA LIBYE POUR FORMER DES SOLDATS

THE ASSOCIATED PRESS

Le Département de la Défense des États-Unis projette de former de 5.000 à 8.000 soldats libyens dans le cadre d'un effort continu visant à renforcer la sécurité dans ce pays d'Afrique du Nord.

Le colonel Steve Warren, l'un des porte-parole du Département de la Défense, a déclaré que l'armée assurera en Bulgarie la formation des soldats à des compétences de base d'applications générales.

Ce programme de formation de 24 semaines s'inscrit dans le cadre d'une plus large initiative américaine et internationale visant à renforcer la sécurité dans le pays et dans la région à la suite de la chute du dictateur de longue date Mouammar Kadhafi en 2011. La violence des milices s'est aggravée au cours des derniers mois de 2013 dans certaines parties du pays où l'armée et la police n'ont pas été capables de les désarmer.

Des soldats de l'armée libyenne sont alignés au garde-à-vous pendant une cérémonie de remise des diplômes en mai 2013.



MARINE NIGÉRIANE

Le NNS Andoni, un navire de 31 mètres de long, est le premier navire militaire du Nigeria construit dans le pays.

Le Ghana saisit de la cocaïne en mer

AGENCE FRANCE-PRESSE

En novembre 2013, les autorités ghanéennes ont arraisonné un navire sud-américain transportant 400 kilos de cocaïne et ont arrêté ses cinq membres d'équipage, selon le Narcotics Control Board (NACOB), l'organisme ghanéen de lutte contre le trafic des stupéfiants.

Le navire battait pavillon guyanais. La valeur marchande de la drogue a été estimée à 50 millions de dollars, d'après les autorités. Selon les estimations des Nations Unies, la valeur de la drogue saisie est d'environ la moitié de ce montant. « Le navire avait été surveillé en haute mer. Lorsqu'il est entré dans les eaux ghanéennes, la marine ghanéenne et les officiers du NACOB l'ont arraisonné et l'ont escorté vers la base navale de Sekondi », ont précisé les autorités dans une déclaration.

Ces dernières années, le Ghana est devenu un point de transbordement pour les trafiquants transportant la cocaïne et la marijuana vers l'Europe et les États-Unis. En 2012, les policiers de l'aéroport Heathrow à Londres ont intercepté une cargaison de 1,5 tonne de marijuana et une cargaison de 7,5 kilos de cocaïne dissimulées dans des peaux de plantains, un aliment de base de ce pays ouest-africain.

Le Ghana et la Côte d'Ivoire sont sur le point de résoudre la question de leur frontière maritime

REUTERS

Voisins ouest-africains, le Ghana et la Côte d'Ivoire souhaitent régler un litige de longue date portant sur leur frontière maritime. Cette initiative pourrait apaiser les relations parfois tendues entre les deux pays et préparer la voie à l'exploration pétrolière et gazière.

Les deux pays n'ont jamais officiellement défini cette délimitation. En effet, leurs cartes indiquant les eaux du large se superposent partiellement.

L'exploration pétrolière dans le golfe de Guinée de l'Afrique s'est accélérée depuis que le Ghana a découvert l'immense champ pétrolier et gazier Jubilee en 2007 et l'a mis en service en un temps record fin 2010. D'après les estimations, ce champ contient des réserves équivalentes à 2 milliards de barils de pétrole et à 34 milliards de m³ de gaz naturel.

La Côte d'Ivoire, entretemps, n'a procédé au forage que d'un petit nombre de puits d'exploration offshore pendant sa crise politique d'une dizaine d'années qui s'est terminée en 2011. Le pays veut à présent développer son secteur pétrolier et gazier. Il fait d'ailleurs valoir que certaines zones offshore revendiquées par le Ghana se trouvent à l'intérieur de ses eaux territoriales.

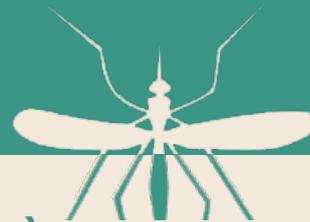
Avec le retour de la stabilité politique, l'économie de la Côte d'Ivoire, le premier producteur mondial de cacao, a affiché une croissance de 9,8 pour cent en 2012. Toutefois, le gouvernement vise à diversifier l'économie, car le cacao représente 40 pour cent des exportations.

Par ailleurs, ses blocs offshore, susceptibles de générer des revenus et largement sous-exploités, suscitent à nouveau un grand intérêt.

Un petit garçon se promène sur une jetée à Adiake, en Côte d'Ivoire, près de la frontière avec le Ghana.



REUTERS



UN PIÈGE À MOUSTIQUES POURRAIT REDUIRE LE PALUDISME AU KENYA

THOMSON REUTERS FOUNDATION

Un piège à moustiques utilisant l'énergie solaire contribue à atténuer l'incidence du paludisme sur l'île Rusinga, dans l'Ouest du Kenya.

Le dispositif, inventé par des chercheurs kenyans et néerlandais, utilise un panneau solaire installé sur un toit pour alimenter un ventilateur électrique et un électrocuteur de moustiques, installés à l'extérieur de maisons traditionnelles faites en boue séchée et en torchis avec un toit en tôle. Les chercheurs expliquent que des bandes de nylon, imprégnées d'une odeur humaine artificielle, attirent les moustiques vers le piège. Ensuite, le ventilateur les aspire dans le dispositif.

Le Dr Shahnaz Sharif, directeur de la santé publique du Kenya, a prédit que ce dispositif pourrait contribuer à « alléger le fardeau des dépenses publiques engagées dans le traitement du paludisme, qui s'élève à environ 100 millions de dollars par an ».

L'île Rusinga est connue pour sa chaleur, qui dure pratiquement tout l'année, et sa prévalence élevée du paludisme. Grâce à son ensoleillement, elle se prête particulièrement bien aux dispositifs alimentés par énergie solaire. À ce jour, les chercheurs ont testé ce dispositif dans 470 foyers. En plus de capturer des moustiques, ses panneaux solaires peuvent alimenter deux ampoules et un chargeur de téléphone portable.

Les partisans de ce dispositif espèrent commencer à le commercialiser en 2014. Il est également conçu pour réduire la dépendance à l'égard des insecticides, auxquels les moustiques sont de plus en plus résistants. Les 22.000 résidents de l'île Rusinga pensent que ce dispositif les aide à se protéger du paludisme.

Peter Otieno, âgé de 23 ans, qui en possède un chez lui, explique qu'il présente un avantage supplémentaire. « Nous ne sommes plus obligés d'utiliser des moustiquaires traitées à l'insecticide sur nos lits, ce qui était contraignant par ces chaleurs. »

UN DOCTEUR CONGOLAIS LANCE UN APPEL POUR METTRE UN TERME AUX VIOLS COMME ARMES DE GUERRE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Denis Mukwege, un docteur précurseur en la matière, a lancé un appel pour appliquer une tolérance zéro à l'égard du viol dans son pays d'origine, la République démocratique du Congo, où des dizaines de milliers de femmes ont été brutalement attaquées par l'armée et les membres des milices.

« Je pense que nous avons fixé une limite infranchissable [pour certains crimes de guerre]. Or, lorsqu'il s'agit de l'utilisation du viol comme arme de guerre, nous tergiversons », a-t-il observé en novembre 2013.

Denis Mukwege, qui était à Stockholm pour recevoir le Right Livelihood Award également appelé le « Prix Nobel alternatif », a mis en place un hôpital et une fondation dans le but de traiter les victimes de viol.

Les femmes sont des cibles fréquentes dans l'Est de la RDC, une région ravagée par la guerre. Le docteur a fait état de récits déchirants de femmes qui ont été violées en public devant leur mari et leurs



AFP/GETTY IMAGES

enfants et qui sont arrivées à la clinique avec des blessures catastrophiques. Selon Denis Mukwege, le viol en tant qu'arme de guerre a des conséquences dramatiques pour les femmes et pour le pays.

Chaque année, le programme principal de son hôpital dédié aux victimes de violences sexuelles accueille plus de 3.500 femmes et leur fait bénéficier de la chirurgie reconstructive.

« L'incapacité de la RDC à résoudre ses problèmes, à laquelle s'ajoute le silence de la communauté internationale, est un drame majeur de notre

temps, a déclaré le docteur. Nous connaissons ces atrocités depuis 20 ans maintenant. Plus les années passent, plus nous voyons les groupes et les milices perfectionner leur outil de torture. »

Le docteur Mukwege a mentionné une résolution des Nations Unies adoptée en 2000 à titre d'exemple de bonnes intentions. « Pourtant, il n'existe pas encore de limite infranchissable fermement établie », a-t-il indiqué.

La Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies en appelle à tous les États membres pour qu'ils prennent des mesures spécifiques afin de protéger les femmes et les filles, en particulier contre le viol.

Denis Mukwege a été pris pour cible en raison de sa position clairement affirmée à ce sujet. En octobre 2012, il a failli être assassiné par un groupe d'hommes armés qui a fait irruption dans sa maison, à Bukavu. Il a été obligé de s'exiler en Belgique. Toutefois, il est retourné dans son hôpital en janvier 2013.

Les bourses régionales connaissent des années record

THE EASTAFRICAN

La forte participation des investisseurs étrangers en 2013 a créé des conditions propices pour que les bourses de valeurs en Afrique enregistrent des performances inégalées.

La plupart des investisseurs qui placent leur argent sur le marché boursier ont obtenu des rendements élevés. En particulier, la Bourse de Nairobi (NSE) a

clôturé l'année 2013 en tant que marché boursier le plus performant de l'Afrique et quatrième meilleur marché mondial.

Selon les données analysées par *The EastAfrican*, les investisseurs ont montré une forte appétence pour les entreprises des secteurs financier, manufacturier

et de l'investissement. D'après la société Old Mutual Securities, « avec des facteurs macroéconomiques relativement stables, le pays dans son ensemble est sur le point de connaître la croissance. Toutefois, une transition harmonieuse commencée [en 2012] avec l'installation du nouveau gouvernement décentralisé déterminera la performance du marché boursier et de l'économie. »

Les bourses de l'Ouganda, de la Tanzanie et du Rwanda ont toutes enregistré des années positives. L'indice All-Share Index, qui évalue la performance des titres rwandais, a augmenté de plus de 130 pour cent. L'indice Tanzania Share Index a presque doublé, faisant un bond de 95 pour cent.

D'après les analystes, les bourses de la région ont bénéficié de la baisse de l'inflation, laquelle a libéré les dépenses de consommation, alors que l'amélioration relative de l'économie mondiale a également relancé les flux internationaux de capitaux.



REUTERS

L'Afrique de l'Est se dirige vers UNE MONNAIE UNIQUE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Lors d'un sommet qui s'est tenu en novembre 2013 à Kampala, en Ouganda, cinq pays est-africains ont signé un protocole visant à établir une union monétaire, une première étape vers la création d'une monnaie unique.

Les dirigeants du Burundi, du Kenya, du Rwanda, de la Tanzanie et de l'Ouganda ont paraphé le cadre de travail visant à instaurer un marché unique sur le modèle de la zone euro. En plus de son objectif de créer une monnaie unique, l'Union monétaire est-africaine a pour ambition d'aboutir à la libre circulation des travailleurs, des biens, des services et des capitaux à l'intérieur des cinq pays, qui comptent une population totale de 135 millions d'habitants.

Elle conduirait également à la création d'une union douanière, dont la mise en place est prévue cette année. « Nous disposons à présent du cadre nécessaire pour débloquer la voie prometteuse de l'intégration », a déclaré le président kenyan Uhuru Kenyatta. Il a affirmé que l'union « éliminerait le coût engendré par l'obligation de jongler avec différentes devises, diminuant ainsi les frais de transactions ».

« Les entreprises bénéficieront de plus de liberté dans les échanges et les investissements. En outre, les investisseurs étrangers y trouveront des raisons irrésistibles de planter leur tente dans notre région », a ajouté le président kenyan.

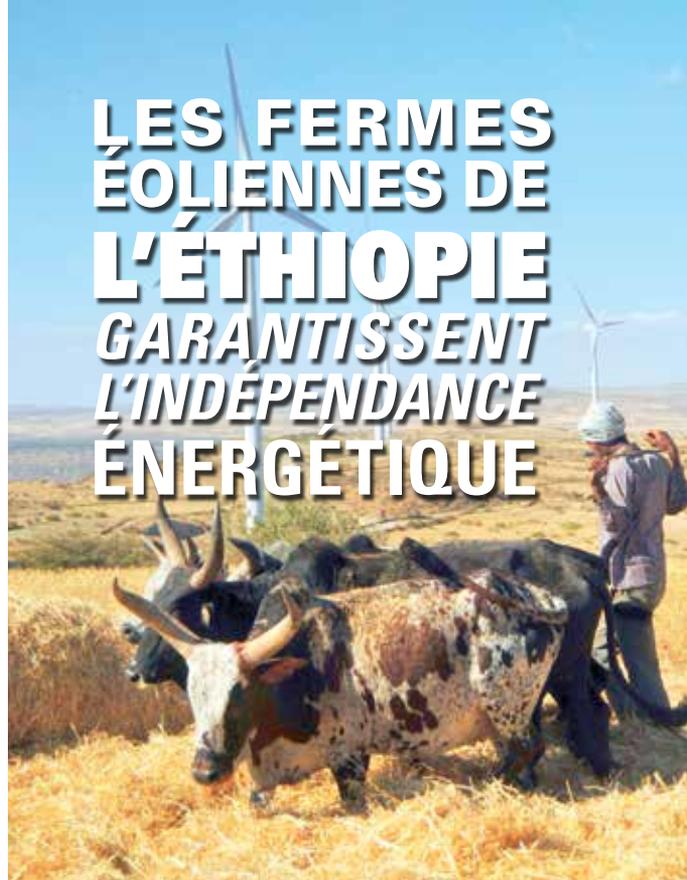
Toutefois, le groupe a estimé qu'il faudrait probablement une bonne décennie pour remplir les conditions nécessaires à une telle mise en place. Les pays participants devront chacun satisfaire à des critères macroéconomiques, tels que les objectifs d'inflation. En outre, le bloc devra instituer une banque centrale.

L'accord est-africain survient 21 ans après la signature du Traité sur l'Union européenne (Traité de Maastricht), qui a eu lieu le 7 février 1992. Cet accord a finalement abouti à la création de l'euro en 1999.



Le président tanzanien Jakaya Kikwete, à gauche, et le président kenyan Uhuru Kenyatta s'entretiennent lors d'un événement organisé pour commémorer la signature de l'union monétaire, le troisième pilier de l'intégration pour la Communauté de l'Afrique de l'Est. AFP/GETTY IMAGES

LES FERMES ÉOLIENNES DE L'ÉTHIOPIE GARANTISSENT L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE



AFP/GETTY IMAGES

AGENCE FRANCE-PRESSE

Vues depuis le ciel, les 84 turbines blanches scintillantes de la ferme éolienne d'Ashegoda jaillissent du sol, tels d'immenses rayons surplombant de vastes étendues de blé doré.

La région du Tigray, située dans le Nord de l'Éthiopie, qui est essentiellement peuplée d'éleveurs de bétail cultivant les céréales de base du pays, est un site insolite pour une ferme éolienne. Dirigée par des français, il s'agit de la plus importante ferme de ce type dans l'Afrique subsaharienne. Dans le cadre de ses projets d'une valeur de plusieurs milliards de dollars consacrés à l'énergie éolienne, hydroélectrique, solaire et géothermique, les initiatives pionnières de l'Éthiopie en matière d'énergie verte visent à approvisionner en électricité sa population de près de 94 millions de personnes et à donner un coup de fouet à son économie en exportant de l'électricité dans les pays voisins.

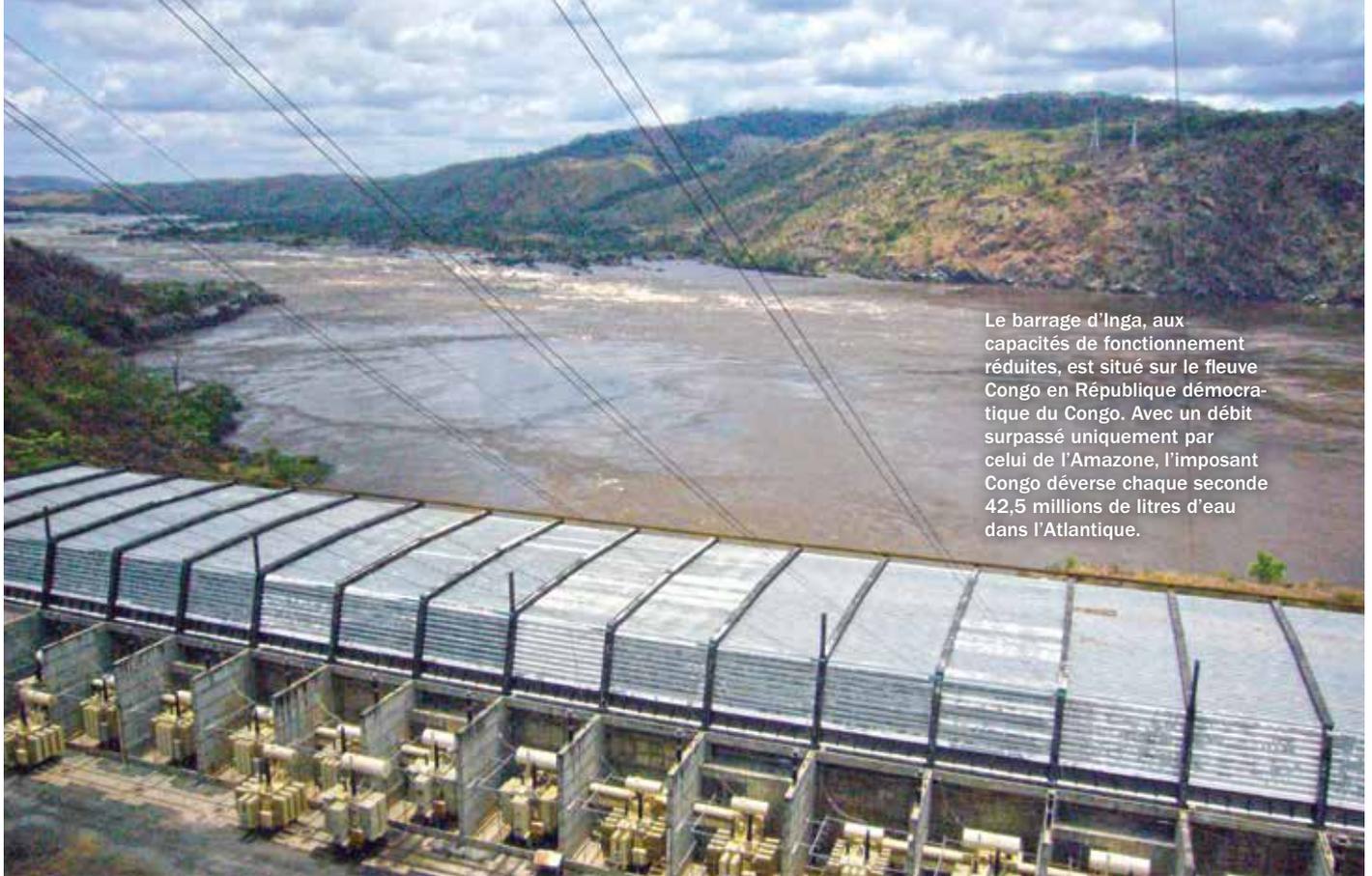
« L'Éthiopie est le seul pays d'Afrique à utiliser l'énergie verte pour la croissance transformatrice », a déclaré Ahmed Soliman du think tank Chatham House.

La capacité actuelle de production d'électricité représente 2.177 mégawatts (MW) et ambitionne d'atteindre 10.000 MW d'ici à 2015.

Les éoliennes d'Ashegoda ont une capacité totale de 120 MW, la plus importante de tout le sous-continent. Le projet a été réalisé par le groupe français Vergnet. C'est la première d'une série de plusieurs fermes éoliennes dont la construction est planifiée dans les pays.

Ashegoda, située à 780 km d'Addis-Abeba, fait partie de plans ambitieux visant à transformer l'Éthiopie en un pays à revenu intermédiaire d'ici à 2025, sans augmenter les émissions de dioxyde de carbone. La ferme éolienne d'une valeur de 313 millions de dollars, qui est financée par le gouvernement français et plusieurs banques privées françaises, représente l'intérêt croissant des entreprises européennes pour l'Éthiopie, où l'on observe également une hausse des investissements chinois, indiens et turcs.

Le pays veut aussi être un fournisseur régional d'électricité. L'Éthiopie exporte déjà de l'électricité à Djibouti et au Soudan. La construction d'une ligne de transport d'électricité vers le Kenya est en cours.



Le barrage d'Inga, aux capacités de fonctionnement réduites, est situé sur le fleuve Congo en République démocratique du Congo. Avec un débit surpassé uniquement par celui de l'Amazone, l'imposant Congo déverse chaque seconde 42,5 millions de litres d'eau dans l'Atlantique.

REUTERS

LE PROJET DU BARRAGE D'INGA a l'ambition d'illuminer LE CONTINENT

REUTERS

Dans les entrailles profondes du barrage hydroélectrique géant d'Inga, qui enjambe l'imposant fleuve Congo, se dresse une carte défraîchie intitulée « Les autoroutes de l'électricité à partir d'Inga ».

À partir d'un point situé dans l'Ouest de la République démocratique du Congo (RDC), les lignes s'étendent dans tout le continent africain. Elles partent vers le sud en traversant la Zambie, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud, et au nord vers le Soudan et la Libye, pour arriver jusqu'au Maroc.

Pendant des dizaines d'années, les gouvernements ont rêvé d'exploiter l'énergie considérable produite par le fleuve Congo dans les rapides d'Inga, grâce à une expansion du barrage qui serait alors assez puissant pour approvisionner la moitié de l'Afrique en électricité. À cause d'années de conflits et de mauvaise gouvernance dans le Congo, le projet n'a jamais été réalisé. Au lieu de cela, dans les grandes salles cavernes des deux barrages d'Inga, l'eau s'écoule du plafond et les tuyaux rouillés reposent dans des flaques. Signe de délabrement, cinq des 14 turbines ne tournent plus du tout.

Un marché conclu avec l'Afrique du Sud a relancé les discussions sur ce projet hydroélectrique géant qui pourrait alimenter les économies en expansion de tout le continent. « Il nous a fallu trouver un acheteur pour cette électricité. Sinon, nous ne pourrions pas construire

l'Inga », a déclaré Bruno Kapandji, ministre congolais des Ressources hydrauliques et de l'Électricité.

« L'Afrique du Sud est un acheteur solvable et crédible. »

Après une année de discussions, l'Afrique du Sud a promis d'acheter au moins la moitié de l'électricité produite par Inga III, un barrage d'un coût de 12 milliards de dollars qui, une fois construit, produira 4.800 mégawatts (MW).

Une grande partie du restant de l'électricité produite pourrait aller à l'industrie minière de la RDC, dont les besoins en alimentation électrique sont très largement insatisfaits.

Cette quantité est déjà près de trois fois supérieure à la production des deux barrages d'Inga existants. Construits il y a des dizaines d'années, ils ont été paralysés par la négligence, par l'endettement des pouvoirs publics et par le désintéret des investisseurs peu enclins à prendre des risques.

Le succès d'Inga III contribuerait à restaurer la confiance des investisseurs dans les cinq phases restantes du projet du Grand Inga. Pour un coût estimé entre 50 et 80 milliards de dollars, le Grand Inga produirait 44.000 MW, éclipsant tous les autres projets hydroélectriques au monde, y compris celui du barrage des Trois Gorges en Chine.

« Lorsqu'elle sera réalisée, cette incroyable prouesse de l'ingéniosité humaine aura la capacité d'alimenter l'Afrique en électricité et aussi d'exporter de l'électricité au-delà du continent », a déclaré le président sud-africain Jacob Zuma lors de la cérémonie de signature à Kinshasa, en RDC.



BIBLIOTHEQUE BANCROFT, UNIVERSITÉ DE CALIFORNIE, BERKELEY, ETATS-UNIS

LA VOIX D'UN SOLDAT RÉSONNE À TRAVERS LES ÂGES

PERSONNEL D'ADF

Une lettre récemment traduite, écrite il y a 1.800 ans, révèle que la vie d'un soldat en ce temps-là ressemblait beaucoup à la vie d'un soldat à l'heure actuelle.

Aurelius Polion, un soldat égyptien, a écrit cette lettre alors qu'il servait comme engagé volontaire dans la Légion romaine dans la province de Pannonie inférieure, en Europe orientale. Il était probablement affecté dans ce qui est à présent l'ouest de la Hongrie.

Aurelius Polion a écrit la missive à sa mère, sa sœur et son frère. Dans celle-ci, il s'inquiète du fait qu'ils ne maintiennent pas le contact avec lui. « Je suis inquiet à votre sujet. Bien que vous receviez régulièrement mes lettres, vous ne me répondez jamais en retour [...] », écrivait-il sur une mince feuille de papier de papyrus. Il poursuit en mentionnant qu'il a écrit six lettres sans recevoir de réponse. « Lorsque j'étais au loin en Pannonie, je vous ai envoyé des [lettres], mais vous me traitez comme

si j'étais un étranger, notait-il. Je vais obtenir une permission du commandement consulaire, et je viendrai vous voir pour que vous sachiez que je suis votre frère. »

Même si l'armée romaine n'avait pas de système postal, il semble qu'il ait confié la lettre à un camarade qui rentrait chez lui.

Des archéologues ont découvert la lettre il y a plus d'un siècle, à l'extérieur d'un temple, dans ce qui était jadis la ville égyptienne de Tebtunis. Des historiens ont également trouvé dans cette ville d'anciens contrats, des pétitions, des déclarations et des reçus fiscaux. La plupart des documents remontent aux trois premiers siècles de notre ère, lorsque l'Égypte était sous domination romaine.

En raison du grand nombre de documents trouvés sur le site, ils n'ont pas tous pu être traduits. L'état dégradé de la lettre d'Aurelius Polion constituait également une difficulté. Elle est restée là pendant un siècle, en l'attente d'une technologie qui puisse en faire ressortir le sens. Grant Adamson, un doctorant de l'université Rice, dans le Texas, aux États-Unis, a traduit la missive à l'aide d'images infrarouges pour améliorer la visibilité de l'écriture. Aurelius Polion l'a rédigée en grande partie en grec. La traduction a été publiée dans le *bulletin de l'American Society of Papyrologists* au début de l'année 2014.

Si Aurelius Polion avait obtenu l'autorisation de partir en permission, il lui aurait fallu au moins un mois pour se rendre depuis sa garnison basée en Europe orientale jusqu'à Tebtunis.

Les Égyptiens de cette époque se seraient portés volontaires pour servir dans l'armée romaine pour les mêmes raisons que les engagés volontaires dans les armées d'aujourd'hui, c'est-à-dire afin d'avoir un emploi rémunéré et peut-être de voir le monde. Il se peut qu'Aurelius Polion se soit engagé dans l'armée et ait quitté l'Égypte sans savoir où il serait envoyé, comme c'est souvent le cas aujourd'hui. En outre, à l'instar des engagés actuels, les soldats de ce temps-là avaient à l'occasion des problèmes pour communiquer avec leurs familles restées au pays.

INDICES

- 1 Les murs ceignant cette ville ont été construits entre les XIIIe et XVIe siècles.
- 2 Connue comme la quatrième ville la plus sainte de l'Islam, elle compte 82 mosquées et 102 sanctuaires.
- 3 Aujourd'hui, 368 petites ruelles mènent à des maisons entassées à l'intérieur de l'enceinte de la ville.
- 4 Une tradition consiste à nourrir des hyènes, la nuit, en dehors des remparts.

RÉPONSE : Harar
Jugol, une ville
historique fortifiée
en Éthiopie

PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

Vous désirez être publié ? *Africa Defense Forum (ADF)* est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique. Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité. Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

.....(directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à *ADF*).....

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais, *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'*ADF* à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

OU

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
KELLEY KASERNE
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART GERMANY

